MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT
CÔTE D'IVOIRE
LABORATOIRE D'EXCELLENCE

MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION
UNITED STATES OF AMERICA

Plan de Suivi – Evaluation

Décembre 2019

Version N°1

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES 4

PREAMBULE 5

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS 6

1. APERCU DU COMPACT ET DE SES OBJECTIFS 8

1.1. Introduction 8

1.2. Cadre logique du programme 9

1.2.1. Contexte de la mise en œuvre du Compact 9
1.2.2. Logique du Compact 10
1.2.3. Description du Projet et Cadre Logique 11
1.2.3.1. Projet de Compétences pour l'employabilité et la productivité 11
1.2.3.2. Projet de Transport d'Abidjan 19

1.3. Bénéfices économiques projetés 24

1.3.1. Analyse économique du Projet de Compétences 25
1.3.2. Analyse économique du Projet de Transport d'Abidjan 30

1.4. Projection des bénéficiaires du Programme 31

1.4.1. Analyse des bénéficiaires du Projet de Compétences 32
1.4.2. Analyse des bénéficiaires du Projet de Transport d'Abidjan 33

2. COMPOSANTE SUIVI 34

2.1. Résumé de la stratégie de suivi 34

2.2. Revues de la qualité des données 35

2.3. Exigences de Rapport Standards 36

2.3.1. Rapports au MCC : Dossier de Demande de Décaissement Trimestriel 36
2.3.2. Rapport au MCA et aux Parties Prenantes Locales 36

3. COMPOSANTE Evaluation 37

3.1. Résumé de la stratégie d'évaluation 37

3.2. Plans Spécifiques d'Evaluation 38

3.2.1. Sommaire du plan spécifique d'évaluation 38
3.2.2. Activité Education Secondaire 38
3.2.3. Activité Enseignement Technique et Formation Professionnelle 40
3.2.4. Projet Abidjan Transport 42

4. MISE EN OEUVRE ET GESTION DU S&E 44

4.1. Responsabilités 44

4.2. Autres acteurs impliqués dans le Suivi – Evaluation du Compact 46

4.3. Système de Gestion de Données pour le S&E du MCA 47

4.4. Revue et Révision du Plan de S&E 47

5. BUDGET DE S&E 48

6. Autres aspects DU PLAN DE Suivi - Evaluation 48

6.1. Lien entre Planification et Suivi – Evaluation au MCA 48

7. Annexes 49

Annexe I : Tableau de documentation des indicateurs 50

Annexe II : Tableau des données de références et des cibles des indicateurs 91

Annexe III : Modifications du plan de S&E 114

Annexe IV : Tableau des indicateurs d'évaluation 119

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Tableau 1 : TRE des projets du Compact CI 24
Tableau 2 : Bénéficiaires et Participants attendus du Compact 31
Tableau 3 : Potentiel bénéficiaires Projet Compétences 32
Tableau 4 : Résumé des plans spécifiques d'évaluation 38

* * * * * * * * *

Figure 1 : Cadre logique de l'Activité d'éducation secondaire 13
Figure 2 : Cadre logique de l'Activité d'ETFP 17
Figure 3 : Cadre logique du Projet Transport 21

PREAMBULE

Le présent plan de Suivi et d'Évaluation :

- Fait partie du plan d'action énoncé dans le document du Millennium Challenge Compact (Compact) signé le 07 novembre 2017 entre les États-Unis d'Amérique (USA), représentés par le Millenium Challenge Corporation (MCC), une organisation gouvernementale des États-Unis, et la République de Côte d'Ivoire (RCI), agissant par l'intermédiaire de son Gouvernement ;

- Appuiera les dispositions décrites dans le Compact ; et

- Est régi et respecte les principes énoncés dans *la Politique de suivi et d'évaluation des programmes Compact et Threshold (Politique de S&E du MCC)*.

Ce plan de S&E est considéré comme un document contraignant, et le non-respect de ses dispositions pourrait entraîner la suspension des décaissements. Il peut être modifié ou amendé, si nécessaire, conformément aux dispositions de la Politique de S&E du MCC, et si cela est compatible avec les exigences du Compact et à tout autre document juridique supplémentaire pertinent.

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACB	: Analyse Coûts-Bénéfices
AD	: A Déterminer
AGEROUTE	: Agence de Gestion des Routes
CDP	: Collège de Proximité
COGES	: Comité de Gestion des Etablissements Scolaires
DEEG	: Direction de l'Egalité, de l'Equité et du Genre du Ministère de l'Education
DEO	: Direction Exécutive des Opérations
DFP	: Plan de financement Détaillé
DR	: Demande de décaissement
DSEAE	: Direction du Suivi – Évaluation et de l'Analyse Économique du MCA- CI
DSPS	: Direction de la Stratégie, de la Planification et des Statistiques du Ministère de l'Education
DVSP	: Direction de la Veille et du Suivi des Programmes
ENS	: Ecole Normale Supérieure
ENSEA	: Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
ENV	: Enquête de Niveau de Vie
ESP	: Performance environnementale et sociale / Environmental and Social Performance
ETFP	: Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FER	: Fonds d'Entretien Routier
GIS	: Genre et Inclusion Sociale
GoCI	: Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire
HDM	: Highway Development and Management Model ou Modèle d'aménagement et de gestion des routes
INPHB	: Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny
ITT	: Indicator Tracking Table ou Tableau de suivi des indicateurs
iRAP	: Programme international d'évaluation routière

MCA-CI	: Millennium Challenge Account Côte d'Ivoire
MENETFP	: Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MIS	: Système d'information et de gestion / Management Information System
MCC	: Millennium Challenge Corporation
OSER	: Office de la Sécurité Routière
PAGIS	: Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale
PDC	: Partenariat pour le Développement de Compétences
PIB	: Produit Intérieur Brut
POC	: Point de Contact Post-Compact
PPP	: Partenariat Public-Privé
QDRP	: Dossier de Demande de Décaissement Trimestriel
RCI	: République de Côte d'Ivoire
RQD	: Revue de la Qualité des Données
S&E	: Suivi - Évaluation
SIGE	: Système d'Information et de Gestion de l'Éducation
TP	: Travaux Publics
TPLC	: Centre de stationnement et de logistique des camions
TRE	: Taux de Rentabilité Économique
USA	: États-Unis d'Amérique
USD	: Dollar des États Unis
VA	: Valeur actuelle
VAN	: Valeur Actuelle Nette

1. APERCU DU COMPACT ET DE SES OBJECTIFS

1.1. Introduction

Ce Plan de S&E sert de guide pour la mise en œuvre et la gestion du Compact. Il permet à l'équipe de gestion du *Millennium Challenge Account* Côte d'Ivoire (MCA-Côte d'Ivoire), aux membres du Conseil d'Administration, aux comités des parties prenantes, aux entités / partenaires de mise en œuvre des Projets, aux bénéficiaires et aux autres parties prenantes de comprendre les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs et des résultats et d'être informés, en connaissance de cause, des écarts entre les prévisions et les réalisations effectives pendant la mise en œuvre.

Ce Plan de S&E est un outil de gestion qui :

- *Décrit le cadre logique du programme et les résultats attendus.* Donne des détails sur les impacts attendus du Compact et de chacune de ses composantes sur l'économie, les résultats obtenus sur l'équité du genre et l'inclusion sociale et comment ces effets seront atteints.

- *Établit les exigences en matière de données et de rapports ainsi que les procédures de contrôle de la qualité.* Définit les indicateurs, identifie les sources de données et la fréquence des rapports afin de définir comment la performance et les résultats seront mesurés. Décrit le flux de données et d'informations provenant des sites du projet à travers les différentes parties prenantes à la fois pour la consommation publique et pour informer la prise de décision. Il décrit également les mécanismes qui assurent la qualité, la fiabilité et la précision des informations et des données sur le rendement du programme.

- *Établit un cadre de surveillance.* Établit un processus pour alerter les responsables de la mise en œuvre, notamment le Conseil d'Administrations du MCA-Côte d'Ivoire, les représentants gouvernementaux, les parties prenantes et le MCC pour déterminer si le programme atteint ses principaux jalons durant la mise en œuvre du programme et sert de base aux ajustements du programme.

- *Décrit le plan d'évaluation.* Explique en détail comment le MCA-Côte d'Ivoire et le MCC évalueront les interventions du Compact afin de déterminer si elles atteignent les résultats escomptés et les impacts attendus avec le temps.

- *Définit les rôles et les responsabilités.* Décrit en détail les responsabilités du personnel de S&E.

1.2. Cadre logique du programme

1.2.1. Contexte de la mise en œuvre du Compact

La Côte d'Ivoire est un pays de l'Afrique de l'Ouest qui a une population de 22,7 millions d'habitants[1] en majorité jeune (45% ont moins de 15 ans) avec 48% de femmes. Son économie est dominée par les exportations de produits agricoles notamment le café et le cacao. En 2018, son Produit Intérieur Brut (PIB) était de 43 milliards de dollar et le PIB par habitant de 1,685 USD[2].

La Côte d'Ivoire a entamé depuis la fin de la crise socio-politique de 2011 un processus de reconstruction et de relance économique avec la double ambition de redevenir un pays phare dans l'économie de la sous-région ouest africaine et un pays émergent à l'horizon 2020. Des acquis importants ont été obtenus en matière de développement économique et social, cependant, l'un des défis majeurs du Gouvernement est de maintenir la croissance économique dans la durée afin de réduire le taux de pauvreté le taux de pauvreté (46,3% selon l'ENV[3] 2015 réalisé par l'Institut National de la Statistiques (INS)).

Dans ce cadre, le Gouvernement de Côte d'Ivoire (GoCI) a sollicité l'assistance du MCC afin de soutenir ses priorités de développement économique et social. Le MCC est une agence d'aide indépendante du Gouvernement des États-Unis dont le mandat est d'aider les pays les plus pauvres du monde à réduire la pauvreté par la croissance économique. Pour pouvoir bénéficier de l'appui du MCC, les pays doivent démontrer un engagement dans la bonne gouvernance, la liberté économique et les investissements dans leurs populations.

La Côte d'Ivoire a été sélectionné comme éligible pour développer un Programme Threshold par le Conseil d'Administration du MCC en décembre 2014, puis sélectionné comme éligible pour développer un Compact en décembre 2015. Une analyse des contraintes a été menée au cours de la première phase d'engagement entre MCC et le GoCI afin d'identifier les obstacles les plus contraignants en matière de croissance économique et d'investissement privé. Le rapport d'analyse des contraintes à la croissance économique applique la méthodologie de diagnostic développé à l'origine par Hausmann, Rodrik et Velasco (2005), qui a depuis été adoptée et perfectionnée par diverses organisations internationales.

Une équipe conjointe du MCC et du GoCI a mené des recherches documentaires, des entretiens et des consultations entre Abidjan, Yamoussoukro et Bouaké, entre février et juillet 2015, avec des représentants du Gouvernement, des organisations de la société civile, des entreprises du secteur privé, des coopératives agricoles, des groupes de femmes, des organisations non gouvernementales et les autres partenaires au développement. Le GoCI a également créé un groupe de travail composé de représentants de divers ministères afin de fournir aux équipes techniques du MCC et

[1] Estimations 2019 de l'Institut National de la Statistique (INS)
[2] Ministère de l'Economie et des Finances
[3] Enquête de Niveau de Vie (voir définition de la pauvreté pages 9 et 17 à 20) : http://www.ins.ci/n/templates/docss/env2015.pdf

du GoCI des orientations et des informations, en retour, sur le processus d'analyse des contraintes et les résultats préliminaires.

Sur la base de ce travail de diagnostic, l'équipe technique conjointe du MCC et du GoCI a identifié les quatre contraintes majeures à la croissance économique en Côte d'Ivoire :

1. Faible niveau de compétences de base et techniques / professionnelles
2. Manque d'accès aux terrains industriels
3. Lourdeur administrative et imprévisibilité dans le paiement des impôts
4. Coûts élevés de la circulation des marchandises et des personnes, particulièrement à Abidjan et ses alentours

À travers un processus de consultation, le MCC et le GoCI ont redéfini le cadre de l'investissement du Compact pour se focaliser sur deux secteurs particulièrement cruciaux à la diversification économique: (i) le développement du capital humain à travers des investissements dans l'enseignement secondaire et technique et dans la formation professionnelle et (ii) l'amélioration du transport urbain à Abidjan, le moteur de développement de la Côte d'Ivoire, à travers des investissements dans les infrastructures routières, la réforme politique, et l'assistance technique.

Le programme s'attaquera donc à ces contraintes par le biais de deux Projets : (i) le Projet de compétences pour l'employabilité et la productivité (ou Projet Compétences) ; et ii) le Projet de Transport d'Abidjan (ou Projet Transport).

1.2.2. Logique du Compact

Le programme Compact comprend deux Projets conçus pour répondre aux contraintes majeures à la croissance économique : le Projet Compétences et le Projet Transports. Les Projets répondent également aux priorités nationales du Gouvernement. Le but du Compact est de réduire la pauvreté par la croissance économique en Côte d'Ivoire. Les objectifs du programme constituent les objectifs de chaque Projet pris individuellement.

Les objectifs du Projet de Compétences pour l'employabilité et la productivité sont : (i) augmenter le nombre d'années d'études effectuées et améliorer l'acquisition de compétences de base de qualité, y compris la lecture, les mathématiques et les compétences générales, pour les élèves du premier cycle de l'éducation secondaire ; et (ii) améliorer l'acquisition de compétences techniques de qualité recherchées sur le marché du travail et d'augmenter les taux d'insertion des diplômés des centres d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (ETFP) financés par le Compact.

L'objectif du Projet de Transport d'Abidjan est de réduire les coûts d'exploitation des véhicules et les temps de déplacement le long des segments de route ciblés, tout en améliorant la mobilité et la sécurité des piétons et des véhicules en général. Le Projet est conçu pour améliorer l'efficacité du transport des personnes et des biens, accroître l'intégration entre les systèmes de transport et améliorer la sécurité routière et l'état du revêtement des chaussées à Abidjan le long des grandes artères de transport ciblé par le Projet.

1.2.3. Description du Projet et Cadre Logique

1.2.3.1. Projet de Compétences pour l'employabilité et la productivité

Malgré une forte demande de travailleurs instruits, le secteur privé en Côte d'Ivoire a du mal à trouver une main-d'œuvre possédant les compétences de base et les compétences techniques requises. Le projet Compétences a été conçu pour adresser cette contrainte majeure à la croissance économique.

Le projet de Compétences comprend deux activités : (i) l'Activité d'éducation secondaire et (ii) l'Activité ETFP.

Activité d'Education Secondaire

L'Activité d'éducation secondaire vise à accroître l'accès à l'enseignement secondaire du premier cycle et à en améliorer la qualité, en particulier dans les régions ciblées, en créant de nouveaux établissements secondaires du premier cycle (collège), en améliorant la formation et la supervision des enseignants et en augmentant le nombre d'enseignants. L'activité ciblera en particulier les résultats scolaires des filles en soutenant l'élaboration et la mise en œuvre de la politique en faveur de l'égalité des sexes dans le domaine de l'éducation et en renforçant les capacités d'une unité pour l'égalité des sexes au sein du Ministère de l'éducation nationale. En outre, des systèmes de gestion améliorés contribueront à une amélioration de la disponibilité et de la qualité des données administratives, ce qui permettra ensuite une utilisation accrue des données pour éclairer les décisions sur la gestion du secteur de l'éducation.

Ces investissements combinés sont conçus pour améliorer l'acquisition des compétences de base recherchées, augmenter les taux d'achèvement des études du premier cycle du secondaire et, en fin de compte, accroître les revenus des bénéficiaires au cours de leur vie. L'activité se concentrera sur les régions de Gbêkê et de San Pedro et incorporera une politique et un appui institutionnel liés au genre afin de réduire les inégalités régionales liées au sexe au niveau des taux de scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire dans ces régions.

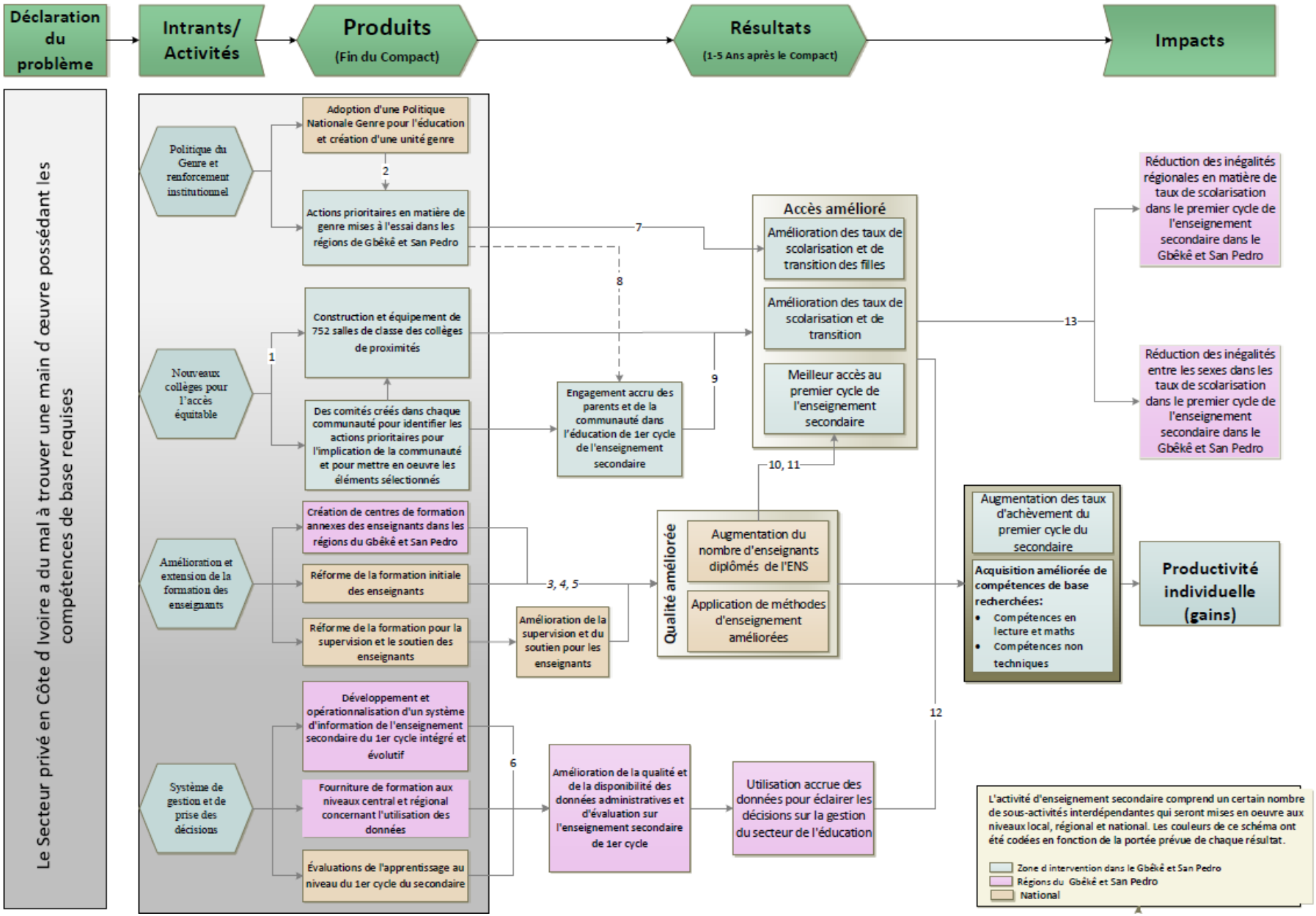
L'Activité d'éducation secondaire sera mise en œuvre à travers quatre sous-activités : (i) sous-activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable (« Accès Equitable ») ; (ii) sous-activité Amélioration et extension de la formation des enseignants (« Formation des Enseignants ») ; (iii) sous-activité Politique du Genre dans l'éducation et renforcement institutionnel (« Politique Genre ») ; et (iv) sous-activité Système de gestion pour la prise des décisions (Système de Gestion »).

Pris dans leur ensemble, ces sous-activités investiront dans de nouvelles infrastructures éducatives, élargiront et amélioreront la formation des enseignants, réduiront les disparités entre les sexes dans les résultats de l'éducation et renforceront le système de gestion de l'information du Gouvernement et l'utilisation de ce système pour la prise de décision dans le secteur de l'éducation au niveau national.

La description détaillée de l'Activité d'éducation secondaire et de ses diverses sous-activités sont indiquées dans l'annexe I du Compact.

Le diagramme ci-dessous illustre et décrit les relations de causalité parmi les composantes du programme et synthétise les résultats attendus destinés à atteindre les objectifs de l'Activité et le but du programme. Les lignes pointillées sont conçues pour faciliter la capacité de suivre les flèches. Ils ne reflètent pas un niveau de certitude moins élevé en ce qui concerne ces liens de causalité.

Figure 1 : Cadre logique de l'Activité d'Education Secondaire



Les hypothèses et les risques connus pour l'Activité d'éducation secondaire sont décrits dans la liste ci-dessous. Les numéros fournis dans la liste ci-dessous correspondent à ceux inscrits dans la figure ci-dessus.

1. La capacité de construire autant d'écoles d'ici cinq ans peut poser problème en raison des capacités actuelles des entreprises de construction en Côte d'Ivoire. Cela pourrait entraîner des difficultés à recruter des entreprises qualifiées, des retards dans les délais de construction, des risques d'achèvement ou la construction de structures non sécurisées ou incomplètes.

2. L'atteinte de ce résultat suppose l'élaboration et la validation du Plan National Genre, qui servira de base à l'élaboration des objectifs spécifiques en matière d'égalité des sexes dans les régions de Gbêkê et de San Pedro. Il est actuellement admis que les actions prioritaires en matière d'égalité des sexes seront mises à l'essai dans les zones de recrutement des écoles secondaires du premier cycle, qui seront construites dans le cadre de la sous-activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable. Le cadre logique sera révisé pour tenir compte de tout changement dans la population de bénéficiaires ciblée pour ce résultat, sur la base de la conception finale des éléments d'actions prioritaires pour l'égalité des sexes.

3. L'activité propose plusieurs conventions et conditions préalables relatives au financement post-compact des écoles secondaires du premier cycle et des campus satellites de l'ENS créés par l'Activité. Cependant, le plan général du Gouvernement visant à construire un nombre important d'écoles secondaires supplémentaires nécessitera une augmentation correspondante des dépenses en frais de fonctionnement et de maintenance (O&M) et des salaires des enseignants, entre autres dépenses opérationnelles. Ceci augmente le risque que le Gouvernement, confronté à une augmentation significative des dépenses d'éducation, ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire face à ses obligations post-Compact pour l'Activité.

4. La réalisation de ces résultats repose sur l'hypothèse que l'ENS élaborera un plan de fonctionnement et d'entretien et allouera un budget suffisant pour le fonctionnement et l'entretien ainsi que d'autres dépenses opérationnelles pour les deux campus satellites créés par l'Activité.

5. Il est à craindre que le simple fait de réformer la formation initiale ne soit nécessaire, mais pas suffisant pour obtenir les résultats de l'application de méthodes d'enseignement améliorées. Des résultats supplémentaires, tels que la fourniture de matériel et l'adoption des méthodes par les enseignants, sont nécessaires.

6. La réalisation de ce résultat repose sur l'hypothèse que le Système d'Information et de Gestion de l'Éducation (SIGE) sera maintenu et régulièrement mis à jour, analysée et utilisée après le Compact.

7. Il est actuellement admis que les actions prioritaires en matière d'égalité des sexes seront expérimentées dans les zones de recrutement des écoles secondaires du premier cycle, qui seront construites dans le cadre de la sous-activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable. En outre, on suppose que la nature et la portée de ces actions permettront d'améliorer les taux

de scolarisation et de transition des filles dans les bassins d'enseignement des collèges du premier cycle du secondaire soutenus par le Compact au-delà des objectifs visés par la sous-activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable et de la sous-activité Amélioration et extension de la formation des enseignants. Le cadre logique sera révisé si nécessaire en fonction de l'identification des actions prioritaires en matière d'égalité des sexes et de la conception détaillée et des plans de travail pour leur pilotage.

8. Le lien de causalité entre ce Produit et ce résultat repose sur l'hypothèse que les actions prioritaires en matière d'égalité des sexes à soutenir dans le Compact favoriseront, en tout ou en partie, un engagement accru des parents et de la communauté dans les zones de recrutement où les écoles du premier cycle du secondaire soutenues par le Compact seront construites. Le cadre logique sera révisé si nécessaire en fonction de l'identification des actions prioritaires en matière d'égalité des sexes et de la conception détaillée et des plans de travail pour leur pilotage.

9. La réalisation de ce résultat repose sur l'hypothèse que le faible taux de scolarisation est principalement dû à l'offre (c'est-à-dire à un nombre insuffisant d'écoles), qu'il existera une demande suffisante d'écoles de premier cycle du secondaire construites par l'Activité parmi les populations environnantes et que les investissements dans la mobilisation communautaire seront suffisants pour remédier aux facteurs liés à la demande, susceptibles d'influencer les décisions des familles quant à l'opportunité d'envoyer leurs enfants à l'école. En outre, la quantité et le contenu des efforts de mobilisation et de sensibilisation dans les communautés ciblées pour l'acceptation, l'utilisation et la maintenance des nouveaux établissements du premier cycle du secondaire seront convenablement définis et conçus de manière à soutenir les principaux résultats de l'activité.

10. La réalisation de ce résultat repose sur l'hypothèse que les enseignants seront disposés à vivre dans les communautés où les écoles du Projet ont été construites et qu'un nombre suffisant de logements sera disponible pour accueillir les nouveaux enseignants.

11. Le bassin d'enseignants du secondaire est insuffisant pour répondre aux besoins actuels et futurs projetés, compte tenu en particulier des plans du Gouvernement visant à élargir l'enseignement secondaire et, bien que la sous-activité vise à accroître l'offre d'enseignants qualifiés, le risque existe que le stock d'enseignants reste encore trop faible pour répondre à la demande dans les régions ciblées.

12. De nombreuses autres motivations et réalités influent sur la prise de décision, de sorte qu'il est possible que la fourniture d'une qualité améliorée des données et d'une disponibilité accrue des données ne soit pas suffisante pour atteindre ce résultat.

13. La réalisation de ces résultats repose sur l'hypothèse que l'activité atteindra un niveau de saturation suffisant dans les régions ciblées pour avoir une incidence sur les taux de scolarisation pour l'ensemble de chacune des régions.

Activité d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle

L'activité EFTP a pour objectif d'améliorer l'acquisition de compétences techniques de qualité recherchées sur le marché du travail et d'accroître les taux d'insertion des diplômés des centres d'ETFP gérés par le secteur privé. Elle cherche à offrir une formation aux étudiants dans les compétences et les connaissances demandées par le secteur privé. Ce nouveau modèle de ETFP sera mis en place grâce à des centres de formation neufs et durables, développés et gérés par un partenariat public-privé avec le secteur privé en Côte d'Ivoire. L'activité ETFP se compose de deux sous-activités conçues pour mettre en œuvre et soutenir ce nouveau modèle de ETFP : (i) sous-activité Nouveau modèle d'EFTP dirigé par le secteur privé ; et (ii) sous-activité Renforcement des systèmes de gestion de qualité et de responsabilisation.

Ces nouveaux centres d'ETFP gérés le secteur privé contribueront à une gestion et une exploitation plus autonome des programmes de formation, une meilleure gestion des actifs financiers et d'infrastructures, et une amélioration de la qualité des programmes de formation. Les nouveaux centres d'ETFP gérés par le secteur privé chercheront également à accroître la participation des femmes à des programmes de formation économiquement viables.

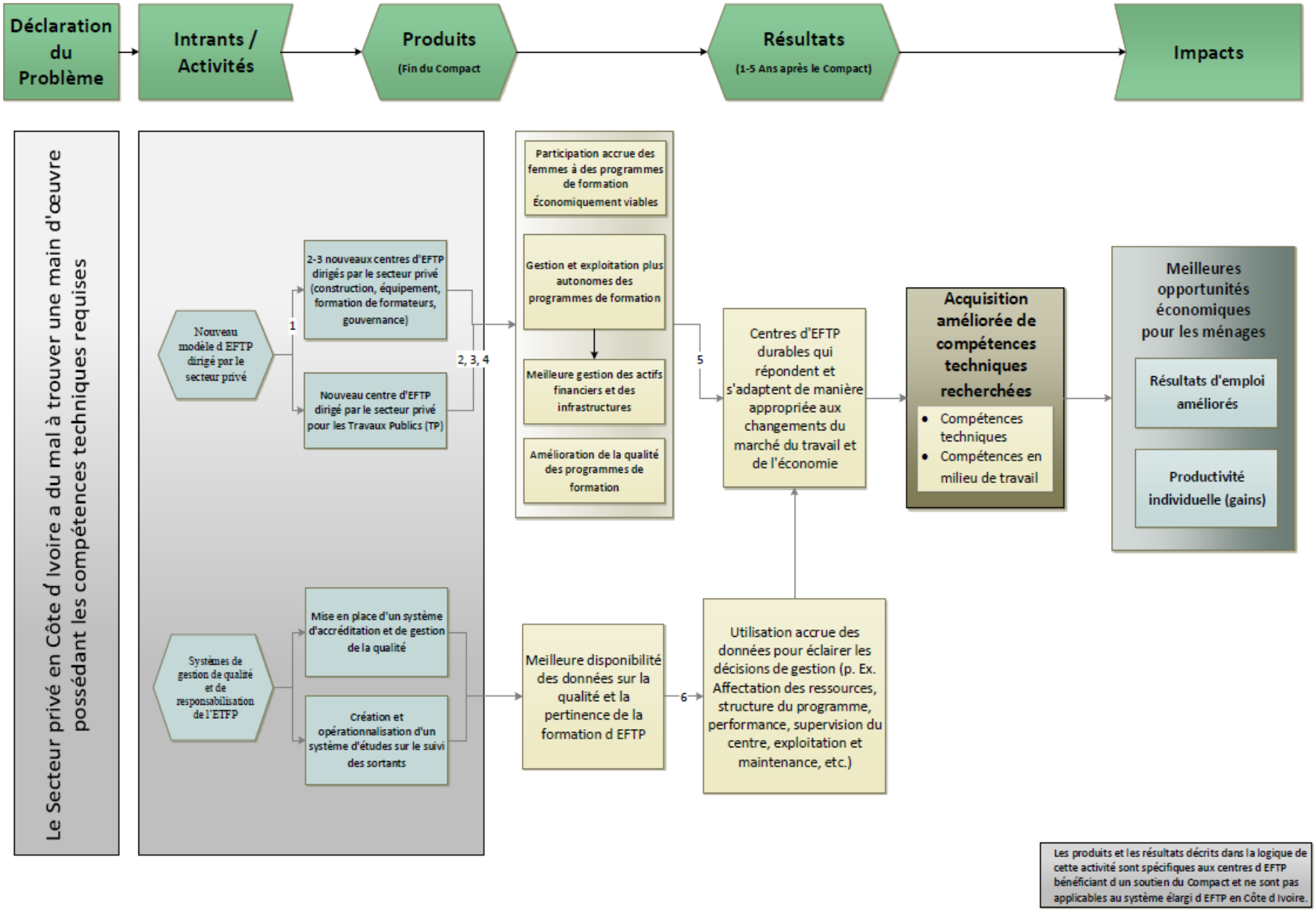
Parallèlement, l'activité visera à favoriser une meilleure disponibilité des données sur la qualité et la pertinence de la formation fournie par les centres d'ETFP gérés par le secteur privé et l'utilisation accrue de ces données pour éclairer les décisions de gestion des centres d'ETFP gérés par le secteur privé (p. Ex. affectation des ressources, structure du programme, performance, supervision du centre, exploitation et maintenance, etc.). Ces investissements combinés visent à améliorer l'acquisition de compétences professionnelles et techniques recherchées par le marché du travail et à améliorer les résultats en matière d'emploi des diplômés des centres d'ETFP gérés par le secteur privé, grâce à des centres plus durables et qui répondent et s'adaptent de manière appropriée aux changements du marché du travail et de l'économie. Ces résultats, à leur tour, entraîneraient en fin de compte une augmentation des taux d'emploi et des revenus des lauréats des centres d'ETFP géré par le secteur privé tout au long de leur vie.

La description détaillée de l'Activité d'enseignement technique et de formation professionnelle et de ses diverses sous-activités sont indiqués dans l'annexe I du Compact.

L'atteinte des résultats susmentionnés dépend d'un certain nombre d'hypothèses critiques, détaillées ci-dessous à la suite du diagramme logique de l'Activité d'ETFP.

Le diagramme ci-dessous illustre et décrit les relations de causalité parmi les composantes du programme et synthétise les résultats attendus destinés à atteindre les objectifs de l'Activité et le but du programme.

Figure 2 : Cadre logique de l'Activité d'ETFP



Les hypothèses et les risques connus pour l'Activité d'ETFP sont décrits dans la liste ci-dessous. Les numéros fournis dans la liste ci-dessous correspondent à ceux inscrits dans la figure ci-dessus.

1. Ce résultat repose sur l'hypothèse qu'un certain nombre de questions liées aux modifications juridiques, budgétaires et / ou réglementaires requises avant la création des centres d'EFTP gérés par le secteur privé, la taxe sur la formation professionnelle, ainsi que l'état et la disponibilité des formateurs seront résolus avant la mise en œuvre de cette sous-activité.

2. Pour que les deux produits aboutissent aux résultats énumérés, il est supposé que le secteur privé ait à la fois la capacité et l'autorité de régulation (en principe et en pratique) pour gérer les centres d'EFTP, fournir un financement complémentaire, et anticiper et s'adapter de manière appropriée à l'évolution des besoins en compétences du marché du travail ivoirien.

3. Le flux d'élèves qualifiés dans les centres d'EFTP constitue un risque majeur, compte tenu des faibles taux d'achèvement des études secondaires en Côte d'Ivoire.

4. La création de centres d'EFTP et la mise en œuvre du plan d'intégration sociale et de genre spécifique de chaque centre risquent de ne pas suffire à inciter les femmes à participer à des programmes de formation économiquement viables. Malgré ces efforts, elles risquent de ne pas vouloir ou de ne pas pouvoir s'inscrire à des programmes. Ce risque peut être plus ou moins présent selon le secteur de chaque programme de formation.

5. La réalisation de ce résultat repose sur l'hypothèse que le GoCI continuera, après le Compact, à octroyer des subventions appropriées aux centres d'EFTP soutenus par le Compact et que les opérateurs du secteur privé disposeront de sources de revenus suffisantes et effectueront les investissements nécessaires dans les activités de fonctionnement et d'entretien ainsi que le renouvellement périodique de l'équipement.

6. De nombreuses autres motivations et réalités influent sur la prise de décision, de sorte qu'il est possible que la fourniture d'une qualité améliorée des données et d'une disponibilité accrue des données ne soit pas suffisante pour atteindre ce résultat.

1.2.3.2. Projet de Transport d'Abidjan

L'analyse des contraintes a mis en évidence le fait que les ménages et les entreprises d'Abidjan sont confrontés à des coûts de transport élevés, dus en grande partie au coût d'opportunité du temps passé en transit. La congestion routière est particulièrement importante près du port d'Abidjan et dans et autour du quartier des affaires du Plateau. Ces coûts élevés résultent principalement de la mauvaise qualité des infrastructures de transport, de l'administration et de la gestion insuffisantes du trafic, ainsi que de la capacité institutionnelle et des ressources limitées des organismes responsables de la gestion et de la maintenance des actifs de transport.

Pour faire face à cette situation, l'objectif du Projet de Transport d'Abidjan est de réduire les coûts d'exploitation des véhicules et les temps de déplacement le long des segments de route ciblés, tout en améliorant la mobilité et la sécurité des piétons et des véhicules. Le projet de Transport d'Abidjan comprend deux activités, conçues pour améliorer l'efficacité du transport des personnes et des biens, accroître l'intégration entre les systèmes de transport et améliorer la sécurité routière et l'état du revêtement des chaussées à Abidjan le long des grandes artères de transport ciblés par le Projet.

Le Projet de Transport d'Abidjan se compose de deux activités : (i) Activité de Gestion et de Planification des Transports ; et (ii) Activité Infrastructure de Transport.

Activité de Gestion et de Planification des Transports

L'Activité de Gestion et de Planification des Transports entreprendra un grand nombre d'investissements destinés à accroître le financement et à améliorer la gestion et la planification des investissements et de l'entretien des routes, ce qui se traduira par l'utilisation accrue de techniques d'entretien et de réhabilitation (M&R) rentables et respectueuses de l'environnement et des aspects sociaux, et la priorisation économique de M&R. Le financement du MCC soutiendra trois sous-activités interdépendantes qui (i) investissent dans les ressources d'éducation et de formation pour la gestion des actifs routiers, (ii) développent des ressources et des outils de gestion des actifs et de la sécurité routières et (iii) améliorent l'utilisation des fonds d'entretien des routes. Ces résultats contribueront à la durabilité à long terme des investissements d'infrastructure prévus dans le cadre du Projet.

L'activité de gestion et de planification des transports comprend également une quatrième sous-activité qui vise à appuyer un accord de partenariat public-privé portant sur la construction d'un centre de stationnement et de logistique pour les poids lourds à la périphérie d'Abidjan, ce qui pourrait contribuer à réduire le nombre de camions stationnés dans la zone portuaire et à améliorer les conditions physiques d'accès au port et à la zone industrielle de Vridi.

La description détaillée de l'Activité de gestion et de planification de transports et de ses diverses sous-activités sont indiqués dans l'annexe I du Compact.

Activité Infrastructure de Transport

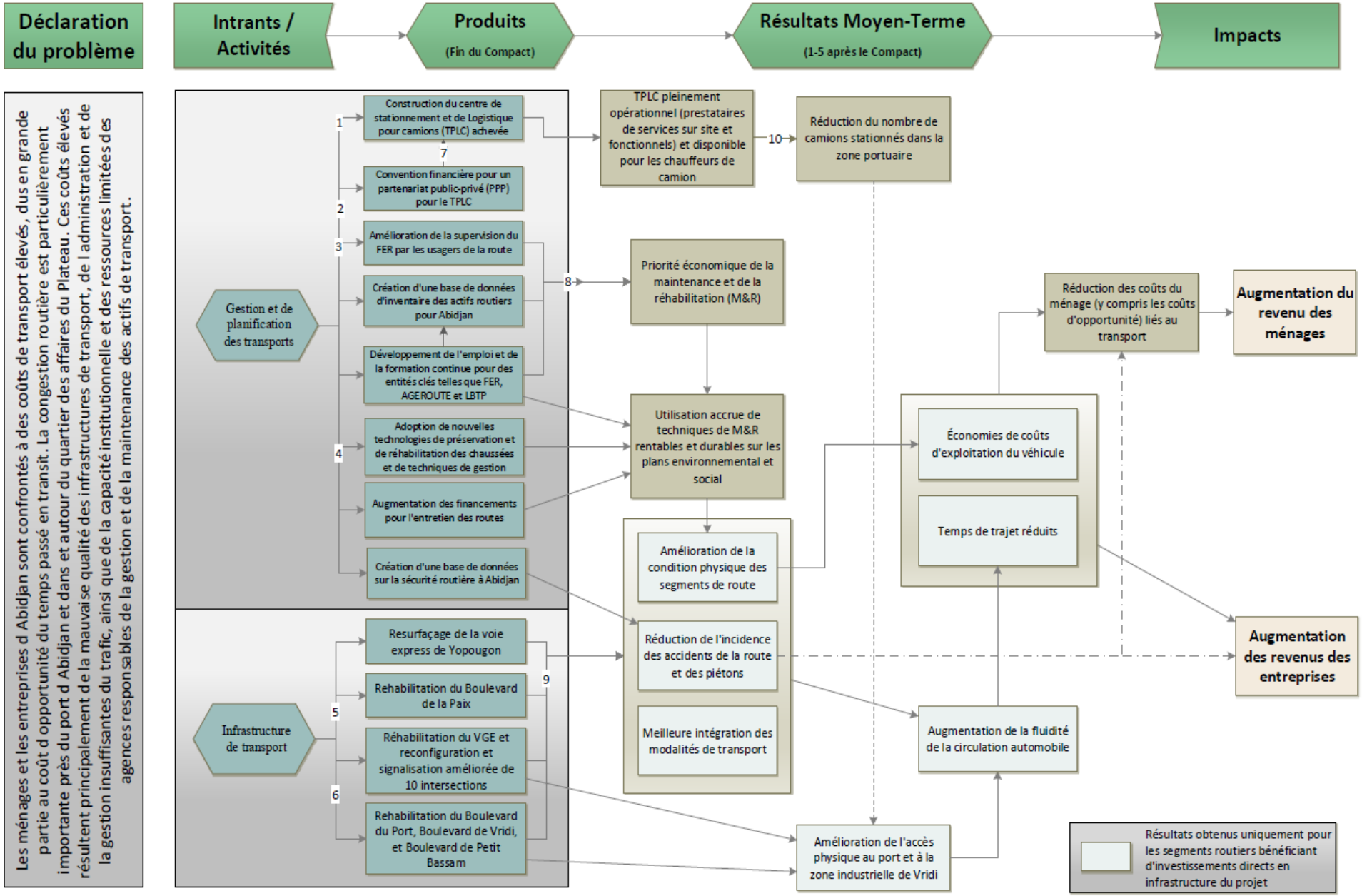
Parallèlement à l'Activité de Gestion et de Planification, l'activité Infrastructures de transport engagera des investissements dans les infrastructures routières. Cette activité se concentrera sur la réhabilitation de 32 km de routes critiques et d'infrastructures adjacentes dans le corridor central d'Abidjan. Outre les améliorations d'infrastructure conçues pour renforcer la sécurité (promenades piétonnières, passages pour piétons, etc.), le Projet comportera un volet relatif à la sécurité routière et à l'engagement des communautés, conçu pour sensibiliser davantage le public aux règles de la circulation et les faire respecter. On suppose que ces investissements entraîneront un changement de comportement des conducteurs et des piétons. L'ensemble de ces investissements cherchent à améliorer l'état des segments de route ciblés, à réduire l'incidence des accidents de la route et des piétons et à améliorer l'intégration des modalités de transport.

Ces investissements, à leur tour, augmenteront la fluidité du trafic de véhicules, réduiront les coûts d'exploitation des véhicules et les temps de déplacement sur les segments de route ciblés, et augmenteront les revenus des entreprises. La réduction des coûts d'exploitation des véhicules et des temps de trajet, combinée à la réduction du nombre d'accidents de la route et d'accidents liés aux piétons, réduira également les dépenses des ménages liés aux transports.

La description détaillée de l'Activité Infrastructure de transport et de ses diverses sous-activités sont indiqués dans l'annexe I du Compact.

Le diagramme ci-dessous illustre et décrit les relations de causalité parmi les composantes du programme et synthétise les résultats attendus destinés à atteindre les objectifs de l'Activité et le but du programme. Les lignes pointillées sont conçues pour faciliter la capacité de suivre les flèches. Ils ne reflètent pas un niveau de certitude moins élevé en ce qui concerne ces liens de causalité.

Figure 3 : Cadre logique du Projet Transport



Les hypothèses et les risques connus pour le projet de transport d'Abidjan sont décrits dans la liste ci-dessous. Les numéros fournis dans la liste ci-dessous correspondent à ceux inscrits dans la figure ci-dessus.

1. L'atteinte de ce résultat repose en partie sur l'hypothèse selon laquelle le GoCI est en mesure de fournir un terrain qui convient, à la fois en taille et en emplacement, pour la construction du TPLC.

2. La décision de procéder à la passation des marchés et à la contractualisation financière d'un PPP dépendra d'études supplémentaires permettant notamment d'évaluer la demande réelle et projetée, la faisabilité, l'ampleur, la viabilité commerciale, les investissements similaires envisagés par d'autres donateurs et / ou par le GoCI et les options de PPP.

3. La réalisation de ce résultat repose sur l'hypothèse que la participation des usagers de la route au conseil d'administration du Fonds d'Entretien Routier (FER) sera renforcée et que ces acteurs seront investis de manière appropriée, ce qui permettra d'améliorer la supervision du FER.

4. La capacité de l'activité à augmenter le financement pour l'entretien des routes repose en grande partie sur l'application réussie de la condition préalable relative à l'affectation de recettes supplémentaires au FER et à la clause selon laquelle cette dernière ne contractera pas de dette commerciale supplémentaire. Aux fins de l'ACB, on suppose que 25% des besoins de maintenance seront couverts.

5. Des investissements importants dans de grands travaux d'infrastructure ont été réalisés à Abidjan ces dernières années. Certaines preuves anecdotiques indiquent que les communautés sont de plus en plus hostiles aux grands travaux d'infrastructures, ce qui pourrait entraîner des manifestations et / ou une interruption des travaux. Dans le cadre des études préparatoires pour chacune des composantes d'infrastructure proposées, l'activité identifiera, évaluera et quantifiera les risques potentiels de l'activité et élaborera, si nécessaire, des stratégies d'atténuation des risques adaptées, pouvant inclure des infrastructures sociales pour les communautés environnantes.

6. La réalisation de ces sorties (c'est-à-dire la réhabilitation des boulevards du Port, de Vridi et de Petit Bassam) nécessite au minimum : (i) le déplacement temporaire des camions actuellement stationnés sur ces routes et le long de celles-ci et (ii) la coordination continue entre les nombreux projets de transport routier à mettre en œuvre dans les mêmes délais que le Compact. Pour augmenter la probabilité que ces hypothèses soient vérifiées, le MCC et le GoCI conviennent de définir conjointement un emplacement dans ou à proximité de la zone portuaire dans lequel ces camions pourraient être temporairement déplacés. En outre, le Projet développera un système de gestion du trafic pour les segments de route à réhabiliter afin de faciliter la coordination.

7. La réalisation du TPLC dépendra de l'identification d'un partenaire du secteur privé approprié qui est disposé et capable de faire les investissements nécessaires conformément aux conditions établies par le Projet.

8. La réalisation de ce résultat repose sur l'hypothèse qu'une amélioration de la formation et des compétences de l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), du FER, etc., et un engagement accru des usagers de la route au sein du conseil d'administration du FER seront suffisants pour aboutir à la priorisation économique de l'entretien et de la réhabilitation, indépendamment de tous les autres facteurs qui influencent la budgétisation et la prise de décision en matière d'investissements routiers (par exemple, impératifs politiques, incitations de divers acteurs, défis posés par l'évolution des politiques, des pratiques et des comportements au niveau des agences et des institutions, etc.).

9. Outre les améliorations d'infrastructures conçues pour améliorer la sécurité (par exemple, passerelles piétonnes, passages pour piétons, etc.), le Projet comportera un élément relatif à la sécurité routière et à l'engagement des communautés, conçu pour sensibiliser davantage le public aux règles de la circulation et les faire respecter. On suppose que ces investissements entraîneront un changement de comportement des conducteurs et des piétons.

10. La réalisation de ce résultat repose sur l'hypothèse que les chauffeurs de poids lourds seront correctement incités à utiliser le TPLC et que ce dernier capturera un nombre important de camions qui stationnent actuellement dans et autour du port, afin de compenser la croissance annuelle dans la circulation des camions.

1.3. Bénéfices économiques projetés

L'Analyse Coûts-Bénéfices (ACB) sert à calculer le taux de rentabilité économique (TRE) et à déterminer la rentabilité des investissements du MCC. Un seuil de 10% est typiquement utilisé pour fournir des informations sur des décisions d'investissement. Le tableau ci-dessous offre un résumé des taux de rentabilité économique à travers les deux projets du Compact. Ces TRE ont été calculé en Juin 2017.

Tableau 1 : TRE des Projets du Compact

N°	Projet / Activités / Sous Activité	TRE initial
1	**Projet de compétences pour l'employabilité et la productivité**	**10.4[4]%**
1.1	***Activité Education Secondaire***	**11.5%[5]**
1.1.1	*Sous-activité Politique du Genre dans l'éducation et renforcement institutionnel*	NC[6]
1.1.2	*Sous-activité Système de gestion et de prise des décisions*	NC
1.1.3	*Sous-activité Amélioration et extension de la formation des enseignants*	*21.2%[7]*
1.1.4	*Sous-activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable*	*11.6%*
1.2	***Activité Enseignement Technique et Formation Professionnelle***	**6.8%[8]**
2	**Projet Abidjan Transport**	**22.6%[9]**
2.1	***Activité Infrastructures de Transport***	**22.6%**
2.1.1	*Réhabilitation Boulevard VGE*	*24.9%*
2.1.2	*Réhabilitation Boulevard du Port, Boulevard de Vridi, Boulevard de Petit Bassam*	*23.5%*
2.1.3	*Réhabilitation Autoroute de Yopougon*	*42.5 %*
2.1.4	*Réhabilitation Boulevard de la Paix*	*34.5%*
2.2	***Activité Gestion et planification du Transport***	NC

Les sections suivantes décrivent la méthodologie et la logique générale du modèle ACB, les principaux avantages, les coûts, les suppositions, etc. pour chaque TRE calculés.

[4] Le TRE du niveau projet a légèrement diminué, passant de 10,6% à 10,4% après ajustement aux coûts finaux du Compact. Ce TRE est mieux interprété comme le taux de rentabilité économique calculé pour 88% de l'investissement du projet. Cela est dû aux difficultés méthodologiques rencontrées pour calculer un ERR réel au niveau du projet pour des composantes de projet dotées de logiques distinctes, mais ne présentant aucun avantage lié directement à leurs coûts. Ce TRE moyen est une manière indirecte de comptabiliser ces coûts, mais ce TRE peut être inférieur à celui qui serait obtenu si les coûts totaux de ces composantes du projet pouvaient être inclus directement.

[5] Ce TRE au niveau de l'activité est mieux interprété comme celui qui correspond à 86% de l'investissement du projet. Cela est dû aux difficultés méthodologiques rencontrées pour calculer un ERR réel au niveau du projet pour des composantes de projet dotées de logiques distinctes, mais ne présentant aucun avantage lié directement à leurs coûts. Ce TRE moyen est une manière indirecte de comptabiliser ces coûts, mais ce TRE peut être inférieur à celui qui serait obtenu si les coûts totaux de ces composantes du projet pouvaient être inclus directement.

[6] NC signifie qu'aucun TRE n'a été calculé pour ses activités et sous activités soit parce que les données disponibles étaient limitées, au premier stade de la conception des projets, soit parce que l'intervention ne s'est pas prêtée à une telle analyse.
TRE Non Calculé

[7] Ce TRE a légèrement diminué par rapport aux 21,6% au moment de la signature du Compact après ajustement des coûts finaux du Compact.

[8] TRE Préliminaire : Ce TRE est basé sur l'analyse préliminaire utilisant des données disponibles limitées. Tous les centres d'ETFP géré par le secteur privé devraient avoir un TRE supérieur ou égal à 10% avant que le MCC n'approuve un investissement.

[9] Le TRE indiqué au niveau du projet ici est le mieux interprété comme le TRE de 79% de l'investissement du projet. Cela est dû aux difficultés méthodologiques rencontrées pour calculer un ERR réel au niveau du projet pour des composantes de projet dotées de logiques distinctes, mais ne présentant aucun avantage lié directement à leurs coûts. Ce TRE moyen est une manière indirecte de comptabiliser ces coûts globaux, mais ce TRE peut être inférieur à celui qui serait obtenu si les coûts totaux de ces composantes du projet pouvaient être inclus directement.

1.3.1. Analyse économique du Projet de Compétences pour l'employabilité et la productivité

Le Projet Compétences est composé de deux activités et de quatre sous activités pour l'Activité *« Enseignement Secondaire »* et de deux sous activités pour l'Activité *« Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) »*. Basés principalement sur la logique du projet et sur les bénéficiaires prévus, trois modèles ACB ont été élaborés :

1. Sous-activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable
2. Sous-activité Amélioration et extension de la formation des enseignants
3. Activité ETFP

Il y a cinq TRE présentés dans le tableau ci-dessus, comprenant un niveau agrégé TRE dont un pour l'activité *« Enseignement secondaire »* et un pour le Projet Compétences de façon global. Aucun TRE n'a été calculé pour les deux sous activités (*« Politique du Genre »* et *« Système de gestion »)* du fait des difficultés à les modéliser compte tenu de leur portée, de leur niveau de développement, et des données disponibles. Leurs coûts ont été inclus dans le calcul du TRE global du Projet Compétences, bien que les avantages ne soient pas inclus. En utilisant les meilleures données disponibles au moment de la signature du Compact, le TRE attendu pour tout le projet Compétences est de 10.4%.

Le texte suivant décrit l'analyse économique de chacun des trois TRE calculés.

Sous-activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable

Le modèle ACB pour la Sous-activité *Nouveaux collèges pour l'accès équitable* est basé sur la logique que la construction de nouveaux collèges au niveau de l'éducation secondaire de 1er cycle augmentera l'accès à l'éducation dans deux régions du pays (la région du Gbêkê et celle de San-Pédro), augmentant le taux de transition du cycle primaire au cycle secondaire, et augmentant ainsi, à terme, le nombre d'années de scolarisation et entraînant, comme résultat, des revenus plus élevés au cours de la vie pour les élèves de ces écoles.

La composante, de cette sous activité, portant sur la mobilisation communautaire intègre la participation de la communauté à chaque étape du processus avec pour objectif de concevoir et mettre en œuvre une intervention qui réponde à leurs besoins et de promouvoir une plus grande pérennité de l'investissement. Étant donné que cette dernière composante n'a pas encore été élaborée, elle n'a pas été prise en compte dans les avantages de cette sous activité, seuls les coûts associés ont été pris en compte. Le modèle ACB pour cette sous-activité vise à inclure tous les coûts prévus, qu'elles proviennent des fonds octroyés par le MCC, par d'autres bailleurs de fonds ou par le Gouvernement.

Les potentiels bénéficiaires de cette sous-activité sont les élèves qui fréquenteront et obtiendront des diplômes dans les nouveaux collèges de proximité dans les régions du Gbêkê et de San Pedro. Le principal bénéfice est l'augmentation (gain différentiel) des revenus de ces élèves qui passeront des années supplémentaires à l'école. Par conséquent, les facteurs clés pour l'estimation du TRE

sont la rémunération annuelle moyenne des diplômés des collèges de proximité, par rapport à la rémunération annuelle des diplômés du primaire. Les contrefactuels (scenario de la situation des élèves « sans » le projet) les plus probables sont que sans un niveau minimum d'études dans les collèges de proximité les élèves auraient, soit fini leurs études après la fin des études primaires, ce qui est particulièrement vrai pour les femmes, soit ils seraient allés dans d'autres établissements du 1er cycle du secondaire mais cela aurait engendré des coûts supplémentaires (le temps, les frais, les coûts liés au transport, incapacité pour eux de soutenir les entreprises familiales, etc.) pour fréquenter lesdits établissements.

Le TRE le plus probable pour la Sous-Activité *Nouveaux collèges pour l'accès équitable* est de 11,6%. Il existe quelques incertitudes dans les estimations des paramètres clés du modèle due au fait qu'il n'existe que peu de données disponibles. L'incertitude a été évaluée en effectuant une analyse de sensibilité basée sur une technique de modélisation connue sous le nom de *« simulations de Monte Carlo »*. Les résultats indiquent que l'intervalle de confiance est de plus de 80% pour que le TRE soit compris entre 9% et 14%, et il est probable à 83% que le TRE soit au-dessus de 10%, conformément au seuil type appliqué par le MCC.

Sans tenir compte des incertitudes, il y a un risque que la demande pour l'éducation et les établissements puisse être plus faible que prévue dans les régions cibles. Les données détaillées démographiques et relatives à l'école (taux de scolarisation, le taux d'abandon, etc.) n'étant pas disponibles au moment de l'analyse économique initiale, le modèle ACB suppose que les établissements vont rapidement atteindre leur capacité de 40 élèves par classe. Cela semble être une hypothèse raisonnable basée sur l'expérience d'autres donateurs et l'engagement pris par le MCC et le Gouvernement de faire preuve de la diligence requise afin d'ouvrir les écoles de manière stratégique dans ces régions et de travailler avec les communautés pour comprendre et résoudre les difficultés des élèves à poursuivre leurs études.

En outre, le modèle repose sur les hypothèses que chaque collège de proximité, construit dans le cadre de cette sous-activité, recevra les moyens de fonctionnement et de maintenance nécessaires requises pour garder les infrastructures scolaires en bon état. Bien que cela n'ait pas été complètement intégré à la conception du projet, les coûts prévus pour l'entretien des écoles construites pendant le Compact ont été intégrés au modèle et il est nécessaire d'atteindre le plein potentiel d'avantages. Enfin, le recrutement et la formation des enseignants dans les disciplines indispensables pour les nouveaux collèges dans les deux régions est nécessaire pour exploiter pleinement le potentiel d'avantages pris en compte dans l'estimation du TRE. Il y a des éléments qui prouvent qu'il serait difficile de recruter des enseignants pour exercer dans les zones éloignées ou de rester dans ses endroits. Il y a déjà des déficits en enseignant dans certaines disciplines.

Sous-activité Amélioration et Extension de la Formation des Enseignants

Le modèle ACB pour la sous-activité relative à l'*Amélioration et l'extension de la formation des enseignants* est basé sur la logique du Projet de former de très bons enseignants pour les collèges en améliorant la formation initiale des enseignants, laquelle formation portera davantage sur un

programme de formation focalisé sur les techniques pédagogiques et la formation pratique y compris la formation sur le genre, pour préparer les enseignants à exercer leur métier. En outre, la création de deux campus satellites dans le Gbêkê et San-Pédro augmentera le flux d'enseignants de meilleure qualité dans le système éducatif. Le scénario contrefactuel (scénario « sans » le projet) adopté est que les établissements continueraient d'avoir des enseignants possédant les (faibles) compétences actuelles.

Il est important de noter que dans cette sous-activité, les enseignants seront des participants à une intervention financée par le MCC, mais leurs éventuels élèves sont les bénéficiaires potentiels. Par conséquent, les enseignants sont considérés comme des intrants améliorés du système éducatif qui produiront une meilleure qualité d'éducation pour leurs élèves.

Le modèle ACB tente de prendre en compte tous les coûts prévus, qu'ils soient encourus avec un financement du MCC, d'autres donateurs ou du Gouvernement. L'analyse économique comprend deux principaux avantages :

- Amélioration des résultats d'apprentissage des élèves grâce à une meilleure connaissance par le personnel enseignant du matériel pédagogique et des méthodes d'enseignement de ce matériel.
- Augmentation des revenus futurs suite à l'amélioration des résultats d'apprentissage des élèves.

Le TRE de la sous-activité relative à la l'*Amélioration et l'extension de la formation des enseignants* est de 21.6%. Toutefois, la littérature et les données disponibles limitent notre certitude quant à quantifier ou à accorder une valeur monétaire aux avantages ci-dessus mentionnés. Le paramètre le plus influent sur la variance du calcul du TRE est la croissance moyenne des revenus futurs, suivi par l'effet moyen sur les résultats de l'apprentissage des élèves. Bien qu'il existe un lien entre la formation des enseignants et l'amélioration de la performance des élèves, la littérature sur les évaluations des programmes de formation des enseignants avant leur prise de service est virtuellement inexistante, et la relation exacte entre l'amélioration de l'apprentissage chez les élèves et des revenus élevés n'est pas clairement établie. Le niveau d'incertitude est évalué après avoir effectué l'analyse de la sensibilité basée sur la technique des modèles de simulation de Monte Carlo. Ces résultats montrent que 80% de l'intervalle de confiance pour le TRE se situe entre 16% et 25%, et il est probable à 99% que le TRE soit supérieur à 10%, le seuil typique appliqué par le MCC.

De plus, un facteur clé du modèle ACB est le flux d'élèves-enseignants qui passent par les centres de formation de l'École Normale Supérieure (ENS). Contrairement aux projets ponctuels de formation continue des enseignants, cet investissement a le potentiel de produire des centaines d'enseignants stagiaires chaque année, qui obtiendront leur diplôme et rejoindront le corps du personnel du système éducatif. Le modèle suit 20 cohortes de ces enseignants formés et 20 cohortes de leurs éventuels élèves. Par conséquent, les flux d'avantages dépendent d'un engagement du Gouvernement à recruter, fidéliser et financer le personnel des centres de formation, y compris la formation des formateurs, et à financer le fonctionnement et la maintenance nécessaires au fonctionnement efficace de l'installation pendant 20 ans. Ces coûts ont été inclus dans le modèle.

Il existe un lien clair entre ce modèle et celui de la sous-activité *Nouveaux collèges pour l'accès équitable*, compte tenu du manque d'enseignants dans les collèges dans les disciplines comme les mathématiques et les sciences et de l'augmentation prévue de la demande d'enseignants vu l'augmentation du nombre des établissements. Alors que ces deux sous activités œuvreront ensemble pour s'assurer que les enseignants seront présents dans les centres financés par le MCC dès leur ouverture, tous les enseignants dans ces établissements ne seront pas des nouveaux diplômés de l'ENS. Toutefois, étant donné que le champ d'application et les bénéficiaires sont différents dans les deux sous-activités, il existe deux modèles d'ACB et de calcul du TRE.

Activité Enseignement Technique et Formation Professionnelle

Le modèle ACB pour l'Activité ETFP est basé sur la logique selon laquelle le nouveau modèle d'ETFP géré par le secteur privé serait plus adapté aux besoins du secteur privé et le marché du travail en général, en fournissant des compétences recherchées, ce qui entraînerait des taux d'insertion accrus et des revenus à vie pour les diplômés des centres ETFP financés par le MCC. L'activité ETFP est examinée en trois parties : (a) les coûts de la sous-activité *Renforcement des systèmes de Gestion de la Qualité et de la Responsabilité* sont inclus dans le modèle mais ne génèrent pas d'avantages distincts ; (b) l'investissement prévu pour le centre d'ETFP géré par le secteur privé dans le secteur des Travaux Publics (TP)[10], et (c) les investissements restants pour les autres centres d'ETFP gérés par le secteur privé effectués à travers le mécanisme de subvention avec (b) et (c) dans le cadre de la sous-activité du *Nouveau modèle d'ETFP dirigé par le secteur privé*. Les analyses de (b) et (c) sont effectuées séparément et ensuite, finalement combinées pour produire un TRE de l'Activité dans son ensemble.

Le modèle ACB pour cette activité tente d'inclure tous les coûts attendus, qu'ils soient financés par le MCC, d'autres donateurs ou le Gouvernement. Les principaux flux de bénéfices sont que les diplômés des centres d'ETFP gérés par le secteur privé financés par le MCC obtiendraient des gains futurs plus élevés et une probabilité d'emploi plus élevée en raison de l'amélioration de la qualité et de la pertinence des nouveaux centres de formation.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, le TRE pour cette activité est inférieur à 10%, le seuil-type du MCC. Contrairement aux deux autres modèles présentés ci-dessus, celui-ci est considéré comme un TRE préliminaire. Au moment de cette analyse économique initiale, il a été difficile de calculer un TRE qui reflète les rendements potentiels de cet investissement avec un degré de certitude raisonnable. Cela est dû aux niveaux élevés d'incertitude résultant de la portée et du stade de la conception de l'intervention, ainsi qu'à la fiabilité des données utilisées pour estimer les paramètres clés. Des TRE supplémentaires seront calculés pour chaque centre d'ETFP géré par le secteur privé, y compris le centre des TP avant que chaque investissement de MCC pour le

[10] Le modèle initial a été développé pour le secteur BTP. Cependant, le programme a été modifié pour se concentrer uniquement sur les TP

centre d'ETFP géré par le secteur privé ne soit réalisé. Cela permettra de s'assurer que le MCC investit dans un projet rentable.

Deux des principaux moteurs du modèle sont axés sur le contrefactuel : ce que l'étudiant aurait fait « sans » l'existence des centres ETFP financés par Compact et les estimations des salaires potentiels « avec » et « sans » le Projet. Les contrefactuels adoptés pour cette analyse se répartissent en deux catégories : (1) les centres ETFP actuels ne fournissent pas cette formation (soit sur le domaine d'étude, carrière, métier, ou niveau de diplôme ou de certification) et (2) les centres ETFP actuels fournissent cette formation, mais de qualité inférieure, ce qui entraîne des taux d'emploi plus bas, en particulier dans leur domaine d'études, et des salaires plus bas par rapport aux centres ETFP financés par le Compact.

Cette dichotomie est alors liée à la question de savoir si les étudiants auraient interrompu leur scolarité au niveau inférieur de l'enseignement / la formation ou s'ils auraient continué leur scolarité mais dans un autre domaine d'études. Il existe des preuves extrêmement limitées et des données disponibles pour informer la scission entre ces deux contrefactuels, en particulier pour ces centres à financer par le biais de l'établissement de subvention, mais aussi pour le centre TP pré- identifié. Pour le centre TP, des travaux de conception supplémentaires sont nécessaires pour déterminer les programmes et diplômes spécifiques qui seront offerts.

Les données sur les salaires et l'emploi pour ceux qui préparent leurs diplômes dans un ETFP ou un centre connexe ou qui travaillent dans le secteur TP avec un titre de travail similaire sont limitées et contradictoires. Parmi les multiples sources de données disponibles, l'éventail des estimations de salaires possibles reste large et il n'y a pas de chevauchement évident sur lequel s'appuyer pour développer une estimation fiable pour le scénario « avec » ou « sans » projet.

La taille de la cohorte de diplômés est un paramètre clé qui influence considérablement l'estimation du TRE. Il est difficile de développer des estimations appropriées pour ce paramètre sans définir les secteurs économiques des centre d'ETFP gérés par le secteur privé prévus ou des programmes spécifiques et des niveaux de diplômes à offrir. De plus, en Côte d'Ivoire, seulement 12% de la population obtient un diplôme d'études secondaires et 33% d'entre eux achèvent les études du collège. Cela limite l'offre potentielle d'étudiants dans les centres d'ETFP gérés par le secteur privé prévus. Le nombre de cohortes doit être déterminé à la fois par la demande potentielle du secteur privé et la possibilité de trouver un nombre suffisant d'étudiants qui répondent aux exigences minimales requises pour un diplôme donné et qui s'intéressent au domaine d'études offert par le centre d'ETFP géré par le secteur privé. Cette information n'a pas encore été obtenue.

Enfin, dans le contexte des principaux facteurs mentionnés ci-dessus, il sera essentiel de minimiser les coûts de chaque centre. Bien que le coût d'un centre dépende du secteur économique spécifique et de l'équipement nécessaire pour fournir la formation pertinente, le nombre d'étudiants par cohorte et l'écart de revenu entre les situations « avec » et « sans » projet devront justifier ces coûts.

Le MCC consent à travailler en étroite collaboration avec la Côte d'Ivoire pour obtenir des données supplémentaires et à ajuster les investissements dans cette activité dans l'optique de concevoir une activité rentable qui obtienne un TRE supérieur ou égal à 10%.

1.3.2. Analyse économique du Projet de Transport d'Abidjan

Six modèles ACB ont été produits pour les investissements dans le transport dans le cadre de l'activité *Infrastructures de transport*. Le TRE a dépassé 20% pour chaque investissement, produisant une valeur actualisée estimée à près de 560.5 millions de dollars et une valeur actuelle nette (VAN) estimée à 361,4 millions de dollars américains en 2019.

Activité Infrastructures de transport

Les bénéfices des investissements dans le Transport ont été modélisés avec le logiciel « Highway Development and Management (HDM) 4 ». Le HDM-4 évalue les avantages économiques en calculant le bénéfice du consommateur pour les usagers de la route en raison des économies de coûts d'exploitation des véhicules et des économies de temps liées à l'amélioration de la route.

Les modèles ACB incluent tous les coûts d'investissement, ainsi que tous les coûts associés à une maintenance supplémentaire des routes. Les coûts de l'activité *Infrastructure de Transport* sont basés sur les coûts estimés dans le plan financier pluriannuel. En outre, une part pondérée en fonction des coûts de gestion du Compact et des coûts de S&E a été ajoutée à chaque modèle ACB. Les coûts de maintenance supplémentaires ont été estimés en fonction des coûts de maintenance de routine par rapport aux coûts de maintenance engagés dans le scénario contractuel.

Alors que les coûts d'exploitation des véhicules et les économies de temps sont les avantages microéconomiques immédiats du Projet, celui-ci contribuera également à l'économie de la Côte d'Ivoire en améliorant l'accès aux emplois, aux biens et aux services sociaux. Ces effets de second ordre font partie de l'objectif plus large d'amoindrir la contrainte de la circulation des biens et des personnes, bien que ces effets ne soient généralement pas captés dans un ACB.

Activité de Gestion et de Planification des Transports.

Les TRE n'ont pas été estimés pour l'Activité de *Gestion et de planification des transports*. La sous- activité *priorisation de la sécurité routière* a été difficile à modéliser en raison de données limitées. La sous-activité *Programme d'Études Supérieures en Infrastructures,* a certains objectifs qui pourraient être monétisés, mais qu'ils seraient difficiles d'attribuer uniquement au MCC à travers la logique d'intervention du Projet.

À l'heure actuelle, des données suffisantes sont indisponibles pour évaluer un TRE pour la sous-activité du *stationnement de camions et du centre de logistique*, bien qu'il doive être calculé avant la finalisation de tout Partenariat Public-Privé (PPP).

1.4. Projection des bénéficiaires du Programme

Selon le Guide pour l'analyse économique et des bénéficiaires du MCC, les bénéficiaires des projets sont considérés comme *des personnes qui devraient bénéficier de meilleurs niveaux de vie grâce aux activités du Compact visant à augmenter leurs revenus réels*. L'Analyse Coût-Bénéfice des projets proposés fournit des détails sur les flux d'avantages par lesquels les bénéficiaires devraient bénéficier d'une augmentation de leurs revenus.

Le Compact devrait bénéficier à au moins 11.300.000 personnes sur 20 ans, réparties à travers les Projets comme indiqué ci-dessous. À des fins de définition, il est important de noter que tous les participants aux projets du MCC ne deviennent pas nécessairement des bénéficiaires. Les bénéficiaires connaitront des niveaux de vie améliorés à la suite des investissements du MCC qui seront évalués par l'augmentation des revenus des ménages. Alors que le MCC se concentre souvent sur un individu, *les bénéficiaires comprennent tous les membres d'un ménage où au moins un individu bénéficie d'une augmentation de revenu* et ensuite fait des ajustements nécessaires pour juguler tout double comptage potentiel.

Les bénéficiaires attendus de ce Compact sont indiqués dans le tableau suivant.

Tableau 2 : Bénéficiaires et avantages attendus du Compact

Projet	Bénéficiaires estimés	Valeur Actuelle* (VA) des avantages	Valeur Actuelle Nette* (VAN)[11]
Projet Compétences	2.8 millions	423.9$US	131.7[12]$US
Projet Transport	8.8 millions	560.5 $US	361.4[13] $US
Total	**11.3 millions[14]**		

* Millions de Dollars US actualisés 2019

[11] La VAN illustre les avantages nets, qui soustraient les coûts actualisés des avantages actualisés. L'ACB produit deux résultats principaux : le TRE et la VAN. Cela fournit une image plus complète et permet une comparaison à ce niveau entre projets

[12] Cette VAN au niveau du projet est estimée à partir des modèles ACB individuels décrits dans le tableau ci-dessus. Ceci inclut la valeur actuelle des coûts pour les composantes ne disposant pas d'un TRE individuel.

[13] Cette VAN au niveau du projet est estimée à partir des modèles ACB individuels décrits dans le Tableau ci-dessus. Elle est interprétée comme la VAN pour 79% des investissements du projet.

[14] Il existe un chevauchement attendu chez les bénéficiaires dans les deux projets afin que les bénéficiaires ne puissent pas simplement être ajoutés pour évaluer le nombre total des bénéficiaires du Compact.

1.4.1. Analyse des bénéficiaires du Projet de Compétences pour l'employabilité et la productivité

Le projet Compétences, après ajustement pour tout double comptage potentiel, devrait bénéficier à environ 2.800.000 personnes sur 20 ans. Les bénéficiaires diffèrent en fonction des modèles ACB pour la sous-activité *Nouveaux collèges pour l'accès équitable*, la sous-activité *Amélioration et extension de la formation des enseignants* et l'activité *ETFP.*

Tableau 3 : Potentiel bénéficiaires du Projet Compétences

Activités / Sous Activités	Définition des Bénéficiaires	Estimations du Nombre de Bénéficiaires
Sous-activité *Nouveaux collèges pour l'accès équitable*	▪ Élèves, issus d'environnements non urbains et susceptibles d'être issus de ménages à faible revenu, qui sont inscrits dans les nouveaux CDP qui seront construits dans les régions d'intervention ▪ Membres des ménages des élèves formés	612.079
Sous-activité *Amélioration et extension de la formation des enseignants*	▪ Élèves des enseignants formés sur le nouveau module de formation des enseignants au niveau national ▪ Membres des ménages des élèves formés	2.123.594
Activité *ETFP*	▪ Élèves et Étudiants inscrits dans les nouveaux centres d'ETFP géré par le secteur privé ▪ Membres des ménages des Élèves et Étudiants formés dans les nouveaux centres	68.636

- Les bénéficiaires de la construction d'établissements scolaires dans le cadre de la sous-activité *Nouveaux collèges pour l'accès équitable* seront localisés sur deux régions (Gbêkê et San Pedro). Il est probable qu'il y ait un petit chevauchement entre les bénéficiaires et la sous-activité d'*Amélioration et extension de la formation des enseignants*, mais il est comptabilisé dans les estimations finales des bénéficiaires ci-dessus. Étant donné que les établissements seront situés dans les zones rurales et périurbaines, les bénéficiaires seront considérés comme des élèves issus d'environnements non urbains et susceptibles d'être issus de ménages à faible revenu. On s'attend également à ce que les filles bénéficient plus que les garçons de cette sous-activité, mais comme nous mesurons les bénéficiaires au niveau des ménages, cela devrait être global.

- La sous-activité *Amélioration et extension de la formation des enseignants* produira des enseignants du premier cycle du secondaire qui serviront dans les établissements scolaires en Côte d'Ivoire, offrant des bénéfices potentiels à leurs élèves et aux ménages des élèves dans tout le pays. Par conséquent, les enseignants participeront à un Projet financé par le MCC et les élèves et les membres de leur ménage en seront les bénéficiaires potentiels.

- En outre, la sous-activité d'*Amélioration et d'extension de la formation des enseignants* a une portée nationale et formera beaucoup plus d'enseignants que les établissements financés par le MCC n'ont besoin, et appuiera le déploiement des enseignants sur tout le territoire national. Par conséquent, il y aura un chevauchement au niveau des bénéficiaires potentiels qui fréquentent une école construite par MCC et qui ont un enseignant nouvellement formé, mais la majorité des bénéficiaires potentiels recevra l'un ou l'autre. La sous-activité d'*Amélioration et d'extension de la formation des enseignants* fournit des avantages axés sur les gains en termes d'éducation de qualité, tandis que les établissements nouvellement construits produisent des bénéfices axés sur des années supplémentaires de scolarité. Par conséquent, des modèles distincts et des calculs TRE distincts sont nécessaires.

- L'activité de l'ETFP devrait bénéficier principalement à Abidjan avec jusqu'à un quart des diplômés à San Pedro et Gbêkê. Étant donné le niveau d'instruction qui sera nécessaire pour entrer dans de nombreux programmes offerts par les centres d'ETFP, il est hautement probable que les bénéficiaires ne rentrent pas dans les catégories de revenus les plus bas et que les femmes ne soient pas bien représentées. L'intervention vise à incorporer des incitations, des politiques, etc. dans la conception plus détaillée du Projet afin de viser explicitement les femmes et les individus issus de communautés vulnérables et/ou à faible revenu.

1.4.2. Analyse des bénéficiaires du Projet de Transport d'Abidjan

Les investissements du Projet Abidjan Transport, aux fins de l'analyse des bénéficiaires, auront un caractère général, ce qui étendra les avantages sur une population importante au lieu de cibler des groupes spécifiques de bénéficiaires. En raison de la centralité géographique et des volumes élevés de trafic des segments routiers proposés (27.000 à 85.000 véhicules par jour), *toute la population d'Abidjan est considérée comme bénéficiaire*. Compte tenu de la croissance démographique d'Abidjan, le Projet Transport devrait bénéficier à près de 8.800.000 personnes sur 20 ans.

Comme environ 300.000 bénéficiaires du Projet Compétences sont censés être des résidents d'Abidjan, ils ont été déduits du nombre total de bénéficiaires pour éviter le double comptage.

2. COMPOSANTE SUIVI

2.1. Résumé de la stratégie de suivi

Le Compact fera l'objet d'un suivi systématique et les progrès seront régulièrement rapportés à travers le tableau de suivi des indicateurs (Indicator Tracking Table/ITT). Il y a quatre niveaux d'indicateurs qui découlent du cadre logique : (i) processus ; (ii) extrant ; (iii) résultat ; et (iv) but. Les différents niveaux d'indicateurs correspondent au cadre logique et permettent ainsi aux concepteurs et aux gestionnaires de projet de comprendre dans quelle mesure les activités planifiées sont susceptibles d'atteindre les objectifs visés. Souvent, la plupart des indicateurs de résultat et de but ne font pas l'objet d'un suivi pendant la durée du Compact, mais font plutôt l'objet de rapports à travers des évaluations après la clôture du Compact. Ces niveaux de résultats prennent généralement plus de temps à atteindre.

Les données de suivi seront analysées régulièrement pour permettre à l'équipe de gestion du MCA-Côte d'Ivoire et au MCC de faire des ajustements programmatiques nécessaires en vue d'améliorer la mise en œuvre globale et les résultats du programme.

- Les indicateurs de buts / impacts mesurent la croissance économique et la réduction de la pauvreté qui surviennent pendant ou très probablement après la mise en œuvre du programme. Pour les Compacts du MCC, des indicateurs de buts/impacts seront généralement une mesure directe du revenu local généré et sont généralement mesurés par des évaluations post compact.
- Les indicateurs d'effets mesurent les effets intermédiaires d'une activité ou un ensemble d'activités et sont directement liés dans le cadre logique aux indicateurs d'extrants.
- Les indicateurs d'extrants mesurent directement les activités du Projet. Ils décrivent et quantifient les biens et services produits directement par la mise en œuvre d'une activité.
- Les indicateurs de processus mesurent le progrès accomplis vers l'achèvement des activités du Projet. Ils sont une condition préalable à la réalisation des indicateurs d'extrants et un moyen de vérifier que le plan de travail est mis en œuvre dans les délais.[15]

MCC a mis en place des indicateurs communs pour les rapports externes dans tous ses programmes Compacts. Les indicateurs communs pertinents pour le programme Compact du MCA-Côte d'Ivoire sont inclus dans le présent Plan de S&E.

Le Compact présente les indicateurs initiaux du programme. Le Plan de S&E s'appuie sur ces informations et intègre des indicateurs supplémentaires développés par le MCC, l'équipe de gestion du MCA-Côte d'Ivoire et les entités / partenaires de la mise en œuvre au début de l'exécution du Projet.

Le tableau de définition des indicateurs, en annexe 1, fournit des détails pertinents pour chaque indicateur de chaque Projet. Il fournit des descriptions de la structure des indicateurs en spécifiant

[15] Les niveaux d'indicateurs sont définis de manière formelle dans la Politique de Suivi - Evaluation des Programmes Compacts et Threshold du MCC.

pour chacun : (i) Le nom ; (ii) la définition ; (iii) l'unité de mesure ; (iv) le niveau de désagrégation ; (v) la source de données ; (vi) le responsable et (vii) la fréquence de rapports.

Afin d'assurer que le programme est sur la bonne voie pour atteindre ses buts et objectifs généraux, les indicateurs de suivi seront mesurés par rapport aux bases de références et cibles établies, dérivées de l'analyse du taux de rentabilité économique ex-ante, d'autres types d'analyses et des documents de planification de projet. Les cibles reflètent les hypothèses sous-jacentes formulées dans la conception du programme quant aux résultats probables de chaque activité. Les niveaux de référence et les cibles à atteindre pour chaque indicateur sont définis à l'Annexe 2.

Les indicateurs pourront être modifiés dans les versions futures du Plan de S&E. Les modifications et les révisions des indicateurs ne peuvent être effectuées que conformément aux dispositions de la politique de S&E du MCC. Toute modification importante apportée aux indicateurs ou à d'autres aspects sera résumée à l'Annexe 3 du plan de S&E.

La Direction du Suivi – Evaluation et de l'Analyse Economique (DSEAE) du MCA-Côte d'Ivoire consultera et assistera les entités de mise en œuvre dans l'établissement de leur plan de collecte des données et de leurs modèles de rapport.

2.2. Revues de la qualité des données

La qualité des données est la responsabilité principale de l'équipe du MCA-Côte d'Ivoire, notamment la DSEAE. La DSEAE, les autres membres du personnel du MCA-Côte d'Ivoire concernés et les entités de mise en œuvre devraient vérifier régulièrement la qualité des données.

La DSEAE doit vérifier que toutes les données rapportées ont une documentation source appropriée et que les calculs ont été effectués correctement. La DSEAE du MCA-Côte d'Ivoire effectuera des visites de terrain sur une base régulière ou à la demande de MCC, afin d'examiner la qualité des données recueillies conformément au Plan de S&E. MCA-Côte d'Ivoire peut également embaucher des contrôleurs individuels de la qualité des données pour vérifier la collecte et la qualité des données, au besoin.

En plus des contrôles réguliers de la qualité des données effectués par le personnel du MCA-Côte d'Ivoire, des revues indépendantes de la qualité des données (RQD) seront menées conformément aux exigences de la politique S&E du MCC.

Les objectifs des RQD sont d'évaluer la mesure dans laquelle les données répondent aux normes définies dans la politique de S&E du MCC dans les domaines de la validité, de la fiabilité, de la ponctualité, de la précision et de l'objectivité / l'intégrité. Les RQD seront utilisées pour vérifier l'uniformité et la qualité des données au fil du temps entre les entités de mises en œuvre et les autres institutions qui rapportent des données. Les RQD serviront également à identifier les indicateurs pour lesquels il n'est pas possible d'obtenir le plus haut niveau de qualité des données recherché, compte tenu des réalités de la collecte de données.

Les objectifs particuliers des RQD comprendront l'identification des paramètres suivants :

(i) Quelle proportion des données présente des problèmes de qualité (exhaustivité, conformité, consistance, précision, duplication, intégrité) ;

(ii) Quelles sont les observations de la base de données qui sont d'une qualité inacceptable ;

(iii) Quels sont les problèmes de qualité des données les plus prédominants pour chaque indicateur ;

(iv) Quelles sont les principales raisons de la mauvaise qualité ; et

(v) Quelles mesures peuvent être prises pour améliorer la qualité des données.

Le MCA-Côte d'Ivoire va recruter une firme indépendante pour la revue de la qualité des données conformément aux directives de passation des marchés du MCC. L'entité responsable de la RQD sera recrutée au cours de l'année 2 – 3 du Compact.

2.3. Exigences de Rapport Standards

2.3.1. Rapports au MCC : Dossier de Demande de Décaissement Trimestriel

Les rapports de performance servent de moyen par lequel la Direction du MCA-Côte d'Ivoire informe le MCC des progrès de la mise en œuvre et des processus de révisions des plans de travail du Projet. Actuellement, le MCC exige que MCA-Côte d'Ivoire soumette chaque trimestre un Dossier de Demande de Décaissement Trimestriel (Quarterly Disbursement Request Package / QDRP). Le QDRP doit contenir un ITT mis à jour et un rapport d'étape de l'ITT. Un ITT complet présente les indicateurs réalisés les trimestres précédents et les progrès de l'indicateur pour le trimestre en cours par rapport aux cibles fixés dans le présent plan de S&E. L'ITT est la source des rapports internes et externes du MCC sur les progrès des indicateurs.

Des dispositions supplémentaires sur l'établissement des rapports pour le MCC sont précisées dans le Guide du MCC sur les demandes de décaissement et de rapportage trimestriels de MCC[16].

2.3.2. Rapport au MCA et aux Parties Prenantes Locales

Même si le QDRP doit être envoyé à MCC, les MCA doivent également utiliser ces rapports et les données qu'ils contiennent pour évaluer les progrès et les performances en interne. Les équipes de S&E vont aligner les rapports de MCC et du MCA afin que les données soient utilisées pour éclairer la prise de décision à tous les niveaux.

[16] Voir Dossier de Demande de Décaissement Trimestriel

3. COMPOSANTE EVALUATION

3.1. Résumé de la stratégie d'évaluation

Si un bon suivi du programme est nécessaire pour la gestion du programme, il ne suffit pas pour évaluer les résultats finaux. Par conséquent, le MCC et le MCA-Côte d'Ivoire utiliseront différents types d'évaluations comme outils complémentaires pour mieux comprendre l'efficacité de leurs programmes. Comme défini dans la politique de S&E du MCC, l'évaluation est l'analyse objective et systématique de la conception, de la mise en œuvre et des résultats d'un programme. Le MCC et le MCA-Côte d'Ivoire s'engagent à rendre les évaluations aussi rigoureuses que nécessaires pour comprendre les impacts des causes du programme sur les résultats attendus et évaluer la rentabilité. Cette Composante d'Évaluation comprend trois types d'activités d'évaluation : (i) des évaluations indépendantes (évaluations d'impact et/ou de performance) ; (ii) l'auto-évaluation, et (iii) les études spéciales, dont chacune est décrite plus en détail ci-dessous. Les résultats de toutes les évaluations seront rendus publics conformément à la politique de S&E du MCC.

Evaluations Indépendantes

Selon la politique de S&E du MCC, chaque projet dans un Compact doit subir une évaluation complète et indépendante (impact et/ou performance). La section suivante sur les Plans d'Évaluations Spécifiques décrira le but de chaque évaluation, la méthodologie, le calendrier et le processus de collecte et d'analyse des données pour chaque évaluation. Toutes les évaluations indépendantes doivent être conçues et mises en œuvre par des évaluateurs tiers indépendants, qui sont embauchés par le MCC. Si le MCA-Côte d'Ivoire souhaite engager un évaluateur, la mission sera soumise à l'approbation écrite préalable du MCC. Les conditions contractuelles doivent garantir des résultats non biaisés et la publication des résultats.

Pour chaque évaluation indépendante, le MCA-Côte d'Ivoire et les parties prenantes concernées doivent examiner les rapports et renvoyer leur commentaires aux évaluateurs indépendants sur les rapports de conception d'évaluation, les matériels d'évaluation (y compris les questionnaires), le rapport de référence (le cas échéant) et tout rapport intermédiaire/final afin de s'assurer que les activités d'évaluation proposées sont réalisables et que les produits d'évaluation finale sont précis sur les plans techniques et factuels. Le processus d'évaluation de MCC suivra les lignes directrices décrites dans la politique de S&E du MCC.

Auto-Evaluation

À la fin de chaque programme du Compact, le MCA-Côte d'Ivoire produira le Rapport d'Achèvement du Compact (CCR) pour documenter et réfléchir sur la mise en œuvre et les leçons apprises. Le personnel du MCA-Côte d'Ivoire rédigera le CCR au cours de la dernière année de mise en œuvre du Compact. Il convient de noter que chaque département sera responsable de rédiger sa propre section pour le rapport de ses propres activités, sous réserve d'un examen interdépartemental.

Études Spéciales

Le MCC ou le GoCI peuvent demander des études spéciales ou des évaluations ponctuelles des projets, des activités ou du programme dans son ensemble avant la clôture du Compact.

3.2. Plans Spécifiques d'Evaluation

3.2.1. Sommaire du plan spécifique d'évaluation

Le tableau suivant résume les plans spécifiques d'évaluation.

Tableau 4 : Résumé les plans spécifiques d'évaluation

Nom de l'Évaluation	Type d'Evaluation	Évaluateur	Méthodologie Primaire / Secondaire	Date de Rapport Final
Activité Education Secondaire	*À Déterminer*	Mathematica	*À Déterminer*	*À Déterminer*
Activité Enseignement Technique et Formation Professionnelle	*À Déterminer*	*À Déterminer*	*À Déterminer*	*À Déterminer*
Projet Abidjan Transport	Performance	*À Déterminer*	Pre-post (HDM-4)	*À Déterminer*

3.2.2. Activité Education Secondaire

En Septembre 2019, Mathematica a été sélectionnée afin de réaliser l'évaluation indépendante de l'activité d'enseignement secondaire. Une attention particulière sera accordée à la conception de l'évaluation, en particuliers, compte tenu des délais de mise en œuvre différents, des participants, des bénéficiaires, des lieux et des périodes d'exposition des quatre sous-activités.

Un examen initial de la conception du programme suggère qu'une évaluation d'impact utilisant des méthodes quasi expérimentales pourrait être possible pour la sous-activité *Nouveaux collèges pour l'accès équitable*. Compte tenu de la nature des autres sous-activités, il est probable que les méthodologies non expérimentales seront les plus appropriées pour capter ces investissements. L'évaluateur indépendant prendra la décision finale quant à la méthodologie ou aux méthodologies d'évaluation appropriées avec l'assistance technique et la supervision du MCC, du MCA-Côte d'Ivoire et du Gouvernement.

Questions d'Evaluation

Type d'évaluation	Principales questions d'évaluation
Evaluation de processus	1. L'activité d'enseignement secondaire at-elle été mise en œuvre comme prévu ? a. *Y a-t-il eu des écarts par rapport à la conception d'origine ? Si oui, alors pourquoi ? Tout écart doit être documenté dans la plus grande mesure possible.* b. *Quels ont été les principaux défis de la mise en œuvre de cette activité ? Comment ces défis varient-ils selon les sous-activités* 2. Comment les différentes sous-activités ont-elles été intégrées les unes aux autres pour atteindre les résultats communs ?
Résultats globaux à long terme	1. Dans quelle mesure les objectifs de l'activité ont-ils été atteints (1. Amélioration de l'accès et de la qualité de l'enseignement secondaire de premier cycle dans deux régions de la Côte d'Ivoire et 2. Amélioration de l'accès et de la qualité de l'enseignement secondaire et de la gouvernance du secteur de l'éducation en Côte d'Ivoire) ? a. *Qualité : Quel a été l'effet de l'activité sur la lecture, les mathématiques et les compétences générales ? les perceptions de l'éducation fournie dans les communautés ciblées ; et les taux de promotion et de transition ?* b. *Accès : Quel a été l'effet de l'activité sur les taux d'inscription, de fréquentation et d'abandon scolaire ?* c. *Durabilité : Quelles sont les preuves que les résultats de l'activité seront maintenus et étendus après le Compact (c'est-à-dire les plans opérationnels et la budgétisation) ?*

Domaines de Recherche

Les points à prendre en compte pour chaque sous-activité sont indiqués ci-dessous, bien que l'évaluateur réponde aux questions d'évaluation clés ci-dessus. Cependant, il convient de noter que ces points sont destinés à guider l'évaluateur quant au programme d'apprentissage du MCC et seront affinés davantage avec l'aide de l'équipe d'évaluation et à mesure que la conception de l'activité évoluera. L'évaluation peut ne pas aborder tous les aspects du programme décrit ci-dessous.

Nouveaux collèges pour l'accès équitable

1. Principaux indicateurs de l'éducation (taux scolarisation, de fréquentation, de promotion, d'abandon scolaire, de transition et d'achèvement)
2. Perceptions des collèges de proximité dans les communautés participantes

Amélioration et extension de la formation des enseignants

1. Nombre d'enseignants inscrits et diplômés de l'ENS et obtenant un emploi et leur localisation géographique
2. Mesure dans laquelle les enseignants formés adoptent les nouvelles méthodes d'enseignement
3. Activités spécifiques de renforcement et d'amélioration institutionnelles identifiées et mises en œuvre pour permettre une meilleure administration et gestion de l'ENS

Résultats de la Politique du Genre et renforcement institutionnel.

1. Changements dans (i) l'environnement scolaire et (ii) les perceptions et les réalités associées à l'éducation des filles et des garçons dans le premier cycle du secondaire en raison des politiques et des pratiques établies dans la stratégie nationale et pilotées par la nouvelle unité d'action pour l'égalité des sexes
2. Création de la ligne budgétaire nationale pour la politique de genre et du niveau d'engagement financier en faveur de la politique de genre (% du budget de l'éducation nationale)
3. Allocation du budget de la politique d'égalité des sexes et autres appuis au niveau régional

Résultats du Système de gestion et de prise des décisions

1. Efficacité de l'affectation des ressources et de la prise de décision axée sur les performances au sein du ministère de l'Éducation
2. État des mécanismes de rétroaction sur les données et les politiques au Ministère de l'Éducation

Sources de Données

Les sources de données comprendront probablement des données administratives fournies par le ministère de l'Éducation, des enquêtes auprès des participants au projet et des entretiens (individuels et/ou de groupe) avec des informateurs clés. L'évaluateur indépendant prendra la décision finale quant aux sources appropriées de données secondaires ainsi qu'aux données primaires à collecter aux fins de l'évaluation, avec l'assistance technique et la supervision du MCC, du MCA-Côte d'Ivoire et du Gouvernement. Le plan de collecte de données sera documenté dans le rapport de conception de l'évaluation, qui sera disponible publiquement dans le catalogue d'évaluation du MCC, et sera ensuite intégré dans une future version du Plan de S&E de MCA-Côte d'Ivoire.

3.2.3. Activité Enseignement Technique et Formation Professionnelle

Une évaluation d'impact n'est probablement pas réalisable pour cette activité compte tenu du nombre limité d'étudiants inscrits dans les programmes de formation professionnelle et de l'absence de groupe de comparaison pour toutes les composantes de l'activité. Une étude longitudinale peut être envisagée pour comprendre comment les composantes de cette activité contribuent aux résultats et impacts souhaités par le biais d'une analyse quantitative des résultats

des bénéficiaires et des élèves, complétée par une analyse qualitative de l'amélioration du programme.

La période de sélection de l'évaluateur indépendant sera déterminée sur la base des plans de travail et de la conception détaillée finale de l'activité. L'évaluateur indépendant prendra la décision finale quant à la méthodologie ou aux méthodes d'évaluation appropriées avec les conseils et la supervision techniques du MCC, du MCA-Côte d'Ivoire et du GoCI.

Questions d'Evaluation Potentielles

1. Quels sont les impacts de l'activité sur la qualité et la pertinence des compétences techniques des diplômés des centre d'ETFP géré par le secteur privé soutenus par Compact ? Sur les taux d'emploi et les salaires des diplômés des centres d'ETFP gérés par le secteur privé soutenus par Compact ? Combien de temps après la formation les diplômés ont-ils trouvé un emploi et est-ce dans le domaine d'études correspondant au diplôme obtenu ?
2. Existe-t-il un différentiel de qualité entre les établissements d'EFTP gérés par le secteur public et ceux dans lesquels le secteur privé est fortement impliqué, conformément au modèle de centre d'ETFP géré par le secteur privé ?
3. Quels sont les impacts sur la qualité de la formation dans les centres d'EFTP soutenus par le Compact ? Quels sont les impacts de l'activité sur l'environnement d'apprentissage dans les centres d'EFTP ? Quels sont les impacts des améliorations technologiques ou des équipements sur la qualité de la formation ?
4. Les centres d'ETFP gérés par le secteur privé sont-ils maintenus après le Compact ? Comment ces centres se sont-ils adaptés aux mutations de l'économie et / ou aux demandes du secteur privé ?
5. Les impacts de l'activité sont-ils différents pour les femmes que pour les hommes ? Dans l'affirmative, quels éléments de l'investissement sont les principaux facteurs des impacts différentiels ?

Sources de Données

Les sources de données incluront probablement des données administratives fournies par les programmes de formation professionnelle, des enquêtes auprès des participants au projet et des informations provenant d'entreprises qui emploient des diplômés de centres d'EFTP soutenus par Compact.

L'évaluateur indépendant prendra la décision finale quant aux sources appropriées de données secondaires ainsi qu'aux données primaires à collecter aux fins de l'évaluation, avec l'assistance technique et la supervision du MCC, du MCA-Côte d'Ivoire et du GoCI. Le plan de collecte de données sera documenté dans le rapport de conception de l'évaluation, qui sera disponible publiquement dans le catalogue d'évaluation du MCC, et sera ensuite intégré dans une future version du Plan de S&E du MCA-Côte d'Ivoire.

3.2.4. Projet Abidjan Transport

Compte tenu de la nature des investissements, il est probable qu'une évaluation de la performance soit la plus appropriée. L'évaluation sera effectuée conformément aux meilleures pratiques du MCC en matière d'évaluation des routes. Cela nécessitera des estimations indépendantes des données sur la qualité de la route avant et après les investissements de la MCC et utilisera le modèle HDM-4 pour évaluer les impacts économiques des améliorations de la qualité de la route.

L'évaluation indépendante finale et le modèle HDM-4 devraient avoir lieu plusieurs années après l'achèvement des travaux du projet, le calendrier exact devant être décidé conjointement par le MCC, le MCA-Côte d'Ivoire et l'évaluateur indépendant. L'évaluateur indépendant évaluera les calculs HDM-4 ayant servi à la décision d'investissement. L'évaluation comprendra également des éléments qualitatif et quantitative, qui tenteront de comprendre l'évolution des pratiques d'entretien des routes et de la gestion du réseau routier à Abidjan, du fait de l'assistance technique et du soutien institutionnel fournis par le projet.

La période de sélection de l'évaluateur indépendant sera déterminée en fonction des plans de travail et de la conception détaillée finale du projet. L'évaluateur indépendant prendra la décision finale quant à la méthodologie ou aux méthodologies d'évaluation appropriées avec l'assistance technique et la supervision du MCC, du MCA-Côte d'Ivoire et du GoCI. Les valeurs de référence seront documentées dans la plus grande mesure possible afin de permettre, au moins, la conception d'évaluation avant et après.

Questions d'Evaluation Potentielles

1. Quel est la rentabilité économique - calculée en termes d'économies de coûts d'exploitation des véhicules et de coûts de temps de trajet - des investissements routiers au moment de l'achèvement et après le Compact ? Comment les volumes de trafic sont-ils directement ou indirectement affectés au moment de l'achèvement des investissements routiers et post-Compact ?
2. Quel est l'impact du projet sur la sécurité routière, tant pour les véhicules que pour les piétons, le long des segments de route ciblés ?
3. Quel est l'impact du projet sur les pratiques d'entretien des routes à Abidjan ? Les techniques d'entretien et de réhabilitation utilisées par le projet sont-elles utilisées plus largement ? Quel est l'effet du projet sur le financement du GoCI pour l'entretien des routes et comment / quand / où l'entretien est effectué ?
4. Les schémas d'utilisation des routes ont-ils changé le long de segments de route ciblés, en ce qui concerne les personnes qui voyagent sur la route, pourquoi, ce qu'ils transportent, ce qu'ils paient pour le transport et combien de temps faut-il pour parcourir les itinéraires clés ? Les impacts du projet sur les temps et les coûts de trajet diffèrent-ils selon le type de véhicules (véhicules privés, taxis, camions, bus, véhicules de transport informels, par exemple) ?
5. Comment les investissements routiers ont-ils impacté les populations - négativement, positivement ou pas du tout - dans les communautés situées le long des segments de route ciblés ?

Sources de Données

L'évaluation devrait utiliser les données des études de conception, des rapports de mise en œuvre, des enquêtes sur le trafic, des enquêtes sur l'origine et la destination, ainsi que des entretiens avec des informateurs clés. L'évaluateur indépendant prendra la décision finale quant aux sources appropriées de données secondaires ainsi qu'aux données primaires à collecter aux fins de l'évaluation, avec l'assistance technique et la supervision du MCC, du MCA-Côte d'Ivoire et du GoCI. Le plan de collecte de données sera documenté dans le rapport de conception de l'évaluation, qui sera disponible publiquement dans le catalogue d'évaluation du MCC, et sera ensuite intégré dans une future version du Plan de S&E du MCA-Côte d'Ivoire.

4. MISE EN OEUVRE ET GESTION DU S&E

4.1. Responsabilités

Au sein du MCA-Côte d'Ivoire et sous la supervision de la Direction Exécutive des Opérations (DEO), la DSEAE sera composée d'un Directeur qui aura la responsabilité principale de diriger et de gérer toutes les activités de S&E. Deux Managers S&E et un Economiste assisteront le Directeur dans l'exécution des activités de S&E et d'analyses économiques. En outre, la DSEAE recrutera du personnel de support à court terme en fonction des besoins. La DSEAE exécutera, ou recrutera des consultants pour mener à bien les activités suivantes, entre autres :

- La mise en œuvre directe de toutes les activités définies dans le plan de S&E et s'assurer que toutes les obligations du Plan de S&E sont remplies par le MCA-Côte d'Ivoire ;
- En tant que champion de la gestion axée sur les résultats, la DSEAE prendra des mesures pour promouvoir une culture axée sur les résultats au sein du MCA-Côte d'Ivoire et de ses partenaires de mise en œuvre. Cela inclus de s'assurer que les informations de S&E sont utilisées par la Direction du MCA-Côte d'Ivoire et les équipes de Projet afin d'améliorer les performances du Compact (boucle de rétroaction) ;
- Veiller à ce que le Plan de S&E soit modifié et mis à jour à mesure que les informations plus fiables sont disponibles ;
- Superviser le développement et l'exécution d'un système de S&E (comprenant des systèmes de collecte de données, d'analyse de données et de rapports) intégré au système d'information et de gestion (Management Information System/MIS) du MCC ;
- Élaborer et documenter les Politiques, Procédures et Processus de S&E dans un document d'orientation à l'usage de tout le personnel du MCA-Côte d'Ivoire et des entités / partenaires de mise en œuvre du Projet ;
- Communiquer le plan de S&E et expliquer le système de S&E à toutes les principales parties prenantes impliquées dans le Compact, en particulier les entités / partenaires de mise en œuvre du Projet, afin de garantir une compréhension commune par tous. Cela pourrait prendre la forme de séances d'orientation et de séances de renforcement des capacités et pourrait porter sur des questions telles que :
    - L'explication des définitions des indicateurs, les méthodes de collecte de données et le timing / fréquence de la collecte de données et de la production de rapports,
    - Le Contrôle de la qualité des données et les procédures de vérification,
    - Les Questions et méthodologies d'évaluation indépendantes, etc. ;
- Développer et utiliser un système de documentation pour assurer que les actions, processus et produits clés du S&E soient systématiquement sauvegardés et archivés. Cela peut être accompli soit dans le cadre du système d'information de S&E, soit de manière indépendante. La documentation peut comprendre les éléments suivants :

- Indicateurs et preuves matérielles des valeurs déclarées
- Versions du plan de S&E
- Manuels et modèles pour les rapports de S&E
- Principaux livrables de S&E, y compris termes de références (TdR), contrats / accords, instruments de collecte de données, rapports / analyses, etc.

- Développer et mettre en œuvre une approche systématique de diffusion des résultats qui s'appuie sur des données ITT vérifiées en collaboration avec l'unité en charge de la communication, les responsables de la performance environnementale et sociale (ESP) et les responsables du genre et de l'inclusion sociale (GIS) ;
- Organiser et superviser périodiquement des revues indépendantes de la qualité des données afin d'évaluer la qualité des données transmises au MCA-Côte d'Ivoire ;
- Participer au suivi du Projet par le biais de visites de site, de l'examen des rapports de Projet et de l'analyse du suivi des performances et d'autres données ;
- Mettre à jour périodiquement le plan de travail de S&E ;
- Gérer efficacement le budget de S&E ;
- Contribuer à la conception de la stratégie d'évaluation ;
- Collaborer avec l'équipe de passation des marchés pour préparer et réaliser l'acquisition des contrats de S&E ;
- S'assurer que les mécanismes de collecte de données soient conçus pour collecter des données désagrégées par sexe et autres dimensions, selon le cas et dans la mesure du possible, et que les résultats soient présentés au niveau de désagrégation appropriée ; et
- S'assurer que les activités de collecte, de stockage et de diffusion de données tiennent compte au maximum de la protection de la confidentialité des renseignements personnels des répondants aux enquêtes / sondages. Cela peut nécessiter de/d':
    - Faciliter l'obtention de l'autorisation de la commission de révision institutionnelle locale pour la collecte des données,
    - Utiliser des serrures et des armoires à clés pour les dossiers papier,
    - Utiliser des systèmes de transfert de fichiers sécurisés,
    - Crypter des fichiers de données,
    - Utiliser de la protection par mot de passe sur les systèmes de données et le cryptage des données,
    - Exiger des confirmations signées attestant de la compréhension des rôles et des responsabilités,
    - Exiger des parties prenantes concernées de signer des accords de non-divulgation, et
    - Intégrer les normes de protection des données dans les procédures de gestion des archives de l'organisation ou, si nécessaire, développer des procédures de gestion des archives qui incluent ces normes.

Le Directeur du S&E et Analyse Economique fera partie de l'Unité de Gestion interne du MCA-Côte d'Ivoire, composée de membres de la Direction Générale du MCA-Côte d'Ivoire, des directeurs de Projets et d'autres directeurs. La collaboration avec l'équipe en charge de la passation des marchés sera très importante pour préparer et mener avec célérité les acquisitions liées aux contrats de S&E, ainsi que pour s'assurer que les autres contrats de mise en œuvre contiennent les dispositions nécessaires en matière de collecte et de fourniture de données.

Les séminaires, les ateliers, l'élaboration, la distribution et la diffusion des matériels de S&E seront organisés en étroite collaboration avec la Direction en charge de la Communication du MCA-Côte d'Ivoire.

4.2. Autres acteurs impliqués dans le Suivi – Evaluation du Compact

Outre le MCA-Côte d'Ivoire, à travers ses différentes directions, plusieurs autres acteurs joueront un rôle important dans le système de S&E du Compact.

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration du MCA-Côte d'Ivoire est l'organe responsable de la supervision du MCA-Côte d'Ivoire. Il se réunit chaque trimestre pour orienter et superviser les actions du MCA-Côte d'Ivoire notamment la gestion, le fonctionnement et la mise en œuvre du programme Compact. Il approuve également le Plan de S&E du MCA-Côte d'Ivoire.

Entités de mise en œuvre

Les entités de mises en œuvre sont les ministères ou toute autre structure impliquée dans la mise en œuvre des Projets du Compact à travers la signature d'un Accord d'Entité de mise en œuvre avec le MCA-Côte d'Ivoire. Pendant la Durée du Compact et pendant une période de cinq ans (ou toute autre période dont les Parties peuvent convenir) après la mise en œuvre du Compact, ils assisteront le MCA-Côte d'Ivoire et le GoCI dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de S&E. Cela pourra comprendre, entre autres, l'implication dans la collecte et l'analyse des données, l'élaboration de rapports spécifiques, la diffusion des informations sur le Projet et des rapports, l'implication dans les évaluations indépendantes.

Autres Ministères, Consultants et partenaires au développement

Les autres ministères, les Consultants, les partenaires au développement seront impliqués à divers niveaux dans la mise en œuvre du plan de S&E du Compact. Cela pourra comprendre entre autres l'implication dans la collecte et l'analyse des données, l'élaboration de rapports spécifiques, la diffusion des informations sur le Projet et des rapports et l'implication dans les évaluations indépendantes.

Point Focal Post-Compact (POC)

Le Compact aura des effets à long terme et les objectifs des deux projets pourraient ne pas être mesurables avant plusieurs années après sa date de fin. En conséquence, MCC et le GoCI

conviennent de suivre et évaluer les résultats et d'évaluer les impacts du Compact après la date de fin du Compact. Dans ce cadre, bien avant la fin de la durée du Compact, le MCC et le MCA-Côte d'Ivoire développeront un plan de S&E post-compact.

Afin de préparer le suivi post-compact par le gouvernement, l'unité en charge du S&E du MCA-Côte d'Ivoire devra identifier un point focal post-compact (POC) pour le MCC dès le début du programme et collaborer avec ce POC afin de mieux comprendre le programme et le processus de suivi de MCC. Ce POC devrait faire partie de l'entité gouvernementale qui s'engage à poursuivre le S&E des investissements compacts après la Date de Fin de Compact. L'unité en charge du S&E devra également identifier l'équipe qui sera chargée de la revue des rapports d'évaluation qui seront livrés post compact (par exemple Directeurs de Projets), afin d'assurer que les parties prenantes du Projet concerné examinent et présentent des commentaires avant la publication des rapports finaux.

4.3. Système de Gestion de Données pour le S&E du MCA

Tous les MCA doivent utiliser le MCC MIS pour transmettre leur rapport du QDRP (y compris l'ITT) à MCC. En outre, un MCA peut décider de développer son propre MIS pour le S&E afin de collecter des données auprès des exécutants. Cependant, tout développement d'un MIS par un MCA doit être coordonné étroitement avec les initiatives MCC MIS et MCA MIS.

4.4. Revue et Révision du Plan de S&E

Le plan de S&E est conçu pour évoluer au fil du temps, en s'adaptant aux changements dans les activités du programme et aux améliorations dans le suivi de la performance et la mesure du rendement. Au cours du quatrième trimestre de chaque année du Compact, ou si nécessaire, le Directeur S&E et Analyse Economique du MCA-Côte d'Ivoire et l'équipe S&E du MCC examineront dans quelle mesure le Plan S&E a atteint ses objectifs. La revue vise à assurer que le plan de S&E mesure avec précision les performances du programme et fournit des informations cruciales sur la nécessité de modifier la conception du Projet. Plus spécifiquement, la revue :

- Veille à ce que le plan de S&E indique si la séquence logique des extrants et des effets de l'intervention est en cours ;
- Vérifie que les définitions des indicateurs sont précises et opportunes ;
- Vérifie que les indicateurs de S&E reflètent fidèlement la performance du programme ;
- Met à jour les cibles d'indicateurs, comme le permet la politique de suivi et d'évaluation du MCC ; et
- Ajoute des indicateurs, au besoin, pour suivre les résultats jusqu'ici non mesurés.

Le Plan de S&E sera révisé par MCA-Côte d'Ivoire, en accord avec l'équipe S&E du MCC, lorsque le besoin de changement a été identifié à travers un examen annuel. Le processus de révision et d'approbation suivra les consignes de la politique de S&E du MCC.

L'annexe 3 du plan de S&E présentera les principales révisions apportées au Plan de S&E tout au long de la mise en œuvre du Compact.

5. BUDGET DE S&E

Le budget pour la mise en œuvre des activités de S&E proposées pour le quinquennat du Compact est de USD $12,7 millions. Le budget de S&E n'inclut pas le personnel de S&E de l'Unité de Gestion du MCA-Côte d'Ivoire dont les salaires et les missions sont inclus dans le budget administratif du Compact. Le budget ne doit pas dépasser le montant total sur cinq ans, mais la répartition du financement entre les rubriques et les années peut être ajustée en fonction des résultats des revues annuelles ou trimestrielles du plan de S&E, si nécessaire.

Ce budget servira à financer les principales activités suivantes entre autres :

- Collecte de données et enquête dans le cadre des évaluations
- Suivi des indicateurs de performance
- Revues de la qualité des données
- Assistance technique et renforcement des capacités liés au S&E
- Activités d'appui au Suivi – Evaluation du Compact pouvant comprendre l'acquisition et la formation sur les logiciels spécialisés, les études et recherches spécifiques, les formations, etc.

Bien que les ressources pour la réalisation des enquêtes soient allouées par le MCA-Côte d'Ivoire à partir des fonds du Compact, la conception et l'analyse de l'évaluation doivent être financées directement par MCC. Le MCC engagera environ $ 6 millions pour financer les évaluateurs externes.

6. AUTRES ASPECTS DU PLAN DE SUIVI - EVALUATION

6.1. Lien entre Planification et Suivi – Evaluation au MCA

L'atteinte des résultats est au cœur de la mise en œuvre du Compact. Dans ce cadre, le MCA-Côte d'Ivoire veillera à ce que les processus de planification soient étroitement liés avec l'atteinte des résultats et des indicateurs du plan de Suivi – Evaluation.

7. ANNEXES

Annexe I : Tableau de documentation des indicateurs

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Projet de Compétences pour l'employabilité et la productivité										
N/A	E-3	Produit	Réformes juridiques, financières et politiques adoptées	Le nombre de réformes adoptées par le secteur public et imputable au financement du Compact qui augmente la capacité du secteur de l'éducation à améliorer l'accès, la qualité et / ou la pertinence de l'éducation à tous les niveaux, du primaire au post-secondaire.	Nombre	Aucun	Décret Présidentiel ou "Arrêté" Ministériel	Directeur Exécutif du Projet Compétences du MCA-CI	Trimestriel	Il s'agit d'un indicateur commun qui est rapporté dans tous les projets Compact du MCC dans le secteur de l'Education et l'adoption d'un grand nombre de nouvelles réformes politiques n'est pas un résultat ciblé du projet. Par conséquent, aucun objectif ne sera fixé pour cet indicateur. Cet indicateur permettra de suivre les changements politiques majeurs liés aux activités d'enseignement secondaire ou d'EFTP qui sont de portée nationale et nécessitent l'approbation de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire ou qui sont officiellement documentés par un décret présidentiel ou un arrêté ministériel. Le Compact prévoit au minimum les réformes juridiques suivantes : (i) Adoption de la politique genre ; (ii) Adoption d'un comité interministériel de formation des enseignants ; et (iii) Adoption d'un comité interministériel de formation des enseignants. Des réformes juridiques supplémentaires nécessaires, y compris des réformes qui pourraient être nécessaires pour la création de centres d'EFTP dirigés par le secteur privé dans le cadre de l'activité d'EFTP, pourraient être identifiées au fur et à mesure que le projet est développé et sera précisé ici à une date ultérieure.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Activité d'Enseignement Secondaire										
Réduction des inégalités régionales en matière de taux de scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire dans le Gbêkê et San Pedro		Résultat	Taux Brut de Scolarisation dans les établissements scolaire du premier cycle du secondaire dans la région du Gbêkê	Taux Brut de Scolarisation dans les établissements scolaire du premier cycle du secondaire dans la région du Gbêkê Numérateur : nombre total d'élèves inscrits dans un collège de la région du Gbêkê ; Dénominateur : nombre total d'enfants de la région du Gbêkê qui ont l'âge officiel pour s'inscrire dans un établissement scolaire du premier cycle du secondaire (12-15 ans)	Pourcentage	Sexe (Femme, Homme)	Annuaire statistique du secteur de l'éducation ; DSPS	MENETFP DSPS	Annuel	Les données sur les inscriptions sont communiquées à la DSPS par les écoles secondaires vers février de l'année scolaire. Le numérateur n'inclut pas les élèves qui se sont inscrits aux cours en ligne mais n'ont pas réussi à s'inscrire à l'école, ou qui se sont inscrits à l'école mais qui sont partis avant la période de collecte de données. Le dénominateur est basé sur le recensement de la population et des ménages de la Côte d'Ivoire de 2014 et les projections de taux de croissance démographique. Cependant, le recensement de 2014 a connu des problèmes de qualité des données, principalement en raison de la faible participation au niveau des ménages. Un nouveau recensement devrait être achevé en 2020. Une fois les nouvelles données du recensement disponibles, le dénominateur sera mis à jour. S'il y a des différences substantielles dans les estimations de la population entre le recensement de 2014 et 2020, il pourrait y avoir une forte augmentation ou une baisse du Taux Brut de Scolarisation, sans aucune modification du nombre total d'élèves inscrits. Bien qu'un objectif ne soit fixé que pour l'année 5 du Compact, les données seront disponibles et communiquées chaque année de mise en œuvre du Compact. Cet indicateur est ventilé par élèves masculins et féminins. Pour chaque désagrégation, le numérateur fait référence au nombre total d'élèves de ce sexe et le dénominateur fait référence au nombre total d'enfants de ce sexe. (Par exemple, "" le nombre total d'élèves de sexe masculin ""). L'indicateur principal sera calculé en examinant tous les élèves (numérateur) et les enfants (dénominateur), quel que soit leur sexe. L'indicateur principal ne doit pas être calculé en faisant la moyenne des valeurs désagrégées. Sauf indication contraire, tous les indicateurs désagrégés avec un numérateur et un dénominateur seront calculés de cette manière.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Réduction des inégalités régionales en matière de taux de scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire dans le Gbêkê et San Pedro		Résultat	Taux Brut de Scolarisation dans les établissements scolaire du premier cycle du secondaire dans la région de San Pédro	Taux Brut de Scolarisation dans les établissements scolaire du premier cycle du secondaire dans la région de San Pédro Numérateur : nombre total d'élèves inscrits dans un collège de la région du Gbêkê ; Dénominateur : nombre total d'enfants de la région du Gbêkê qui ont l'âge officiel pour s'inscrire dans un établissement scolaire du premier cycle du secondaire (12-15 ans)	Pourcentage	Sexe (Femme, Homme)	Annuaire statistique du secteur de l'éducation ; DSPS	MENETFP DSPS	Annuel	Les données sur les inscriptions sont communiquées à la DSPS par les écoles secondaires vers février de l'année scolaire. Le numérateur n'inclut pas les élèves qui se sont inscrits aux cours en ligne mais n'ont pas réussi à s'inscrire à l'école, ou qui se sont inscrits à l'école mais qui sont partis avant la période de collecte de données. Le dénominateur est basé sur le recensement de la population et des ménages de la Côte d'Ivoire de 2014 et les projections de taux de croissance démographique. Cependant, le recensement de 2014 a connu des problèmes de qualité des données, principalement en raison de la faible participation au niveau des ménages. Un nouveau recensement devrait être achevé en 2020. Une fois les nouvelles données du recensement disponibles, le dénominateur sera mis à jour. S'il y a des différences substantielles dans les estimations de la population entre le recensement de 2014 et 2020, il pourrait y avoir une forte augmentation ou une baisse du Taux Brut de Scolarisation, sans aucune modification du nombre total d'élèves inscrits. Bien qu'un objectif ne soit fixé que pour l'année 5 du Compact, les données seront disponibles et communiquées chaque année de mise en œuvre du Compact. Cet indicateur est ventilé par élèves masculins et féminins. Pour chaque désagrégation, le numérateur fait référence au nombre total d'élèves de ce sexe et le dénominateur fait référence au nombre total d'enfants de ce sexe. (Par exemple, "" le nombre total d'élèves de sexe masculin ""). L'indicateur principal sera calculé en examinant tous les élèves (numérateur) et les enfants (dénominateur), quel que soit leur sexe. L'indicateur principal ne doit pas être calculé en faisant la moyenne des valeurs désagrégées. Sauf indication contraire, tous les indicateurs désagrégés avec un numérateur et un dénominateur seront calculés de cette manière.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Réduction des inégalités entre les sexes dans les taux de scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire dans le Gbêkê et San Pedro		Résultat	Inégalité entre les sexes dans la scolarisation dans le premier cycle du secondaire dans le Gbêkê et San Pedro	Différence entre les taux de scolarisation des garçons et des filles dans les écoles secondaires du premier cycle de la région de Gbêkê et de San Pedro au cours de la même année scolaire. Pour chaque région, cet indicateur est calculé à l'aide de la formule suivante : Taux brut de scolarisation des élèves de sexe masculin en année t moins taux brut de scolarisation des élèves de sexe féminin en année t	Point de Pourcentage	Région (Gbêkê, San Pedro)	Calcul basé sur les données de l'Annuaire statistique du secteur de l'éducation ; DSPS	MENETFP DSPS	Annuel	Cet indicateur est calculé au niveau régional uniquement. Une valeur de zéro indique une parité parfaite entre les élèves masculins et féminins. Une valeur positive indique une plus grande scolarisation des garçons. Une valeur négative indique une plus grande scolarisation des filles. Bien qu'un objectif ne soit fixé que pour l'année 5 du Compact, les données seront disponibles et communiquées chaque année de mise en œuvre du Compact
Augmentation des taux d'achèvement du premier cycle du secondaire		Résultat	Taux Brut d'Admission pour les élèves de la dernière année des écoles secondaires de 1er cycle soutenues par le Compact	Le nombre d'élèves qui s'inscrivent pour la première fois dans les écoles du premier cycle du secondaire soutenu par le Compact par rapport à tous les enfants âgés de quinze ans vivant dans les zones de recrutement des écoles secondaires soutenues par le Compact. Numérateur : nombre de nouveaux inscrits en dernière année du secondaire (3ieme), dans un collège soutenu par le Compact, qui continuent d'être inscrits au moment de la collecte des données au début du printemps de l'année scolaire. Dénominateur : nombre d'enfants de 15 ans (population en âge d'entrée) qui résident dans l'une des zones de recrutement d'un établissement d'enseignement secondaire du 1er cycle soutenu par le Compact.	Pourcentage	Région (Gbêkê, San Pedro) Sexe (Femme, Homme)	AD	MENETFP DSPS	Annuel	En raison des limites des données, la DSPS ne mesure pas directement le taux d'achèvement des études du premier cycle du secondaire. Le Taux Brut d'Admission des élèves de la dernière année du premier cycle du secondaire est utilisé comme indicateur indirect. Les taux de scolarisation sont collectés en février et le calcul suppose que tous les élèves encore inscrits en février achèveront la dernière année du premier cycle du secondaire. La DSPS obtiendra le dénominateur par une estimation des données démographiques dans les zones de recrutement spécifiques des écoles du premier cycle soutenues par le Compact. La zone de recrutement est spécifiquement définie comme la zone géographique (rayon de 5 km) dans laquelle les villages et les sites de construction sont identifiés pour la construction des écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Sous - Activité Politique du Genre et renforcement institutionnel										
Actions prioritaires en matière de genre mises à l'essai dans les régions de Gbêkê et San Pedro		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera élaboré pour les « actions prioritaires en matière de genre pilotées dans les régions de Gbêkê et de San Pedro » après l'élaboration du plan d'action prioritaire en matière de genre. Cela devrait se produire au début de 2020.
Adoption d'une Politique Nationale Genre pour l'éducation et création d'une unité genre		Produit	Budget de l'unité Genre reçu	Le budget annuel reçu par l'Unité Genre. Il s'agit du montant réel que l'unité Genre a reçu du Gouvernement de la Côte d'Ivoire au cours de l'année fiscale.	Francs CFA	Aucun	AD	MENETFP DEEG	Annuel	Cet indicateur rend compte du budget reçu par la DEEG du Gouvernement de la Côte d'Ivoire au cours de l'exercice de janvier à décembre. Cet indicateur sera communiqué après la fin de l'exercice (env. Septembre de l'exercice suivant) et mesure le budget effectif reçu par la DEEG, et non la valeur de la ligne budgétaire affectée à la DEEG. Les cibles pour cet indicateur seront basées sur le budget opérationnel développé par DEEG et le consultant Genre (GOPA). Des précautions doivent être prises lors de la comparaison des données réelles avec les objectifs car l'impossibilité à atteindre un objectif peut être dû à plusieurs raisons différentes, telles que le Gouvernement de la Côte d'Ivoire n'a pas fourni le financement demandé pour la DEEG et / ou que la DEEG n'a pas demandé (et donc pas reçu) un financement suffisant.
Adoption d'une Politique Nationale Genre pour l'éducation et création d'une unité genre		Produit	Unité Genre opérationnalisée	La date à laquelle l'Unité Genre, Direction de l'Egalité et de l'Equité du Genre (DEEG), est opérationnalisée telle que définie par la sous-activité du Compact.	Date	Aucun	Signature d'une politique nationale sur le genre ; Arrêté signé ; organigramme MENETFP révisé ; plan de dotation du staff du DEEG ; et notification budgétaire du MENETFP pour 2020	Directeur GIS du MCA-CI	Une fois	L'unité sera opérationnelle après l'adoption de la politique nationale de genre dans l'éducation et après la que la DEEG soit : (i) créé ; (ii) incorporé dans l'organigramme du ministère de l'Éducation ; (iii) doté d'un personnel adéquat conformément au plan de staff approuvé ; et (iv) alloué un financement nécessaire au fonctionnement et à la pérennité de l'Unité Genre pour un exercice.
Adoption d'une Politique Nationale Genre pour l'éducation et création d'une unité genre		Produit	Adoption d'une politique nationale genre dans l'éducation	La date à laquelle la politique nationale genre dans l'éducation est adoptée par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire.	Date	Aucun	Document de la Politique Nationale genre signé	MENETFP DEEG	Une fois	Adopté par le GoCI signifie que le document de politique genre a été présenté au Conseil des Ministres et que la version finale, préfacée et signée (date de signature) par le Ministre de l'Education est disponible.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Sous-Activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable										
Accès amélioré : 1. Amélioration des taux de scolarisation et de transition des filles 2. Amélioration des taux de scolarisation et de transition. 3. Meilleur accès au premier cycle de l'enseignement secondaire	E-6	Résultat	Élèves participants à des activités éducatives soutenues par le MCC	Le nombre d'élèves inscrits ou participants à des programmes d'enseignement scolaire soutenus par le MCC.	Nombre	Région (Gbêkê, San Pedro) Sexe (Femme, Homme)	AD	MENETFP DSPS	Annuel	Cet indicateur suit le nombre total d'élèves qui se sont déjà inscrits dans un établissement du premier cycle du secondaire soutenu par le Compact. Au cours de chaque année du Compact, le nombre total de nouveaux inscrits dans les écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact sera communiqué par la DSPS. Ce chiffre ne doit pas inclure les élèves qui redoublent ou qui ont quitté et se sont réinscrits dans une école secondaire du premier cyclé soutenue par le Compact. Le total cumulé déclaré est la somme des nouveaux inscrits pour chaque année du Compact. Les élèves qui ont obtenu leur diplôme, abandonné ou quitté les écoles secondaires soutenues par le Compact ne devraient pas être soustraits du total déclaré. Ces données seront disponibles via la base de données de la DSPS (Ministère de l'éducation) qui collecte, vers le mois de février de chaque année scolaire, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles de cette année via son réseau de points focaux dans le pays.
Accès amélioré : 1. Amélioration des taux de scolarisation et de transition des filles 2. Amélioration des taux de scolarisation et de transition. 3. Meilleur accès au premier cycle de l'enseignement secondaire		Résultat	Taux de Promotion des élèves des écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact dans le Gbêkê	Proportion d'élèves d'une cohorte inscrits dans une classe donnée, d'une école secondaire du premier cycle soutenue par le Compact dans le Gbêkê, pendant une année scolaire donnée, qui étudient en classe suivante au cours de l'année scolaire suivante. Numérateur : nombre d'élèves qui s'inscrivent pour la première fois dans une classe donnée au cours de l'année scolaire t + 1 Dénominateur : nombre d'élèves de la même cohorte inscrits à la classe précédente au cours de l'année scolaire précédente t "	Pourcentage	Niveau scolaire (6ième, 5ième, 4ième) Sexe (Femme, Homme)	AD	MENETFP DSPS	Annuel	Cet indicateur suit le pourcentage d'élèves qui passent au niveau supérieur (6ième à 5ième, 5ième à 4ième, 4ième à 3ième) dans les écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact. Les élèves qui redoublent une classe ne sont pas inclus dans le numérateur de cet indicateur. Les données sur la promotion sont communiquées par les écoles secondaires à la DSPS vers février de l'année scolaire. Les taux de promotion des étudiants sont rapportés dans l'année précédente et le niveau scolaire inférieur.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Accès amélioré : 1. Amélioration des taux de scolarisation et de transition des filles 2. Amélioration des taux de scolarisation et de transition. 3. Meilleur accès au premier cycle de l'enseignement secondaire		Résultat	Taux de Promotion des élèves des écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact à San Pedro	Proportion d'élèves d'une cohorte inscrits dans une classe donnée, d'une école secondaire du premier cycle soutenue par le Compact de San Pédro, pendant une année scolaire donnée, qui étudient en classe suivante au cours de l'année scolaire suivante. Numérateur : nombre d'élèves qui s'inscrivent pour la première fois dans une classe donnée au cours de l'année scolaire t + 1 Dénominateur : nombre d'élèves de la même cohorte inscrits à la classe précédente au cours de l'année scolaire précédente t "	Pourcentage	Niveau scolaire (6ième, 5ième, 4ième) Sexe (Femme, Homme)	AD	MENETFP DSPS	Annuel	Cet indicateur suit le pourcentage d'élèves qui passent au niveau supérieur (6ième à 5ième, 5ième à 4ième, 4ième à 3ième) dans les écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact. Les élèves qui redoublent une classe ne sont pas inclus dans le numérateur de cet indicateur. Les données sur la promotion sont communiquées par les écoles secondaires à la DSPS vers février de l'année scolaire. Les taux de promotion des étudiants sont rapportés dans l'année précédente et le niveau scolaire inférieur.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Accès amélioré : 1. Amélioration des taux de scolarisation et de transition des filles 2. Amélioration des taux de scolarisation et de transition. 3. Meilleur accès au premier cycle de l'enseignement secondaire		Résultat	Taux Brut de Scolarisation des enfants ayant l'âge scolaire requis dans les zones de recrutement des collèges soutenus par le Compact	Proportion d'enfants inscrits dans les écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact par rapport à la population d'enfants de l'âge officiel (12-15 ans) devant être inscrits dans les écoles secondaires du premier cycle. Numérateur : nombre total d'élèves inscrits dans les écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact Dénominateur : nombre total d'enfants dans les zones de recrutement des écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact qui ont l'âge officiel pour s'inscrire dans le premier cycle du secondaire (12-15 ans)	Pourcentage	Région (Gbêkê, San Pedro) Sexe (Femme, Homme)	AD	MENETFP DSPS	Annuel	Les données sur les inscriptions sont communiquées par les écoles secondaires à la DSPS vers février de l'année scolaire. Le numérateur n'inclut pas les élèves qui se sont inscrits aux cours en ligne mais n'ont pas réussi à s'inscrire à l'école, ou qui se sont inscrits à l'école mais qui sont partis avant la période de collecte de données. Le dénominateur est basé sur le recensement de la population et des ménages de la Côte d'Ivoire de 2014 et les projections de taux de croissance démographique dans les zones de recrutement des collèges soutenus par le Compact. Cependant, le recensement de 2014 a connu des problèmes de qualité des données, principalement en raison de la faible participation au niveau des ménages. Un nouveau recensement devrait être achevé en 2020. Une fois les nouvelles données du recensement disponibles, le dénominateur sera mis à jour. S'il y a des différences substantielles dans les estimations de la population entre le recensement de 2014 et 2020, il pourrait y avoir une forte augmentation ou une baisse du Taux Brut de Scolarisation, sans aucune modification du nombre total d'élèves inscrits. La zone de recrutement est spécifiquement définie comme la zone géographique (rayon de 5 km) à l'intérieur de laquelle les villages et les sites de construction sont identifiés pour la construction des écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact. Il est possible qu'il y ait des élèves qui vivent dans les zones de recrutement qui sont inscrits dans des écoles non soutenues par le Compact. Aux fins de cet indicateur, nous postulons que le nombre de ces élèves sera suffisamment petit pour que cet indicateur fournisse une mesure raisonnablement fiable du taux d'inscription dans les zones de recrutement. Cette hypothèse peut être explorée par une analyse plus approfondie.
Engagement accru des parents et de la communauté dans l'éducation de 1er cycle de l'enseignement secondaire		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera élaboré pour mesurer l' "Amélioration de l'engagement des parents et de la communauté dans l'enseignement secondaire du premier cycle" après que l'entreprise de mobilisation communautaire aura élaboré son plan de travail et sa stratégie. Cela devrait se produire en 2020.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Construction et équipement de 752 salles de classe des collèges de proximités	E-4	Produit	Infrastructures éducatives construites ou réhabilitées	Le nombre d'établissements d'enseignement construits ou réhabilités selon les normes stipulées dans les contrats du MCA signés avec les exécutants.	Nombre	Région (Gbêkê, San Pedro)	Certificats d'achèvement de construction ; Certificat de la livraison du matériel et certificat des connexions pour tous les services publics	Directeur Exécutive du Projet Compétences du MCA-CI (collectés à travers les entreprises de construction et d'équipement)	Trimestriel	Le nombre d'établissements d'enseignement construits avec les fonds du Compact qui ont reçu tous les meubles, équipements, connexions de services publics et autres ressources. Cet indicateur diffère des "" Écoles secondaires du premier cycle pratiquement achevées "", en ce sens que les bâtiments scolaires seront entièrement équipés et préparés pour la première journée de cours. Le Compact Côte d'Ivoire ne construira que de nouvelles écoles. Aucune réhabilitation des écoles existantes ne devrait avoir lieu. Chaque école, quelle que soit sa taille, sera comptée comme un seul point de données.
Construction et équipement de 752 salles de classe des collèges de proximités		Produit	Salles de classe construites et prêtes à l'emploi	Le nombre de salles de classe construites dans les écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact selon les normes stipulées dans les contrats du MCA signés avec les exécutants.	Nombre	Région (Gbêkê, San Pedro)	Certificats d'achèvement de construction ; Certificat de la livraison du matériel et certificat des connexions pour tous les services publics	Directeur Exécutive du Projet Compétences du MCA-CI (collectés à travers les entreprises de construction et d'équipement)	Trimestriel	Le Compact financera deux types d'écoles secondaires du premier cycle de tailles différentes : Base-2 et Base-4. Les écoles de la base 2 comprennent 8 salles de classe (2 pour chaque niveau scolaire) et les écoles de la base 4 comprennent 16 salles de classe (4 pour chaque niveau scolaire). Les salles de classe seront considérées comme prêtes à l'emploi lorsque tous les certificats de construction, d'équipement et de fournitures de services auront été signés et réceptionnés conformément à la norme stipulée dans les contrats MCA signés avec les exécutants.
Construction et équipement de 752 salles de classe des collèges de proximités		Produit	Établissements scolaires du secondaire du premier cycle pratiquement achevées	Le nombre d'écoles secondaires du premier cycle qui ont été suffisamment achevées conformément aux documents du contrat de construction, de sorte que les salles de classe et autres installations peuvent être utilisées aux fins prévues.	Nombre	Région (Gbêkê, San Pedro)	Certificats d'achèvement de construction	Directeur Exécutive du Projet Compétences du MCA-CI (collectés à travers les entreprises de construction et d'équipement)	Trimestriel	Une école est considérée comme pratiquement achevée lorsque le certificat d'achèvement de la construction est signé et remis. À ce stade, tous les grands travaux de construction seront achevés conformément aux normes stipulées dans le contrat et il ne restera que des réparations et des mises à jour mineures. Les connexions aux services publics et l'équipement des salles de classe ne sont pas nécessaires pour qu'une école soit considérée comme pratiquement terminée. Chaque école, quelle que soit sa taille, sera comptée comme un seul point de données.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Des comités créés dans chaque communauté pour identifier les actions prioritaires pour l'implication de la communauté et pour mettre en œuvre les éléments sélectionnés		Produit	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer les « éléments sélectionnés et mis en œuvre par les COGES » après que la firme de mobilisation communautaire aura élaboré son plan de travail et sa stratégie. Cela devrait se produire en 2020.
Des comités créés dans chaque communauté pour identifier les actions prioritaires pour l'implication de la communauté et pour mettre en œuvre les éléments sélectionnés		Produit	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer les « éléments de mobilisation communautaire sélectionnés mis en œuvre » après que la firme de mobilisation communautaire aura élaboré son plan de travail et sa stratégie. Cela devrait se produire en 2020.
Des comités créés dans chaque communauté pour identifier les actions prioritaires pour l'implication de la communauté et pour mettre en œuvre les éléments sélectionnés		Produit	COGES créés et fonctionnels	Nombre de Comités de Gestion des Etablissements Scolaires (COGES) qui ont été créés, ont suivi une formation avec la firme de mobilisation communautaire et ont tenu leur première réunion officielle.	Nombre	Région (Gbêkê, San Pedro)	AD	Firme de Mobilisation communautaire	Trimestriel	Le partenaire d'assistance technique pour la mobilisation communautaire facilitera, pour chaque collège financé par le Compact, la mise en place d'un COGES. Les représentants nécessaires pour qu'un COGES soit considéré comme fonctionnel seront définis une fois que la firme de mobilisation communautaire aura élaboré son plan de travail et sa stratégie. Chaque COGES sera compté une fois, après avoir été créé et fonctionnel.
Des comités créés dans chaque communauté pour identifier les actions prioritaires pour l'implication de la communauté et pour mettre en œuvre les éléments sélectionnés		Produit	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera élaboré pour mesurer les « Comités de mobilisation communautaire créés et fonctionnels » après que la firme de mobilisation communautaire aura élaboré son plan de travail et sa stratégie. Cela devrait se produire en 2020.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
N/A	E-2	Processus	Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Le montant total décaissé de tous les contrats de construction signés pour les travaux des établissements d'enseignement ou l'équipement divisé par la valeur totale de tous les contrats signés.	Pourcentage	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur se réfère aux contrats de construction des écoles du premier cycle du secondaire soutenu par le Compact. Le pourcentage décaissé des contrats d'enseignement sera calculé automatiquement à partir des deux indicateurs d'entrée E-2.1 (numérateur) et E-1 (dénominateur). Tous les contrats associés à la construction des écoles secondaires du premier cycle, y compris les grands travaux de construction, l'équipement des écoles secondaires du premier cycle et les raccordements aux services publics doivent être inclus dans le calcul de cet indicateur. Cet indicateur ne doit pas inclure les coûts associés à la supervision et à la gestion des travaux de construction ou d'autres coûts administratifs.
N/A	E-2.1	Processus	Valeur décaissée sur les contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Le montant décaissé de tous les contrats signés pour la construction, la réhabilitation ou l'équipement d'établissements d'enseignement (par exemple, technologies de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) à l'aide de fonds du Compact.	US Dollars	Région (Gbêkê, San Pedro)	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure les décaissements de tous les contrats de construction des collèges. Les contrats spécifiques prévus sont indiqués dans les Informations additionnelles de l'indicateur "Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement". Les montants des décaissements doivent être enregistrés dans les trimestres au cours desquels les paiements de factures sont effectués.
N/A	E-1	Processus	Valeur des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement signés	La valeur de tous les contrats signés pour la construction, la réhabilitation ou l'équipement d'établissements d'enseignement (par exemple, technologies de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) à l'aide de fonds du Compact.	US Dollars	Région (Gbêkê, San Pedro)	Contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la valeur contractuelle de tous les contrats de construction des lycées signés. Les contrats spécifiques prévus sont indiqués dans les Informations additionnelles de l'indicateur "Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement". Dans les cas où un contrat IDIQ est utilisé, la valeur des ordres de service signés, plutôt que la valeur totale du contrat, doit être indiquée. La valeur contractuelle doit être déclarée dans le trimestre au cours duquel le contrat ou l'ordre de service est signé. Si la valeur d'un contrat change, l'augmentation ou la diminution de la valeur contractuelle doit être déclarée au cours du trimestre de la signature du contrat modifié.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
N/A		Processus	Sites scolaires sélectionnés	Le nombre de sites de construction de collège officiellement sélectionnés par le Compact comme récipiendaire d'une école secondaire du premier cycle soutenue par le Compact	Nombre	Région (Gbêkê, San Pedro)	AD	Directeur Exécutif du Projet Compétences du MCA-CI	Trimestriel	Un site est considéré comme « sélectionné » lorsque le tracé officiel a été officiellement approuvé. Le processus spécifique de sélection d'un terrain pour la construction de l'école sera finalisé début 2020. Selon les critères de sélection convenus par le Compact, chaque village potentiel proposera 2-3 sites pour la construction de l'école. Les aspects physiques, fonciers et sociaux de chaque site seront examinés avant la sélection officielle du site de l'école. Si aucun des sites n'est jugé approprié, le village peut ne pas être sélectionné pour recevoir une école.
N/A		Processus	Villages potentiels sélectionnés	Le nombre de villages qui ont été validés et officiellement sélectionnés par le Compact en tant que bénéficiaire potentiel d'une école secondaire du premier cycle	Nombre	Région (Gbêkê, San Pedro)	AD	Directeur Exécutif du Projet Compétences du MCA-CI	Trimestriel	Un village est considéré " sélectionné " "au moment où il a formellement proposé des options pour la sélection des sites scolaires. Chaque village potentiel proposera 2-3 sites pour la construction des écoles. Les aspects physiques, fonciers et sociaux de chaque site seront examiné avant la sélection officielle du site de l'école. Si aucun des sites n'est jugé approprié, le village peut ne pas être sélectionné pour recevoir une école. La sélection des villages se fait selon des critères de sélection approuvés par le GoCI et le MCC. Pour être éligible à recevoir une école, le village proposé doit (i) être placé dans une zone de recrutement avec une population de 90 élèves ou plus ; (ii) disposer de suffisamment de terrain pour la construction de nouvelles écoles ; et (iii) disposer de connexions fiables aux services publics. Des critères de sélection supplémentaires sont utilisés pour déterminer la sélection finale d'un village potentiel.
Sous Activité Amélioration et extension de la formation des enseignants										
Acquisition améliorée de compétences de base recherchées : · Compétences en lecture et maths · Compétences non techniques		Résultat	Elèves bénéficiant d'un enseignement amélioré	Nombre d'élèves du premier cycle du secondaire recevant chaque année des cours dispensés par des enseignants ayant obtenu une meilleure formation grâce à l'investissement du Compact.	Nombre	Sexe (Femme, Homme)	AD	MENETFP DSPS	Annuel	Cet indicateur saisira pour chaque année du Compact, tous les élèves du premier cycle du secondaire recevant un cours en classe donné par les enseignants ayant obtenu une formation améliorée grâce à l'investissement du Compact. Grâce à son réseau de points focaux dans le pays, DSPS suivra tous les enseignants formés aux nouveaux programmes de formation des enseignants et calculera le nombre d'élèves formés par les enseignants qui ont reçu cette formation. Un élève qui reçoit l'instruction de deux enseignants qui ont été formés dans le nouveau programme sera compté une fois.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Qualité améliorée : 1. Augmentation du nombre d'enseignants diplômés de l'ENS	E-5	Produit	Enseignants formés	Le nombre d'instructeurs de salle de classe qui ont suivi une formation soutenue par le MCC focalisée sur la qualité de l'enseignement telle que définie par l'activité de formation du Compact.	Nombre	Sexe (Femme, Homme)	AD	ENS	Annuel	Cet indicateur fait référence au nombre d'élèves-enseignants diplômés du programme de formation soutenu par le Compact. Le programme de formation des enseignants se déroule sur deux ans. Il est à noter que cet indicateur correspond à un résultat dans le cadre logique de l'Activité d'Education secondaire, bien qu'il soit classé comme un produit selon les indications du Guide des indicateurs communs. Aux fins de l'activité d'Education Secondaire en Côte d'Ivoire, les "" enseignants formés "" peuvent être considérés à la fois comme un indicateur de produit et de résultat. Pendant la durée de vie du Compact, le Compact financera les formations de nouveaux enseignants. Cependant, le Compact mettra également en place l'infrastructure, les mises à jour des programmes et les réformes politiques nécessaires pour augmenter le nombre annuel d'enseignants que le Gouvernement de Côte d'Ivoire pourra former après le Compact.
Cet indicateur est conçu pour surveiller le risque que le stock d'enseignants soit trop faible pour répondre à la demande dans les régions ciblées pour les écoles secondaires du premier cycle.		Produit	Élèves-enseignants diplômés d'un campus de formation des enseignants de l'ENS	Le nombre d'élèves-enseignants diplômés d'un campus de formation des enseignants de l'ENS. Cet indicateur suit tous les étudiants diplômés de l'ENS, qu'ils aient ou non été formés dans le cadre du curriculum de formation réformé des enseignants.	Nombre	Sexe (Femme, Homme)	AD	ENS	Annuel	Cet indicateur suivra le nombre de nouveaux enseignants en Côte d'Ivoire, en particulier pour déterminer si la disponibilité de nouveaux enseignants sera suffisante pour doter les écoles du premier cycle du secondaire construites par le Compact.
Réforme de la formation pour la supervision et le soutien des enseignants		Produit	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer "une meilleure supervision et un meilleur soutien des enseignants" une fois que la portée de cette intervention sera affinée.
Création de centres de formation annexes des enseignants dans les régions du Gbêkê et San Pedro	E-4	Produit	Infrastructures éducatives construites ou réhabilitées	Le nombre d'établissements d'enseignement construits ou réhabilités selon les normes stipulées dans les contrats du MCA signés avec les exécutants.	Nombre	Aucun	Certificats d'achèvement de construction ; Certificat de la livraison du matériel et certificat des connexions pour tous les services publics	Directeur Exécutive du Projet Compétences du MCA-CI (collectés à travers les entreprises de construction et d'équipement)	Trimestriel	Cet indicateur mesure le nombre de campus satellites ENS construits avec des fonds du Compact qui ont reçu tous les meubles, équipements, connexions de services publics et autres ressources. Le Compact de Côte d'Ivoire ne construira que de nouveaux centres de formation des enseignants. Aucune réhabilitation des centres de formation des enseignants existants ne devrait avoir lieu.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Réforme de la formation pour la supervision et le soutien des enseignants		Produit	Date de mise en œuvre du curriculum réformé	La date à laquelle le programme de formation des enseignants soutenu par le Compact est opérationnel et les élèves-enseignants commencent à recevoir les cours dans le cadre de ce programme (c'est-à-dire que la première journée complète de cours est offerte sur l'un des campus de l'ENS)	Date	Aucun	AD	AD	Une fois	La définition de « opérationnel » sera affinée après que les conceptions de la sous-activité de formation des enseignants auront été finalisées.
Réforme de la formation pour la supervision et le soutien des enseignants		Produit	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer les "Formations réformées pour l'encadrement et le soutien des enseignants" après que le champ d'application de cette intervention sera affiné.
N/A	E-2	Processus	Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Le montant total décaissé de tous les contrats de construction signés pour les travaux des établissements d'enseignement ou l'équipement divisé par la valeur totale de tous les contrats signés.	Pourcentage	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur se réfère aux contrats de construction des campus satellites ENS soutenus par Compact dans le Gbêkê et à San Pedro. Le pourcentage décaissé des contrats de construction sera calculé automatiquement à partir des deux indicateurs d'entrée E-2.1 (numérateur) et E-1 (dénominateur). Tous les contrats associés à la construction ou à la construction de deux campus satellites ENS, y compris les grands travaux de construction, l'équipement et les connexions aux services publics, doivent être inclus dans le calcul de cet indicateur. Cet indicateur ne doit pas inclure les coûts associés à la supervision et à la gestion et les autres coûts administratifs.
N/A	E-2.1	Processus	Valeur décaissée sur les contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Le montant décaissé de tous les contrats signés pour la construction, la réhabilitation ou l'équipement d'établissements d'enseignement (par exemple, technologies de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) à l'aide de fonds du Compact.	US Dollars	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure les décaissements de tous les contrats de construction de campus satellites ENS. Les contrats spécifiques prévus sont indiqués dans les Informations additionnelles de l'indicateur "Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement". Les montants des décaissements doivent être enregistrés dans les trimestres au cours desquels les paiements de factures sont effectués.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
N/A	E-1	Processus	Valeur des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement signés	La valeur de tous les contrats signés pour la construction, la réhabilitation ou l'équipement d'établissements d'enseignement (par exemple, technologies de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) à l'aide de fonds du Compact.	US Dollars	Aucun	Contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la valeur contractuelle de tous les contrats de construction de campus satellites ENS signés. Les contrats spécifiques prévus sont indiqués dans les Informations additionnelles de l'indicateur "Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement". Dans les cas où un contrat IDIQ est utilisé, la valeur des ordres de service signés, plutôt que la valeur totale du contrat, doit être indiquée. La valeur contractuelle doit être déclarée dans le trimestre au cours duquel le contrat ou l'ordre de service est signé. Si la valeur d'un contrat change, l'augmentation ou la diminution de la valeur contractuelle doit être déclarée au cours du trimestre de la signature du contrat modifié.
Sous Activité Système de gestion et de prise des décisions										
Utilisation accrue des données pour éclairer les décisions sur la gestion du secteur de l'éducation		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera élaboré pour mesurer « l'utilisation accrue des données pour éclairer les décisions sur la gestion du secteur de l'éducation » une fois l'évaluation des besoins du SIGE sera terminée.
Amélioration de la qualité et de la disponibilité des données administratives et d'évaluation sur l'enseignement secondaire de 1er cycle		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer la "Qualité améliorée des données administratives et d'évaluation des données du premier cycle du secondaire" après l'achèvement de l'évaluation des besoins du SIGE
Amélioration de la qualité et de la disponibilité des données administratives et d'évaluation sur l'enseignement secondaire de 1er cycle		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer la "Disponibilité accrue des données administratives et des données d'évaluation du premier cycle du secondaire" après l'achèvement de l'évaluation des besoins du SIGE

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Développement et opérationnalisation d'un système d'information de l'enseignement secondaire du 1er cycle intégré et évolutif		Produit	Pourcentage de poste de travail pertinents occupés par un membre du personnel formé sur le SIGE	Pourcentage de postes de travail nécessitant un membre du personnel formé au SIGE et pourvus par un membre du personnel formé. Numérateur : nombre de postes de travail pertinents occupés par un membre du personnel formé au SIGE Dénominateur : nombre de postes de travail pertinents.	Pourcentage	Région (Gbêkê, San Pedro, National)	AD	Cabinet de consultants SIGE / NISA	Trimestriel	Une détermination des qualifications requises pour qu'un poste de travail soit considéré "pertinent" et des postes spécifiques du personnel qui seront considérés pertinents sera faite par le cabinet en charge du SIGE et du NISA. Le cabinet identifiera les postes de travail du personnel, y compris le titre du poste et le placement du poste au sein de la structure organisationnelle du MENETFP, qui doit être occupé par un membre du personnel qualifié. Cet indicateur est ventilé pour le Gbêkê, San Pedro et le niveau National. La ventilation nationale fait référence aux membres du personnel qui sont basés dans les bureaux centraux du MENETFP et qui gèrent le SIGE au niveau national.
Développement et opérationnalisation d'un système d'information de l'enseignement secondaire du 1er cycle intégré et évolutif		Produit	Déploiement des améliorations du SIGE avec le soutien du Compact	Date à laquelle les dernières améliorations du SIGE sont déployées et actives dans le système existant.	Date	Aucun	AD	Comité SIGE	Une fois	Les étapes spécifiques des améliorations du système qui seront considérées comme déployées seront élaborées après l'achèvement de l'évaluation des besoins du SIGE
Fourniture de formation aux niveaux central et régional concernant l'utilisation des données		Produit	Pourcentage de postes de travail pertinents occupés par un membre du personnel formé à l'interprétation des données et à la prise de décisions	"Pourcentage de postes de travail nécessitant la présence d'un membre du personnel formé à l'interprétation des données et à la prise de décisions qui sont occupés par un membre du personnel formé Numérateur: nombre de postes de travail pertinents occupés par un membre du personnel formé à l'analyse des données et à la prise de décisions Dénominateur: nombre de postes de travail pertinents.	Pourcentage	Région (Gbêkê, San Pedro, National)	AD	Cabinet de consultants SIGE / NISA	Trimestriel	Une détermination des qualifications requises pour qu'un poste de travail soit considéré "pertinent" et des postes spécifiques du personnel qui seront considérés pertinents sera faite par le cabinet en charge du SIGE et du NISA. Le cabinet identifiera les postes de travail du personnel, y compris le titre du poste et le placement du poste au sein de la structure organisationnelle du MENETFP, qui doit être occupé par un membre du personnel qualifié. "L'interprétation des données et la prise de décision" "sera définie plus en détail à mesure que la sous-activité sera développée. Cet indicateur est ventilé pour le Gbêkê, San Pedro et le niveau National. La ventilation nationale fait référence aux membres du personnel qui sont basés dans les bureaux centraux du MENETFP et qui gèrent le SIGE au niveau national.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Évaluations de l'apprentissage au niveau du 1er cycle du secondaire		Produit	Mise en œuvre d'évaluations nationales pour les établissements du premier cycle du secondaire	Le nombre d'évaluations nationales des élèves du premier cycle du secondaire mises en œuvre avec le financement du Compact.	Nombre	Aucun	AD	MENETFP DVSP	Annuel	La portée et le processus de mise en œuvre des évaluations nationales des établissements du premier cycle du secondaire seront déterminés par le cabinet SIGE et NISA
Évaluations de l'apprentissage au niveau du 1er cycle du secondaire		Produit	Mise en place d'évaluations internationales pour les établissements du premier cycle du secondaire	Le nombre d'évaluations internationales des élèves du premier cycle du secondaire mises en œuvre avec le financement du Compact.	Nombre	Aucun	AD	MENETFP DVSP	Annuel	Concernant l'évaluation internationale spécifique à mettre en œuvre, la portée et le processus de mise en œuvre seront déterminés par le cabinet de SIGE et NISA.
Évaluations de l'apprentissage au niveau du 1er cycle du secondaire		Produit	Élaboration d'un cadre national d'évaluation pour les écoles du premier cycle du secondaire	La date à laquelle le cadre national d'évaluation des apprentissages pour le premier cycle du secondaire est élaboré avec un financement Compact.	Date	Aucun	AD	MENETFP DVSP	Une fois	Les exigences spécifiques pour le développement du système national d'évaluation seront élaborées après l'achèvement de l'évaluation des besoins du SIGE
Activité d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle										
Résultats d'emploi améliorés		Résultat	Taux d'emploi des diplômés des centres d'EFTP soutenus par le Compact dans leur domaine d'études neuf mois après l'obtention du diplôme	Taux d'emploi moyen des diplômés des centres d'EFTP soutenus par le Compact (neuf mois après l'obtention du diplôme) employés dans leur domaine d'études. Numérateur : nombre d'étudiants d'une cohorte donnée qui obtiennent leur diplôme d'un programme de formation du centre d'EFTP soutenu par le Compact et qui sont employés neuf mois après l'obtention du diplôme. Dénominateur : nombre total d'étudiants de la même cohorte diplômés d'un programme de formation du centre d'EFTP soutenu par le Compact.	Pourcentage	Centre ETFP (Centre TP ; 2-3 Centres ETFP) Sexe (Femme, Homme)	AD	AD	Annuel	Cet indicateur sera calculé au niveau du centre d'EFTP. Lors du calcul du taux d'emploi total des diplômés dans tous les centres d'EFTP soutenu par le Compact au cours d'une année donnée, il convient de calculer le taux d'emploi moyen de chaque centre d'EFTP pondéré par le nombre d'étudiants diplômés de ce centre. Le processus par lequel les données pour cet indicateur seront collectées sera défini plus en détail sur la base de la composante d'étude de suivi d'insertion de la sous-activité Gestion de la qualité et responsabilité de l'EFTP. En outre, le ou les domaines d'études pertinents pour chaque centre d'EFTP soutenu par le Compact, tels que référencés dans la définition de cet indicateur, seront clairement définis dans une révision ultérieure du Plan de S&E sur la base de la conception finale détaillée de chaque centre d'EFTP.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Résultats d'emploi améliorés	E-8	Résultat	Diplômés des activités d'éducation soutenues par le MCC qui sont employés	Le nombre de diplômés des programmes de formation soutenus par le MCC employés dans leur domaine d'études dans l'année suivant l'obtention du diplôme.	Nombre	Centre ETFP (Centre TP ; 2-3 Centres ETFP) Sexe (Femme, Homme)	AD	AD	Annuel	Cet indicateur mesure la situation d'emploi (salarié ou indépendant) de tous les diplômés des centres d'EFTP soutenus par le Compact. Il inclura toutes les personnes qui ont été employées à un moment donné de l'année, même si elles ne sont plus employées au moment de l'enquête. Une personne est considérée comme employée si elle exerce une activité professionnelle (pour une entreprise ou entreprise tierce ou par le biais d'un travail indépendant) contre rémunération. Cela n'inclut pas les stages. Le processus par lequel les données pour cet indicateur sera collecté sera défini plus en détail en fonction de la composante d'étude de suivi d'insertion de la sous-activité Gestion de la qualité et responsabilisation de l'EFTP. En outre, le ou les domaines d'études pertinents pour chaque centre d'EFTP soutenu par le Compact, comme indiqué dans la définition de cet indicateur sera clairement défini dans une révision ultérieure du Plan de S&E sur la base de la conception finale détaillée de chaque centre d'EFTP. Étant donné que des études de suivi sont menées en Côte d'Ivoire neuf mois après l'obtention du diplôme, nos données ne refléteront que le nombre de diplômés employés dans les neuf mois suivant l'obtention du diplôme. Nous reconnaissons que cela peut entraîner un sous-dénombrement aux fins de cet indicateur, car il peut y avoir des personnes qui obtiennent un emploi pendant ce temps après l'étude de suivi, mais dans l'année suivant l'obtention de leur diplôme dans un centre d'EFTP soutenu par le Compact.
Productivité individuelle (gains)		Résultat	Revenu moyen des diplômés des centres d'EFTP soutenus par le Compact dans leur domaine d'études	Revenu moyen des diplômés des centres d'EFTP soutenus par le Compact 9 mois après l'obtention de leur diplôme dans leur domaine d'études. Dénominateur N = tous les étudiants diplômés des centres d'EFTP soutenus par le Compact 9 mois plus tôt (salariés et chômeurs) "	Francs CFA	Centre ETFP (Centre TP ; 2-3 Centres ETFP) Sexe (Femme, Homme)	AD	AD	Annuel	Cet indicateur mesurera les revenus directs reçus de l'activité professionnelle exercée. Les autres sources de revenus complémentaires (revenus de cession, revenus de cession d'actifs, réversion d'autres activités indépendantes complémentaires, etc.) ne sont pas prises en compte. Le processus par lequel les données pour cet indicateur seront collectées sera défini plus en détail sur la base de la composante d'étude de suivi d'insertion de la sous-activité Gestion de la qualité et responsabilité de l'EFTP.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Sous - Activité Nouveau modèle d'EFTP dirigé par le secteur privé										
Acquisition améliorée de compétences techniques recherchées - Compétences techniques - Compétences en milieu de travail	E-7	Résultat	Diplômés des activités d'éducation soutenues par le MCC	Le nombre d'élèves diplômés de la classe la plus élevée (année) pour ce niveau d'éducation dans les programmes scolaires soutenus par le MCC.	Nombre	Centre ETFP (Centre TP ; 2-3 Centres ETFP) Sexe (Femme, Homme)	AD	Gestionnaire de subventions (collecté via les rapports des centres d'EFTP)	Annuel	Cet indicateur suit le nombre d'étudiants qui ont obtenu leur diplôme dans un centre d'EFTP soutenu par le Compact. Les programmes d'EFTP soutenus par le Compact comprendront à la fois des cours en classe et une formation en milieu de travail dans une entreprise de leur domaine d'études. Un étudiant est seulement considéré comme diplômé après avoir terminé tous les cours pertinents, réussi l'examen de certification et reçu un certificat de fin d'études. Les représentants du secteur privé des secteurs économiques concernés partageront la responsabilité de tester et de certifier les diplômés. L'hypothèse selon laquelle le nombre de diplômés est un indicateur approprié pour cet énoncé de résultats est fondée sur le fait que le secteur privé remplit son rôle de test et de certification des diplômés. Ainsi, les étudiants ne seraient pas diplômés d'un centre d'EFTP soutenu par le Compact à moins qu'ils ne démontrent des connaissances et des compétences qui répondent aux normes établies pour leur programme de formation particulier.
Participation accrue des femmes à des programmes de formation Économiquement viables	E-6	Résultat	Étudiants participants à des activités éducatives soutenues par le MCC	Le nombre d'étudiants inscrits ou participants à des programmes d'enseignement scolaire soutenus par le MCC.	Nombre	Centre ETFP (Centre TP ; 2-3 Centres ETFP) Sexe (Femme, Homme)	AD	Gestionnaire de subventions (collecté via les rapports des centres d'EFTP)	Trimestriel	Cet indicateur suit le nombre d'étudiants qui se sont inscrits à au moins un programme d'EFTP dans un centre d'EFTP soutenu par le Compact. Cet indicateur ne soustrait pas les abandons et ne rapportera un étudiant qu'une seule fois s'il s'inscrit à plusieurs programmes. Les données seront collectées trimestriellement par les centres d'EFTP soutenus par le Compact. Les processus de communication des données seront établis dans le manuel des subventions et seront précisés au besoin par le gestionnaire des subventions en collaboration avec le MCA-CI. En tant qu'indicateur commun, cet indicateur capturera un résultat au-delà de l'énoncé de résultat répertorié ici et dans la logique du programme. Cependant, il reste pertinent pour cette activité car il offrira une visibilité supplémentaire sur les étudiants en formation grâce aux investissements réalisés par le Compact.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Participation accrue des femmes à des programmes de formation Économiquement viables		Résultat	Taux d'abandon des étudiants dans les centres d'EFTP soutenus par le Compact	Le pourcentage d'étudiants qui ont abandonné un programme de formation soutenu par le Compact avant l'obtention du diplôme. Numérateur : nombre d'étudiants qui ont quitté le programme avant l'obtention du diplôme Dénominateur : nombre total d'étudiants inscrits à un programme de formation du centre d'EFTP soutenu par le Compact au cours de l'année donnée.	Pourcentage	Centre ETFP (Centre TP ; 2-3 Centres ETFP) Sexe (Femme, Homme)	AD	Gestionnaire de subventions (collecté via les rapports des centres d'EFTP)	Annuel	Les données (numérateur et dénominateur) seront collectées chaque année par les centres d'EFTP soutenus par le Compact. Les processus de communication des données seront définis dans le manuel des subventions et seront précisés si nécessaire par le gestionnaire des subventions en collaboration avec le MCA. Cet indicateur capturera un résultat au-delà de l'énoncé de résultat répertorié ici et dans la logique du programme. Cependant, il reste pertinent pour cette activité car il offrira une visibilité supplémentaire sur les étudiants en formation grâce aux investissements réalisés par le Compact.
Gestion et exploitation plus autonomes des programmes de formation		Résultat	Formation dispensée en milieu de travail ou en environnement réel	Pourcentage du nombre total d'heures de formation dispensées sur un lieu de travail ou dans un environnement similaire. Numérateur : nombre d'heures de formation dispensées dans une entreprise du secteur privé, sur un site de travail actif ou dans un autre environnement professionnel réel correspondant au secteur et au programme de formation en question. Dénominateur : nombre total d'heures de formation nécessaires pour réussir ce programme de formation donné. "	Pourcentage	Centre ETFP (Centre TP ; 2-3 Centres ETFP)	AD	Gestionnaire de subventions (collecté via les rapports des centres d'EFTP)	Annuel	Cet indicateur sera calculé au niveau du centre d'EFTP sur la base des contenus des programmes de formation approuvés. Lors du calcul au niveau du centre d'EFTP, le pourcentage doit d'abord être calculé pour chacun des différents programmes de formation proposés par le centre d'EFTP avant de faire la moyenne au niveau du centre d'EFTP.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Meilleure gestion des actifs financiers et des infrastructures		Résultat	Autonomie Budgétaire	Pourcentage des dépenses annuelles totales que les centres d'EFTP soutenus par le Compact sont capables de couvrir de manière indépendante sans l'aide des bailleurs de fonds ou du gouvernement. Le pourcentage doit être calculé au niveau des centres d'EFTP, puis une moyenne pondérée doit être calculée afin de déclarer un pourcentage unique pour tous les centres d'EFTP pris en charge par Compact. Numérateur: dépenses totales payées exclusivement par les revenus générés par le centre d'EFTP (par exemple, frais de scolarité, vente de services aux entreprises, etc.). Dénominateur: dépenses totales, y compris celles payées par le Compact, le gouvernement de la Côte d'Ivoire ou d'autres sources extérieures au centre d'EFTP.	Pourcentage	Centre ETFP (Centre TP ; 2-3 Centres ETFP)	AD	Gestionnaire de subventions (collecté via les rapports des centres d'EFTP)	Annuel	Cet indicateur sera collecté à l'aide des données des rapports financiers de chaque centre d'EFTP. La nature et la structure exactes des données financières et des rapports à produire par les centres d'EFTP soutenus par le Compact seront établies dans le manuel des subventions et seront précisées au besoin par le gestionnaire des subventions en collaboration avec le MCA-CI. Selon l'annexe I du Compact, "" Il est prévu que chaque centre PDC deviendra plus autonome et générera des revenus accrus pour couvrir ses dépenses, dont un centre géré par le secteur privé peut tirer: (i) des frais de scolarité limités, (ii) la vente de services aux entreprises (c'est-à-dire la formation continue ou les services de conseil), (iii) une partie dédiée du prélèvement sur la formation de la Côte d'Ivoire (la taxe sur les salaires qui finance les programmes de formation), ou (iv) les dons. "
Meilleure gestion des actifs financiers et des infrastructures		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer la « meilleure gestion des actifs d'infrastructure » après le recrutement du gestionnaire de subventions et la fin du processus de demande de subvention.
Amélioration de la qualité des programmes de formation		Résultat	Obtention de l'accréditation de l'EFTP pour les centres d'EFTP soutenus par le Compact	Le nombre de centres d'EFTP soutenus par le Compact qui obtiennent l'accréditation initiale grâce au système d'accréditation développé par la sous-activité Gestion de la qualité et responsabilisation de l'EFTP. La nature spécifique de l'accréditation à obtenir sera précisée dans la sous-activité Gestion de la qualité et responsabilisation de l'EFTP.	Nombre	Aucun	Certificat d'Accréditation	Directeur Exécutif du Projet Compétences du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur saisira si l'accréditation initiale est obtenue ou pas et ne suivra pas les efforts des centres d'EFTP soutenus par le Compact pour maintenir l'accréditation. Le processus d'accréditation inclura à la fois la gestion de la qualité et la responsabilisation ainsi que la qualité des programmes de formation.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
1. 2-3 nouveaux centres d'EFTP dirigés par le secteur privé (construction, équipement, formation de formateurs, gouvernance) 2. Nouveau centre d'EFTP dirigé par le secteur privé pour les Travaux Publics (TP)	E-4	Produit	Infrastructures éducatives construites ou réhabilitées	Le nombre d'établissements d'enseignement construits ou réhabilités selon les normes stipulées dans les contrats du MCA signés avec les exécutants.	Nombre	Aucun	Certificats d'achèvement de construction ; Certificat de la livraison du matériel et certificat des connexions pour tous les services publics	Directeur Exécutif du Projet Compétences du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure le nombre de centres d'EFTP soutenus par le Compact qui ont été construits et sont prêts à accueillir des étudiants conformément aux conditions énoncées dans le Compact. Pour être considéré comme entièrement construit et prêt à recevoir des étudiants, un centre d'EFTP doit non seulement avoir achevé des travaux majeurs, mais également être équipé, avoir tous les services publics connectés et se conformer aux politiques pertinentes nationales et du MCC en matière de sécurité et de sûreté. Le Compact ne créera que de nouveaux centres d'EFTP et ne réhabilitera ni ne convertira les centres d'EFTP existants.
1. 2-3 nouveaux centres d'EFTP dirigés par le secteur privé (construction, équipement, formation de formateurs, gouvernance) 2. Nouveau centre d'EFTP dirigé par le secteur privé pour les Travaux Publics (TP)		Produit	Mise en place d'un système de boucle de rétroaction	La date à laquelle un système de boucle de rétroaction ou un processus similaire a été conçu et approuvé pour tous les centres d'EFTP pris en charge par Compact, reconnaissant que ce processus peut différer d'un centre d'EFTP à un centre d'EFTP. Ce système ou processus documentera clairement les mécanismes par lesquels chacun des centres d'EFTP soutenus par le Compact compilera une variété d'informations (par exemple, rétroaction des entreprises du secteur privé, données sur le marché du travail, informations issues d'études de suivi, etc.), puis des recommandations sur les modifications et les mises à jour des programmes de formation proposés par le centre d'EFTP.	Date	Aucun	AD	AD	Une fois	Cet indicateur est directement lié à la gouvernance des centres d'EFTP soutenus par le Compact, qui est une composante des deux résultats Du cadre logique pour cet indicateur.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
N/A	E-2	Processus	Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Le montant total décaissé de tous les contrats de construction signés pour les travaux des établissements d'enseignement ou l'équipement divisé par la valeur totale de tous les contrats signés.	Pourcentage	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Numérateur = Valeur décaissée des contrats de construction, de réhabilitation et / ou d'équipement (E-2.1). Dénominateur = Valeur des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement signés (E-1). Cet indicateur fait référence aux contrats de construction des centres d'EFTP soutenus par le Compact. Tous les contrats associés à la construction de centres d'EFTP, y compris les grands travaux de construction, l'équipement des centres d'EFTP et les connexions de services publics doivent être inclus dans le calcul de cet indicateur. Cet indicateur ne doit pas inclure les coûts associés à la supervision et à la gestion et les autres coûts administratifs liés à la mise en œuvre du mécanisme de subvention.
N/A	E-2.1	Processus	Valeur décaissée sur les contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Le montant décaissé de tous les contrats signés pour la construction, la réhabilitation ou l'équipement d'établissements d'enseignement (par exemple, technologies de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) à l'aide de fonds du Compact.	US Dollars	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur fait référence aux contrats de construction des centres d'EFTP soutenus par le Compact. Tous les contrats associés à la construction de centres d'EFTP, y compris les grands travaux de construction, l'équipement des centres d'EFTP et les connexions de services publics doivent être inclus dans le calcul de cet indicateur. Les montants des décaissements doivent être enregistrés dans les trimestres au cours desquels les paiements de factures sont effectués. Cet indicateur ne devrait pas inclure les coûts associés à la supervision et à la gestion et les autres coûts administratifs liés à la mise en œuvre du mécanisme de subventions.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
N/A	E-1	Processus	Valeur des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement signés	La valeur de tous les contrats signés pour la construction, la réhabilitation ou l'équipement d'établissements d'enseignement (par exemple, technologies de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) à l'aide de fonds du Compact.	US Dollars	Aucun	Contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur fait référence aux contrats de construction des centres d'EFTP soutenus par le Compact. Tous les contrats associés à la construction de centres d'EFTP, y compris les grands travaux de construction, l'équipement des centres d'EFTP et les raccordements aux services publics doivent être inclus dans le calcul de cet indicateur. Cet indicateur ne doit pas comprennent les coûts associés à la supervision et à la gestion et les autres coûts administratifs liés à la mise en œuvre du mécanisme de subventions. Dans les cas où un contrat IDIQ est utilisé, la valeur des ordres de service signés, plutôt que la valeur totale du contrat, doit être indiquée. La valeur contractuelle doit être déclarée dans le trimestre au cours duquel le contrat ou l'ordre de service est signé. Si la valeur d'un contrat change, la valeur totale du contrat doit être déclarée au cours du trimestre où la modification s'est produite. Le partage des coûts par d'autres (par exemple, la composante de financement non-MCC de tout cofinancement avec d'autres donateurs, le gouvernement ou des acteurs tiers) ne devrait pas être inclus.
Sous - Activité Systèmes de gestion de qualité et de responsabilisation de l'ETFP										
Utilisation accrue des données pour éclairer les décisions de gestion (p. Ex. Affectation des ressources, structure du programme, performance, supervision du centre, exploitation et maintenance, etc.)		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera élaboré pour mesurer « l'utilisation accrue des données pour éclairer les décisions de gestion » après Le recrutement du gestionnaire de la subvention et le processus de demande de subvention.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Meilleure disponibilité des données sur la qualité et la pertinence de la formation d'EFTP		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer la "Disponibilité accrue des données sur la qualité et la pertinence de la formation EFTP" après le recrutement du gestionnaire de la subvention et le processus de demande de subvention
Mise en place d'un système d'accréditation et de gestion de la qualité		Produit	Développement du système d'accréditation de l'EFTP	La date à laquelle le système d'accréditation est développé et approuvé	Date	Aucun	AD	AD	Une fois	Les exigences spécifiques pour le développement et l'approbation du système d'accréditation seront définies plus en détail dans le cadre de la conception détaillée de cette sous-activité.
Création et opérationnalisation d'un système d'études sur le suivi des sortants		Produit	Études de suivi réalisées dans des centres d'EFTP soutenus par le Compact	Le nombre d'études de suivi menées dans les centres d'EFTP soutenus par le Compact conformément au système mis en place avec le soutien du Compact.	Nombre	Aucun	AD	AD	Annuel	Lors de chaque cycle de l'enquête de suivi, les données seront collectées au niveau du centre d'EFTP conformément aux exigences techniques énoncées dans cette sous-activité et sera compté comme un seul point de données. Comme spécifié à l'annexe I-8 du Compact, "Le financement du MCC soutiendra les études de suivi initiales, le Gouvernement jouant un rôle croissant dans le financement de ces études pendant le Compact, de sorte qu'à la fin du Compact, le Gouvernement ait pleinement assumé le financement du système d'étude de suivi.
Création et opérationnalisation d'un système d'études sur le suivi des sortants		Produit	Développement d'un système d'études de suivi	La date à laquelle le système d'études de suivi est développé et approuvé.	Date	Aucun	AD	AD	Une fois	Les exigences spécifiques pour le développement et l'approbation du système d'études de suivi seront définies plus en détail dans le cadre de la conception détaillée de cette sous-activité.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Projet Abidjan Transport										
Temps de trajet réduits		Résultat	Durée du temps de trajet	Le temps de trajet sera calculé en nombre de minutes pour parcourir les routes construites, réhabilitées ou améliorées avec le financement du Compact.	Minutes	Route (1. Boulevard VGE 2. Boulevard du Port /Vridi 3. Boulevard du Petit Bassam 4. Boulevard de la Paix 5. Voie Express Yopougon)	AD	AD	Annuel	La firme A&E collectera les données de base dans le cadre de la tâche 3.1.2.1.1 Collecte de données dans le cadre de son contrat. Dans le cadre de ce travail, la firme A&E fournira une description détaillée de la méthodologie et de l'approche de collecte de données utilisées, qui devraient être intégrées dans les informations additionnelles pour cet indicateur lors de la prochaine révision du Plan de S&E. Au minimum, la méthodologie de collecte de données à inclure pour cet indicateur doit spécifier les points d'origine / de destination pertinents, le mois et l'heure (c.-à-d. le matin ou le soir un jour de semaine) pour chaque tronçon de route. De plus, l'entité responsable de la collecte des données doit fournir la documentation des calculs effectués ainsi que les données brutes au MCA-CI. La construction devrait commencer au début de 2021 et durer environ 18 à 24 mois, bien que cela doive être confirmé par la planification des interventions de la firme A&E qui sera produite dans le cadre du modèle de conception à la fin de février 2020. Sur la base du modèle de conception, l'équipe de projet travaillera avec le Directeur du S&E et de l'Analyse Economique du MCA-CI pour mettre à jour le calendrier de communication des données de surveillance pour cet indicateur ainsi que les objectifs annuels et finaux compacts, le cas échéant.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Augmentation de la fluidité de la circulation automobile	R-10	Résultat	Trafic quotidien annuel moyen (AADT)	Le nombre moyen et le type de véhicules par jour, en moyenne sur différentes périodes (jour et nuit) et sur différentes saisons pour arriver à une moyenne journalière annualisée.	Nombre	Route (1. Boulevard VGE 2. Boulevard du Port /Vridi 3. Boulevard du Petit Bassam 4. Boulevard de la Paix 5. Voie Express Yopougon)	AD	AD	Annuel	La firme A&E collectera les données de référence dans le cadre de la tâche 3.1.2.1.1 Collecte de données dans le cadre de son contrat. Dans le cadre de ce travail, le firme A&E fournira une description détaillée de la méthodologie et de l'approche de collecte de données utilisées, qui devraient être intégrées dans les informations additionnelles pour cet indicateur lors de la prochaine révision du Plan de S&E. Au minimum, la méthodologie de collecte de données à inclure pour cet indicateur doit spécifier le point géocodé où le trafic est compté, le mois, le nombre de jours de la semaine et les heures (par exemple 8 h 00 - 18h) pendant laquelle le trafic sera compté pour chaque segment de route. En outre, l'entité responsable de la collecte des données pour cet indicateur doit fournir la documentation des facteurs d'ajustement et autres calculs effectués ainsi que les données brutes au MCA-CI. La construction devrait commencer au début de 2021 et durer environ 18 à 24 mois, bien que cela doive être confirmé par la planification des interventions de la firme A&E qui sera produite dans le cadre du modèle de conception à la fin de février 2020. Sur la base du modèle de conception, l'équipe de projet travaillera avec le Directeur du S&E et de l'Analyse Economique du MCA-CI pour mettre à jour le calendrier de communication des données de surveillance pour cet indicateur ainsi que les objectifs annuels et finaux compacts, le cas échéant.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Augmentation de la fluidité de la circulation automobile Amélioration de l'accès physique au port et à la zone industrielle de Vridi		Résultat	Ratio du flux de capacité	Le nombre de véhicules par voie par heure par rapport à la capacité de conception totale des véhicules par voie par heure.	Ratio	Route (1. Boulevard VGE 2. Boulevard du Port /Vridi 3. Boulevard du Petit Bassam 4. Boulevard de la Paix 5. Voie Express Yopougon)	AD	AD	Une fois	Numérateur = nombre de véhicules par voie par heure. Dénominateur = nombre de véhicules par voie par heure tel qu'établi par la conception détaillée du segment de route et la capacité de conception associée. Le numérateur doit être calculé en utilisant les données de rapport pour le trafic quotidien annuel moyen (AADT) (R-10) Les données AADT pour chaque segment de route sont ajustées pour refléter les volumes de trafic horaires par rapport aux volumes de trafic quotidiens, puis sont divisées par le nombre de voies. La capacité est définie comme le taux maximum auquel les véhicules peuvent passer par un point donné en une heure dans les conditions prévalant sur ce segment de route donné. La capacité tient compte des conditions de la route, telles que le nombre et la largeur des voies, les dénivelés et les attributions d'utilisation des voies, ainsi que les conditions de signalisation. En plus de capturer l'énoncé des résultats de "" Fluidité accrue de la circulation des véhicules "" pour les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact, cet indicateur saisira également l'énoncé de résultats de "Amélioration de l'accès physique au port et Zone industrielle de Vridi " par la désagrégation du boulevard du Port / Vridi et la désagrégation du boulevard du Petit Bassam. "

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Amélioration de la condition physique des segments de route	R-9	Résultat	Rugosité	La mesure de la rugosité de la surface de la route, en mètres de hauteur par kilomètre de distance parcourue.	Mètre par Kilomètre	Route (1. Boulevard VGE 2. Boulevard du Port /Vridi 3. Boulevard du Petit Bassam 4. Boulevard de la Paix 5. Voie Express Yopougon)	Certificats d'acceptation finale	Cabinet d'ingénierie de supervision de la construction.	Une fois	Cet indicateur mesurera l'indice international de rugosité (IRI) des quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact. L'IRI mesure l'écart moyen des distances entre les pics et les creux successifs sur un segment de route par rapport à la surface initiale niveau de la route. L'IRI doit être mesuré dans la trajectoire extérieure des roues de chaque voie par un appareil de classe 3 ou mieux (par exemple classe 1, classe 2). Le rapport de vérification des mesures doit être soumis à MCA-CI et enregistré avec tous les Mesures IRI. Les données doivent être communiquées à au moins une lecture par 100 mètres. Afin de produire un IRI moyen pour chacun des segments de route, l'IRI moyen doit être calculé pour chaque voie dans chaque sens de circulation, à l'exclusion des routes de service, et ensuite l'IRI moyen pour le segment de route doit être calculé sur la base de l'IRI moyen pour chaque voie. La firme A&E collectera des données de référence dans le cadre de la tâche 3.1.2.1.1 Collecte de données dans le cadre de son contrat. Dans le cadre de ce travail, la firme A&E fournira une description détaillée de la méthodologie et de l'approche de collecte de données utilisées, qui devraient être intégrées dans les informations additionnelles pour cet indicateur lors de la prochaine révision du Plan de S&E. Au minimum, la méthodologie de collecte de données à inclure ici pour cet indicateur doit spécifier le dispositif, la classe de dispositif, la norme internationale ASTM utilisée et le logiciel de traitement des données pour chaque segment de route.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Réduction de l'incidence des accidents de la route et des piétons	R-11	Résultat	Décès par accidents de la route	Le nombre de décès par accident sur les routes par an sur les routes construites, réhabilitées ou améliorées grâce au financement du MCC.	Nombre	Sexe (Femme, Homme) Usagers de la route (Occupant de véhicule, Piéton, Autre)	AD	OSER (avec l'assistance technique de l'UIMTA)	Annuel	Cet indicateur mesurera le nombre de décès par accidents de la route sur les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact. Les données devraient inclure : (i) les accidents impliquant un seul véhicule ; (ii) accidents impliquant plusieurs véhicules ; (iii) les accidents impliquant un seul véhicule et un autre usager de la route (par exemple piétons, cyclistes, autres) ; et (iv) les accidents impliquant plusieurs véhicules et un ou plusieurs autres usagers de la route. Les données sur le nombre de décès par accidents de la route par an sur les tronçons routiers du Compact seront collectées par le Bureau de la sécurité routière (OSER) sur la base des rapports d'accidents établis par le bureau de la police nationale dans chaque zone. L'OSER collectera les données pour chaque segment de route, puis les agrégera pour mesurer l'indicateur, conformément aux normes et ventilations spécifiées pour cet indicateur.
Réduction de l'incidence des accidents de la route et des piétons		Résultat	Réduction du nombre d'accidents de la route	Nombre d'accidents de la circulation sur les routes construites, réhabilitées ou améliorées grâce au financement du Compact.	Nombre	Route (1. Boulevard VGE 2. Boulevard du Port /Vridi 3. Boulevard du Petit Bassam 4. Boulevard de la Paix 5. Voie Express Yopougon)	AD	OSER (avec l'assistance technique de l'UIMTA)	Annuel	Cet indicateur mesurera le nombre d'accidents de la route sur les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact. Les données devraient inclure : (i) les accidents impliquant un seul véhicule ; (ii) accidents impliquant plusieurs véhicules ; (iii) les accidents impliquant un seul véhicule et un autre usager de la route (par exemple piétons, cyclistes, autres) ; et (iv) les accidents impliquant plusieurs véhicules et un ou plusieurs autres usagers de la route. Les données sur le nombre d'accidents de la route par an sur les tronçons routiers du Compact seront collectées par l'Office de la sécurité routière (OSER) sur la base des rapports d'accidents établis par le bureau de la police nationale dans chaque zone. L'OSER collectera les données pour chaque segment de route, puis les agrégera pour mesurer l'indicateur, conformément aux normes et ventilations spécifiées pour cet indicateur.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Réduction de l'incidence des accidents de la route et des piétons		Résultat	Évaluation de la sécurité routière iRAP	Pourcentage de kilomètres de routes qui seront construites, réhabilitées ou améliorées avec le financement Compact et qui obtiennent au moins une cote 3 étoiles (c.-à-d. 3 étoiles ou plus) sur la base d'une évaluation de la conception finale produite par la firme A&E. La cote n'est pas attribuée au niveau du segment de route mais au niveau des usagers de la route (par exemple, les occupants des véhicules, les motocyclistes, les piétons et les cyclistes) pour chaque segment de route.	Pourcentage	Route (1. Boulevard VGE 2. Boulevard du Port /Vridi 3. Boulevard du Petit Bassam 4. Boulevard de la Paix 5. Voie Express Yopougon) Usagers de la route (Occupant de véhicule, Motocycliste, Piéton, cyclistes)	Rapport d'évaluation routière iRAP	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Une fois	Les classements par étoiles de l'iRAP sont basés sur des données d'inspection routière (évaluation physique iRAP ou évaluation utilisant des données vidéo des routes) et fournissent une mesure simple et objective du niveau de sécurité `` intégré '' à la route pour les occupants des véhicules, les motocyclistes, cyclistes et piétons. Les routes à cinq étoiles sont les plus sûres tandis que les routes à une étoile sont les moins sûres. Dans le cadre de la tâche 3.2.1.3.1 Sécurité routière : évaluation iRAP du contrat A&E, A&E embauchera iRAP pour fournir une évaluation mise à jour de la ou des solutions de conception recommandées par A&E avec les coûts et les étoiles. La firme A&E doit fournir les rapports d'évaluation iRAP, les recommandations et intégrer les résultats dans les schémas d'itinéraire. Si la conception d'un segment de route devait être modifiée après l'évaluation de l'iRAP, la conception révisée serait soumise à nouveau à l'iRAP pour déterminer si le changement de conception entraînerait une modification de la côte d'iRAP pour le segment de route donné, avec tout changement de la côte d'iRAP à être déclarée au cours du trimestre au cours duquel la révision de la conception a été finalisée.
Activités d'Infrastructures de Transport										
1. Resurfaçage de Boulevard VGE 2. Réhabilitation de Boulevard du Port /Vridi / Petit Bassam 3. Réhabilitation de Boulevard de la Paix 4. Resurfaçage de la Voie Express Yopougon	R-8	Produit	Kilomètres de routes complétés	La longueur des routes en kilomètres sur lesquelles la construction de nouvelles routes ou la reconstruction, la réhabilitation, le resurfaçage ou la modernisation des routes existantes est achevée (certificats remis et approuvés).	Kilomètres	Route (1. Boulevard VGE 2. Boulevard du Port /Vridi 3. Boulevard du Petit Bassam 4. Boulevard de la Paix 5. Voie Express Yopougon)	Certificat d'achèvement	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la longueur des routes pour lesquelles tous les travaux de construction et les travaux ont été achevés et les certificats d'achèvement ont été soumis et approuvés par le MCA. Cet indicateur sera calculé pour les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact. Cet indicateur commun n'est pas ventilé par classe de route (c'est-à-dire primaire / secondaire / tertiaire), car tous les segments de route indiqués à l'annexe I-15 du Compact sont des routes principales. Cela vaut pour les autres indicateurs communs pertinents pour cette activité, à savoir R-6, R-5.1, R-4, R-3, R-2.1 et R-1.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
N/A	R-7	Processus	Emplois temporaires générés par la construction de routes	Le nombre de personnes temporairement employées ou engagées par des entreprises de construction sous contrat avec le MCA pour travailler à la construction de nouvelles routes ou à la reconstruction, la réhabilitation, le resurfaçage ou la modernisation de routes existantes.	Nombre	Sexe (Femme, Homme)	AD	Firme de Construction / Réhabilitation	Trimestriel	Cet indicateur prend en compte le nombre de personnes engagées pour des travaux de construction pour les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact, et non la durée de leur emploi temporaire. Même si une personne a été engagée pour une journée, elle doit être comptée. Les travailleurs locaux et étrangers devraient être inclus. L'emploi informel généré par les activités de construction n'est pas inclus.
N/A	R-6	Processus	Kilomètres de routes sous contrat de travaux	La longueur des routes en kilomètres dans le cadre de contrats de travaux pour la construction de nouvelles routes ou la reconstruction, la réhabilitation, le resurfaçage ou la modernisation de routes existantes.	Kilomètres	Aucun	Contrats de Construction / Réhabilitation	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la longueur des routes pour lesquelles un contrat de construction ou de travaux a été conclu entre le MCA-CI et une entreprise de construction. Cet indicateur sera calculé pour les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15. La longueur des routes en kilomètres indiquée ici doit correspondre aux informations listées dans le (s) contrat (s) signé (s) par le MCA-CI.
N/A	R-5	Processus	Pourcentage décaissé des contrats de construction de routes	Le montant total de tous les contrats de construction signés pour de nouvelles routes ou la reconstruction, la réhabilitation, le resurfaçage ou la modernisation de routes existantes décaissés divisé par la valeur totale de tous les contrats signés.	Pourcentage	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Numérateur = Valeur décaissée des contrats de construction, de réhabilitation, de resurfaçage et / ou de mise à niveau des routes (R-5.1). Dénominateur = Valeur des contrats de construction, de réhabilitation, de resurfaçage ou de mise à niveau des routes signés (R-4). Cet indicateur se réfère aux contrats de construction pour la réhabilitation, le resurfaçage ou la mise à niveau des quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 à l'aide de fonds compacts. Le pourcentage décaissé des contrats de construction de routes sera calculé automatiquement à partir des deux indicateurs d'entrée R-5.1 (numérateur) et R-4 (dénominateur). Tous les contrats associés à la réhabilitation, au resurfaçage et à la modernisation de ces quatre segments de route, y compris les grands travaux de construction, devraient être inclus dans le calcul de cet indicateur. Les coûts associés à la conception, à la faisabilité, à la supervision ou à la gestion ne devraient pas être inclus.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
N/A	R-5.1	Processus	Valeur décaissée des contrats de construction de routes	Le montant décaissé de tous les contrats de construction signés pour de nouvelles routes ou la reconstruction, la réhabilitation, le resurfaçage ou la modernisation de routes existantes à l'aide de fonds du Compact.	US Dollars	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure le décaissement de tous les contrats de construction pour la réhabilitation, le resurfaçage ou la mise à niveau des quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 à l'aide de fonds compacts. Tous les contrats associés à la réhabilitation et au resurfaçage de ces quatre segments de route, y compris les grands travaux de construction, devraient être inclus dans le calcul de cet indicateur. Les montants des décaissements doivent être enregistrés dans les trimestres au cours desquels les paiements de factures sont effectués. Les coûts associés à la conception, à la faisabilité, à la supervision ou à la gestion ne devraient pas être inclus.
N/A	R-4	Processus	Valeur des contrats de construction de routes signés	La valeur de tous les contrats de construction signés pour de nouvelles routes ou la reconstruction, la réhabilitation, le resurfaçage ou la modernisation de routes existantes à l'aide de fonds du Compact.	US Dollars	Aucun	Contrats de Construction / Réhabilitation	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la valeur contractuelle de tous les contrats signés pour la réhabilitation et le resurfaçage des quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact à l'aide de fonds compacts. Tous les contrats associés à la réhabilitation et au resurfaçage, y compris les grands travaux de construction, pour ces quatre les segments de route doivent être inclus dans le calcul de cet indicateur. Dans les cas où un contrat IDIQ est utilisé, la valeur des ordres de service signés, plutôt que la valeur totale du contrat, doit être indiquée. La valeur contractuelle doit être déclarée dans le trimestre au cours duquel le contrat ou l'ordre de service est signé. Si la valeur d'un contrat change, la valeur totale du contrat doit être déclarée au cours du trimestre où la modification s'est produite. Le partage des coûts par d'autres (par exemple, la composante de financement non MCC de tout cofinancement avec d'autres donateurs ou le Gouvernement) ne devrait pas être inclus. Les coûts associés à la conception, à la faisabilité, à la supervision ou à la gestion ne devraient pas être inclus.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
N/A	R-3	Processus	Kilomètres de routes en cours de conception	La longueur des routes en kilomètres sous contrat de conception. Cela comprend les conceptions pour la construction de nouvelles routes et la reconstruction, la réhabilitation, le resurfaçage ou la mise à niveau des routes existantes.	Kilomètres	Aucun	Contrat A&E	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la longueur des routes pour lesquelles un contrat de conception a été conclu entre MCA-CI et une firme d'ingénierie. Cet indicateur sera calculé pour les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15. La longueur des routes en kilomètres indiquée ici doit correspondre aux informations listées dans le (s) contrat (s) signé (s) par le MCA-CI.
N/A	R-2	Processus	Pourcentage décaissé des contrats de faisabilité et de conception des routes	Le montant total de tous les contrats de faisabilité, de conception et environnementaux signés, y compris les plans d'action de réinstallation, pour les investissements routiers décaissés divisé par la valeur totale de tous les contrats signés.	Pourcentage	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Le pourcentage décaissé des contrats de faisabilité et de conception des routes sera calculé automatiquement à partir des deux indicateurs d'entrée R-2.1 (numérateur) et R-1 (dénominateur). Numérateur (R-2.1) = Valeur décaissée des contrats de faisabilité et de conception des routes. Dénominateur (R-1) = Valeur des contrats de faisabilité routière et de conception signés. Cet indicateur ne doit pas inclure les coûts associés à la préfaisabilité, à la supervision, à la gestion ou à d'autres coûts administratifs.
N/A	R-2.1	Processus	Valeur décaissée des contrats de faisabilité et de conception des routes	Le montant décaissé de tous les contrats de faisabilité, de conception et environnementaux signés, y compris les plans d'action de réinstallation, pour les investissements routiers utilisant le 609 (g) et les fonds du Compact.	US Dollars	Aucun	Système financier du MCA-CI	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure les décaissements de tous les contrats de faisabilité et de conception pour les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact. Les montants des décaissements doivent être enregistrés dans les trimestres au cours desquels les paiements de factures sont effectués. Cet indicateur ne doit pas inclure les coûts associés à la préfaisabilité, à la supervision, à la gestion ou à d'autres coûts administratifs.
N/A	R-1	Processus	Valeur des contrats de faisabilité et de conception de routes signés	La valeur de tous les contrats de faisabilité, de conception et environnementaux signés, y compris les plans d'action de réinstallation, pour les investissements routiers utilisant 609 (g) et des fonds du Compact.	US Dollars	Aucun	Contrat A&E	Directeur Exécutif Administration, finances et Passation des marchés du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la valeur contractuelle de tous les contrats de faisabilité et de conception de routes signés pour les quatre segments de route spécifiés à l'annexe I-15 du Compact. Si la valeur d'un contrat change, la valeur totale du contrat doit être déclarée au cours du trimestre où la modification s'est produite. Les coûts associés à la préfaisabilité, à la supervision, à la gestion ou à d'autres coûts administratifs ne devraient pas être inclus.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Activité de gestion et de planification des transports										
1. Priorité économique de la maintenance et de la réhabilitation (M&R) 2. Utilisation accrue de techniques de M&R rentables et durables sur les plans environnemental et social		Résultat	Kilomètres de routes achevées dans le district d'Abidjan conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité	La longueur des routes en kilomètres sur lesquelles la réhabilitation, le resurfaçage ou la mise à niveau des routes existantes est achevée (certificats remis et approuvés) conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité pour le district d'Abidjan.	Kilomètres	Classe de route (primaire, secondaire, tertiaire)	Certificat d'achèvement	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la longueur des routes en kilomètres-voies pour lesquelles toutes les constructions et les travaux ont été achevés et les certificats d'achèvement ont été soumis et approuvés par le MCA-CI.
1. Priorité économique de la maintenance et de la réhabilitation (M&R) 2. Utilisation accrue de techniques de M&R rentables et durables sur les plans environnemental et social		Résultat	Kilomètres de routes dans le district d'Abidjan sous contrats de travaux conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité	La longueur des routes en kilomètres sous contrats de travaux de réhabilitation, de resurfaçage ou de mise à niveau des routes existantes conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité pour le district d'Abidjan.	Kilomètres	Classe de route (primaire, secondaire, tertiaire)	Contrats de construction signés	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la longueur des routes en kilomètres-voies pour lesquelles un contrat de construction ou de travaux a été conclu entre MCA-CI et une entreprise de construction. La longueur des routes en kilomètres-voies indiquée ici doit correspondre aux informations énumérées dans le (s) contrat (s) signé (s) par MCA-CI.
1. Priorité économique de la maintenance et de la réhabilitation (M&R) 2. Utilisation accrue de techniques de M&R rentables et durables sur les plans environnemental et social		Résultat	Kilomètres de routes dans le district d'Abidjan en cours de conception conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité	La longueur des routes en kilomètres faisant l'objet de contrats de conception pour la réhabilitation, le resurfaçage ou la mise à niveau des routes existantes conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité pour le district d'Abidjan.	Kilomètres	Classe de route (primaire, secondaire, tertiaire)	Contrats de construction signés	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Trimestriel	Cet indicateur mesure la longueur des routes en kilomètres-voies pour lesquelles un contrat de conception a été conclu entre MCA-CI et une firme d'ingénierie. La longueur des routes en kilomètres-voies indiquée ici doit correspondre aux informations énumérées dans le (s) contrat (s) signé (s) par MCA-CI.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Sous-Activité de Priorisation des routes et de la sécurité à Abidjan										
Priorité économique de la maintenance et de la réhabilitation (M&R)		Résultat	La liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité pour le district d'Abidjan est approuvée	Date d'approbation de la liste d'investissements pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité du district d'Abidjan.	Date	Aucun	Liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité (Livrable 17 dans le cadre du contrat UITMA)	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Une fois	La liste d'investissements pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité pour le district d'Abidjan doit être basée sur la base de données d'inventaire des actifs routiers et produite conformément au système et au manuel de gestion des infrastructures urbaines. L'entreprise mandatée par le MCA-CI dans le cadre du contrat d'assistance technique à la gestion des infrastructures urbaines (UIMTA) apportera un soutien à AGEROUTE et OSER, entre autres, afin de produire la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité pour le district d'Abidjan.
Création d'une base de données d'inventaire des actifs routiers pour Abidjan		Produit	Création d'une base de données d'inventaire des actifs routiers pour le district d'Abidjan	Date à laquelle la base de données d'inventaire des actifs routiers est terminée et disponible pour utilisation. Cela nécessite que la base de données soit entièrement remplie avec les données pertinentes, afin d'être utilisable par le personnel technique.	Date	Aucun	Système de gestion des infrastructures urbaines et manuel (Livrable 7 dans le cadre du contrat UITMA)	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Une fois	L'UITMA développera un système de gestion des actifs routiers avec des procédures de collecte et d'analyse des données pour la base de données de gestion des infrastructures. La base de données doit au minimum pouvoir prendre en charge le sous-système de maintenance, restauration, réhabilitation et reconstruction au niveau du réseau, la capacité d'analyse des données historiques, l'analyse au niveau du projet, les outils graphiques et de reporting.
Adoption de nouvelles technologies de préservation et de réhabilitation des chaussées et de techniques de gestion		Produit	Élaboration du manuel de préservation et de réhabilitation des chaussées pour le district d'Abidjan	La date à laquelle le manuel de préservation et de réhabilitation des chaussées du district d'Abidjan est finalisé et adopté.	Date	Aucun	Manuel Approuvé	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Une fois	L'entreprise engagée par MCA-CI dans le cadre du contrat UIMTA apportera un soutien à AGEROUTE et OSER, entre autres, pour développer le manuel de préservation et de réhabilitation des chaussées du district d'Abidjan. Le manuel sera ensuite présenté, approuvé et discuté avec toutes les parties prenantes au sein du CTCTR (Comité Technique de Coordination du Trafic Routier ou Comité de Gestion du Trafic). Le manuel sera considéré comme adopté une fois qu'il aura été approuvé par toutes les parties prenantes concernées par le CTCTR lors d'un atelier, avec une documentation appropriée de cette approbation fournie au MCA-CI.
Création d'une base de données sur la sécurité routière à Abidjan		Produit	Création d'une base de données sur la sécurité routière pour le district d'Abidjan	Date à laquelle la base de données sur les accidents de la route est terminée et disponible pour utilisation. Cela nécessite que la base de données soit entièrement remplie avec les données pertinentes, afin d'être utilisable par le personnel technique.	Date	Aucun	Système de gestion des infrastructures urbaines et manuel (Livrable 7 dans le cadre du contrat UITMA)	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Une fois	L'UITMA développera un système de base de données sur les accidents de la route rentable et durable, de préférence en utilisant MS Excel avec la fonctionnalité de soutien du système d'information géographique (SIG), couvrant tous les sujets de la collecte de données à la diffusion des données. La base de données doit être conçue de manière à être intégrée dans le système de codage des actifs routiers.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Sous - Activité Programme d'Études Supérieures en Infrastructures										
Développement de l'emploi et de la formation continue pour des entités clés telles que FER, AGEROUTE, LBTP, etc.	E-7	Résultat	Diplômés des activités d'éducation soutenues par le MCC	Le nombre d'élèves diplômés de la classe la plus élevée (année) pour ce niveau d'éducation dans les programmes scolaires soutenus par le MCC.	Nombre	Sexe (Femme, Homme)	AD	INPHB & ENSEA	Annuel	Cet indicateur suit le nombre total d'étudiants diplômés du programme d'études supérieures soutenu par le Compact mis en œuvre par l'ENSEA et l'INPHB sur la gestion des routes financé par la sous-activité. Un étudiant n'est considéré comme ayant obtenu son diplôme qu'après avoir suivi tous les cours pertinents, réussi tous les examens de certification et reçu un certificat de fin d'études. Bien que cet indicateur mesure un résultat du cadre logique qui est un produit pour cette sous-activité, le niveau d'indicateur est répertorié comme un résultat pour se conformer aux directives du MCC sur les indicateurs communs.
Développement de l'emploi et de la formation continue pour des entités clés telles que FER, AGEROUTE, LBTP, etc.	E-6	Résultat	Étudiants participants à des activités éducatives soutenues par le MCC	Le nombre d'étudiants inscrits ou participants à des programmes d'enseignement scolaire soutenus par le MCC.	Nombre	Sexe (Femme, Homme)	AD	INPHB, ENSEA, Firme A&E	Trimestriel	Cet indicateur suit le nombre total d'étudiants qui se sont déjà inscrits au programme d'études supérieures en infrastructure soutenu par le Compact mis en œuvre par l'ENSEA et l'INPHB sur la gestion des routes financée par la sous-activité via l'Université partenaire. Cet indicateur permettra également de saisir les individus qui obtiennent une formation structurée à travers l'A&E. La firme A&E fournira dix modules en coordination avec INP-HB / ENSEA, qui peuvent compter pour l'exigence de maîtrise fixée par INP-HB / ENSEA avec l'achèvement d'une thèse de maîtrise. Alors que cet indicateur mesure un résultat du cadre logique il est un produit pour cette sous-activité, le niveau de l'indicateur est répertorié comme résultat pour se conformer aux directives du MCC sur les indicateurs communs. La raison pour laquelle il existe deux approches pour la formation soutenue par le Compact dans cette sous-activité est due au calendrier ; le Compact exige que les personnes concernées soient formées pour s'engager efficacement dans les travaux A&E et UIMTA, y compris l'élaboration de la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité pour le district d'Abidjan. Cet indicateur ne soustrait pas les abandons et ne rapporterait une personne qu'une seule fois si elle s'inscrit au programme sur plusieurs années différentes. Pour rendre compte de cet indicateur, le nombre total d'inscriptions à une activité éducative doit être déclaré, puis chaque année, seul le nombre supplémentaire d'inscriptions doit être ajouté au nombre réel actuel. Les données seront collectées par ENSEA, INPHB et A&E. Les données seront fournies au MCA-CI pour mesurer l'indicateur.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Développement de l'emploi et de la formation continue pour des entités clés telles que FER, AGEROUTE, LBTP, etc.		Processus	Programme d'études supérieures en infrastructure soutenu par le Compact opérationnel	La date à laquelle le programme d'études supérieures en infrastructure soutenu par le Compact, développé en collaboration avec l'université partenaire internationale, est opérationnel et commence à former les étudiants (c'est-à-dire que les premiers cours d'une journée complète sont offerts).	Date	Aucun	AD	INPHB & ENSEA	Une fois	
Développement de l'emploi et de la formation continue pour des entités clés telles que FER, AGEROUTE, LBTP, etc.		Processus	Conclusion d'un accord de partenariat pour le programme d'Etudes Supérieures en Infrastructure soutenu par le Compact	La date à laquelle un accord de partenariat est signé avec l'université partenaire internationale pour la création du programme d'études supérieures en infrastructure du Compact.	Date	Aucun	AD	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Une fois	
Sous - Activité du Fonds d'entretien routier										
Augmentation des financements pour l'entretien des routes		Produit	Montant du financement pour l'entretien des routes obtenu grâce au fonds de contrepartie incitatif	Le montant du financement investi dans l'entretien courant et périodique grâce au fonds de contrepartie pour l'entretien routier.	Francs CFA	Source de financement (MCC ; Gouvernement de Côte d'Ivoire)	Compte bancaire distinct établi par le MCA-CI pour abriter la contribution du Gouvernement de la Côte d'Ivoire au fonds d'entretien routier	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Annuel	

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Amélioration de la supervision du FER par les usagers de la route		Produit	Participation des associations d'usagers de la route au Conseil d'Administration du FER	Nombre de réunions du Conseil d'Administration du FER avec une représentation d'au moins 50% des associations d'usagers de la route. Numérateur = Le nombre de réunions du Conseil d'Administration du FER au cours de l'année du Compact au cours desquelles au moins 50% des membres du Conseil d'administration du FER présents à la réunion, sur la base de la feuille de présence signée, étaient membres des associations d'usagers de la route. Dénominateur = Nombre total de réunions du Conseil d'Administration du FER qui ont eu lieu pendant l'année du Compact.	Pourcentage	Aucun	Rapport des réunions du Conseil d'Administration du FER	FER	Annuel	Pendant chaque année de mise en œuvre du Compact, le FER fournira la documentation pertinente (par exemple le procès-verbal de la réunion et la feuille de présence signée) pour chaque réunion du Conseil tenue au cours de l'année. FER fournira la documentation citée ci-dessus au MCA-CI une fois par an, à la fin de chaque année du Compact, et non trimestriellement après chaque réunion du Conseil.
Augmentation des financements pour l'entretien des routes		Produit	Augmentation de l'allocation budgétaire au FER	Cet indicateur mesure la variation annuelle de l'allocation budgétaire au FER par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire en pourcentage. Numérateur = L'allocation budgétaire au FER par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire au cours de l'année en cours moins l'allocation budgétaire au FER par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire l'année précédente. Dénominateur = allocation budgétaire du Gouvernement de la Côte d'Ivoire au cours de l'année précédente.	Pourcentage	Aucun	Rapport d'audit financier du FER	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Annuel	-

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
Augmentation des financements pour l'entretien des routes		Produit	Réduction en pourcentage du montant de la dette contractée par le FER	Le pourcentage de réduction du montant de la dette que le FER doit aux banques et aux fournisseurs (comptes créditeurs en souffrance au cours des 120 derniers jours). Cet indicateur doit être calculé comme la variation en pourcentage en termes cumulatifs de la dette totale due par le FER par rapport à la valeur de référence initiale de la dette totale de FER à la date d'entrée en vigueur du Compact. Numérateur = Montant initial de la dette due par le FER au moment de l'entrée en vigueur du Compact moins le montant actuel de la dette due par FER. Dénominateur = montant initial de la dette due par le FER au moment de l'entrée en vigueur du Compact.	Pourcentage	Aucun	AD	FER	Annuel	
Sous - Activité Centre de stationnement et de logistique des camions										
Réduction du nombre de camions stationnés dans la zone portuaire		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera élaboré pour mesurer le résultat « Réduction du nombre de camions stationnés dans la zone portuaire » une fois la phase 1 de la sous-activité terminée et les travaux de la phase 2 commencés. Comme indiqué à l'annexe I-21 du Compact, "Dans le cadre de la phase 1, le financement du MCC permettra de réaliser l'étude détaillée de la demande de stationnement pour camions, de l'emplacement, de la faisabilité technique et administrative, de la viabilité commerciale et des options de PPP". Dans le cadre de la phase 2, dont la faisabilité est identifiée dans la phase 1, le conseiller en transactions soutenu par le MCC aidera le Gouvernement à obtenir, négocier et clôturer un PPP, et le financement du MCC soutiendra davantage l'assistance technique et le soutien pendant la mise en œuvre du Compact. Le gouvernement accepte de fournir le terrain requis, avec un titre de propriété, pour le site PPLC TPLC. " Cela devrait se produire à la fin de 2020.

Résultat du Cadre Logique	CI Code	Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Désagrégation	Source de données primaires	Responsable de la collecte	Fréquence de Rapportage	Information additionnelle
TPLC pleinement opérationnel (prestataires de services sur site et fonctionnels) et disponible pour les chauffeurs de camion		Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	Un indicateur sera développé pour mesurer le résultat « TPLC pleinement opérationnel » après le développement du partenariat public-privé (PPP) une fois la phase 1 de la sous-activité terminée. Comme indiqué à l'annexe I-21 du Compact, "Dans le cadre de la phase 1, le financement du MCC permettra de réaliser l'étude détaillée de la demande de stationnement pour camions, de l'emplacement, de la faisabilité technique et administrative, de la viabilité commerciale et des options de PPP". Dans le cadre de la phase 2, dont la faisabilité est identifiée dans la phase 1, le conseiller en transactions soutenu par le MCC aidera le Gouvernement à obtenir, négocier et clôturer un PPP, et le financement du MCC soutiendra davantage l'assistance technique et le soutien pendant la mise en œuvre du Compact. Le gouvernement accepte de fournir le terrain requis, avec un titre de propriété, pour le site PPLC TPLC. " Cela devrait se produire à la fin de 2020.
Construction du centre de stationnement et de Logistique pour camions (TPLC) achevée		Produit	TPLC achevé	La date à laquelle la construction de l'installation du TPLC est terminée conformément aux normes établies dans l'accord PPP.	Date	Aucun	AD	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Une fois	Le TPLC sera considéré comme terminé lorsque tous les certificats de construction, d'équipement et d'utilité auront été signés et fournis au MCA-CI conformément aux exigences et aux normes stipulées dans l'accord PPP. Cet indicateur nécessite uniquement que les travaux physiques soient terminés, que l'équipement requis soit installé et que les services publics soient connectés. Il n'exige pas que les fournisseurs de services n'exigent pas que le TPLC soit pleinement opérationnel (par exemple, les fournisseurs de services sont sur place et fonctionnels, etc.) et disponibles pour recevoir les chauffeurs de camion.
Convention financière pour un partenariat public-privé (PPP) pour le TPLC		Produit	Convention financière pour un PPP pour le TPLC	La date de de signature de la convention financière du PPP pour l'installation du TPLC.	Date	Aucun	Contrat / Accord PPP pour l'installation du TPLC	Directeur Exécutif du Projet ATP du MCA-CI	Une fois	Cet indicateur saisit la date à laquelle la convention financière du PPP pour l'installation du TPLC est signée avec le partenaire du secteur privé pour la création et la gestion du TPLC.

Annexe II : Tableau des données de références et des cibles des indicateurs

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Projet de Compétences pour l'employabilité et la productivité												
Produit	Réformes juridiques, financières et politiques adoptées		Nombre	Cumulatif	0 (2019)							N/A
Activité d'Education Secondaire												
Résultat	Taux Brut de Scolarisation dans les établissements scolaire du premier cycle du secondaire dans la région du Gbêkê	Total	Pourcentage	Niveau	86.5 (2018)					AD	**AD**	Annuaire statistique du secteur de l'éducation 2018 - 2019 de la DSPS Page 75
		Femme			81.2 (2018)					AD	**AD**	
		Homme			91.4 (2018)					AD	**AD**	
Résultat	Taux Brut de Scolarisation dans les établissements scolaire du premier cycle du secondaire dans la région de San Pédro	Total	Pourcentage	Niveau	67.7 (2018)					AD	**AD**	Annuaire statistique du secteur de l'éducation 2018 - 2019 de la DSPS Page 76
		Femme			62.5 (2018)					AD	**AD**	
		Homme			72.4 (2018)					AD	**AD**	
Résultat	Inégalité entre les sexes dans la scolarisation dans le premier cycle du secondaire dans le Gbêkê et San Pedro	Total	Point de Pourcentage	Niveau								Calcul basé sur les données extraites de l'Annuaire Statistique de la DSPS 2018-2019, page 75
		Gbêkê			10,2					AD	**AD**	
		San Pedro			9,9					AD	**AD**	

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Taux Brut d'Admission pour les élèves de la dernière année des écoles secondaires de 1er cycle soutenues par le Compact	Total	Pourcentage	Niveau				AD	AD	AD	**AD**	N/A
		Gbêkê						AD	AD	AD	**AD**	
		Gbêkê - Femme										
		Gbêkê - Homme										
		San Pedro						AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro - Femme										
		San Pedro - Homme										
Sous - Activité Politique du Genre et renforcement institutionnel												
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Résultat	Budget de l'unité Genre reçu		Francs CFA	Niveau	0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
Produit	Unité Genre opérationnalisée		Date	Date		07-Févr-20					**07-Févr-20**	N/A
Produit	Adoption d'une politique nationale genre dans l'éducation		Date	Date		07-Févr-20					**07-Févr-20**	N/A
Sous-Activité Nouveaux collèges pour l'accès équitable												
Résultat	Élèves participants à des activités éducatives soutenues par le MCC	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
		Gbêkê - Femme			0 (2019)							
		Gbêkê - Homme			0 (2019)							
		San Pedro			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro - Femme			0 (2019)							
		San Pedro - Homme			0 (2019)							

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Taux de Promotion des élèves des écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact dans le Gbêkê	Total	Pourcentage	Niveau				AD	AD	AD	**AD**	N/A
		6ième						AD	AD	AD	**AD**	
		6ième - Femme										
		6ième - Homme										
		5ième						AD	AD	AD	**AD**	
		5ième - Femme										
		5ième - Homme										
		4ième						AD	AD	AD	**AD**	
		4ième - Femme										
		4ième - Homme										
Résultat	Taux de Promotion des élèves des écoles secondaires du premier cycle soutenues par le Compact à San Pedro	Total	Pourcentage	Niveau				AD	AD	AD	**AD**	N/A
		6ième						AD	AD	AD	**AD**	
		6ième - Femme										
		6ième - Homme										
		5ième						AD	AD	AD	**AD**	
		5ième - Femme										
		5ième - Homme										
		4ième						AD	AD	AD	**AD**	
		4ième - Femme										
		4ième - Homme										

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Taux Brut de Scolarisation des enfants ayant l'âge scolaire requis dans les zones de recrutement des collèges soutenus par le Compact	Total	Pourcentage	Niveau				AD	AD	AD	**AD**	N/A
		Gbêkê						AD	AD	AD	**AD**	
		Gbêkê - Femme										
		Gbêkê - Homme										
		San Pedro						AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro - Femme										
		San Pedro - Homme										
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Produit	Infrastructures éducatives construites ou réhabilitées	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	74	**74**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
Produit	Salles de classe construites et prêtes à l'emploi	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	752	**752**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
Produit	Établissements scolaires du secondaire du premier cycle pratiquement achevées	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	74	**74**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Produit	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Produit	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Produit	COGES créés et fonctionnels	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	74	**74**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
Produit	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Processus	Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement		Pourcentage	Niveau	0 (2019)		AD	AD	AD	100	**100**	N/A
Processus	Valeur décaissée sur les contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Total	US Dollars	Cumulatif	0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	
Processus	Valeur des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement signés	Total	US Dollars	Cumulatif	0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Processus	Sites scolaires sélectionnés	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)	20	AD	AD	AD	74	**74**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	
Processus	Villages potentiels sélectionnés	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)	20	AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
		Gbêkê			0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	
Sous - Activité Amélioration et extension de la formation des enseignants												
Résultat	Elèves bénéficiant d'un enseignement amélioré	Total	Nombre	Niveau	0 (2019)					AD	**AD**	N/A
		Femme			0 (2019)							
		Homme			0 (2019)							
Produit	Enseignants formés	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)				AD	600	**600**	N/A
		Femme			0 (2019)							
		Homme			0 (2019)							
Produit	Élèves-enseignants diplômés d'un campus de formation des enseignants de l'ENS	Total	Nombre	Niveau	881 (2019)							Statistiques des candidats admis aux examens pratiques et pédagogiques - Session 2019 (ENS, Centre de formation initiale)
		Femme										
		Homme										

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Produit	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Produit	Infrastructures éducatives construites ou réhabilitées	Nombre	Cumulatif	0 (2019)				2	2	**2**	N/A
Produit	Date de mise en œuvre du curriculum réformé	Date	Date				AD			**AD**	N/A
Produit	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Produit	Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Pourcentage	Niveau	0 (2019)			AD	AD	100	**100**	N/A
Produit	Valeur décaissée sur les contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	US Dollars	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	N/A
Produit	Valeur des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement signés	US Dollars	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	N/A

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Sous - Activité Système de gestion et de prise des décisions												
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Produit	Pourcentage de poste de travail pertinents occupés par un membre du personnel formé sur le SIGE	Total	Pourcentage	Niveau	AD			AD	AD	AD	**AD**	AD
		Gbêkê			AD			AD	AD	AD	**AD**	
		San Pedro			AD			AD	AD	AD	**AD**	
		National			AD			AD	AD	AD	**AD**	
Produit	Déploiement des améliorations du SIGE avec le soutien du Compact		Date	Date				AD			**AD**	N/A
Produit	Pourcentage de postes de travail pertinents occupés par un membre du personnel formé à l'interprétation des données et à la prise de décisions	Total	Pourcentage	Niveau	AD				AD	AD	**AD**	AD
		Gbêkê			AD				AD	AD	**AD**	
		San Pedro			AD				AD	AD	**AD**	
		National			AD				AD	AD	**AD**	
Produit	Mise en œuvre d'évaluations nationales pour les établissements du premier cycle du secondaire		Nombre	Cumulatif	0 (2019)				2	2	**2**	N/A
Produit	Mise en place d'évaluations internationales pour les établissements du premier cycle du secondaire		Nombre	Cumulatif	0 (2019)			1	1	1	**1**	N/A
Produit	Élaboration d'un cadre national d'évaluation pour les écoles du premier cycle du secondaire		Date	Date			AD				**AD**	N/A

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Activité d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle												
Résultat	Taux d'emploi des diplômés des centres d'EFTP soutenus par le Compact dans leur domaine d'études neuf mois après l'obtention du diplôme	Total	Pourcentage	Niveau						AD	**AD**	N/A
		Centre TP								AD	**AD**	
		Centre TP - Femme										
		Centre TP - Homme										
		Centre ETFP 2								AD	**AD**	
		Centre ETFP 2 - Femme										
		Centre ETFP 2 - Homme										
		Centre ETFP 3								AD	**AD**	
		Centre ETFP 3 - Femme										
		Centre ETFP 3 - Homme										
		Centre ETFP 3								AD	**AD**	
		Centre ETFP 4 - Femme										
		Centre ETFP 4 - Homme										

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Diplômés des activités d'éducation soutenues par le MCC qui sont employés	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)					AD	**AD**	N/A
		Centre TP			0 (2019)					AD	**AD**	
		Centre TP - Femme			0 (2019)							
		Centre TP - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 2			0 (2019)					AD	**AD**	
		Centre ETFP 2 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 2 - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3			0 (2019)					AD	**AD**	
		Centre ETFP 3 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3 - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3			0 (2019)					AD	**AD**	
		Centre ETFP 4 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 4 - Homme			0 (2019)							

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Productivité individuelle (gains)	Total	Francs CFA	Niveau						AD	**AD**	
		Centre TP								AD	**AD**	
		Centre TP - Femme										
		Centre TP - Homme										
		Centre ETFP 2								AD	**AD**	
		Centre ETFP 2 - Femme										
		Centre ETFP 2 - Homme										
		Centre ETFP 3								AD	**AD**	
		Centre ETFP 3 - Femme										
		Centre ETFP 3 - Homme										
		Centre ETFP 3								AD	**AD**	
		Centre ETFP 4 - Femme										
		Centre ETFP 4 - Homme										

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Sous - Activité Nouveau modèle d'EFTP dirigé par le secteur privé												
Résultat	Diplômés des activités d'éducation soutenues par le MCC	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)					AD	**AD**	N/A
		Centre TP			0 (2019)					AD	**AD**	
		Centre TP - Femme			0 (2019)							
		Centre TP - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 2			0 (2019)					AD	**AD**	
		Centre ETFP 2 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 2 - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3			0 (2019)					AD	**AD**	
		Centre ETFP 3 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3 - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3			0 (2019)					AD	**AD**	
		Centre ETFP 4 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 4 - Homme			0 (2019)							

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Étudiants participants à des activités éducatives soutenues par le MCC	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)							N/A
		Centre TP			0 (2019)							
		Centre TP - Femme			0 (2019)							
		Centre TP - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 2			0 (2019)							
		Centre ETFP 2 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 2 - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3			0 (2019)							
		Centre ETFP 3 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3 - Homme			0 (2019)							
		Centre ETFP 3			0 (2019)							
		Centre ETFP 4 - Femme			0 (2019)							
		Centre ETFP 4 - Homme			0 (2019)							

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Taux d'abandon des étudiants dans les centres d'EFTP soutenus par le Compact	Total	Pourcentage	Niveau								N/A
		Centre TP										
		Centre TP - Femme										
		Centre TP - Homme										
		Centre ETFP 2										
		Centre ETFP 2 - Femme										
		Centre ETFP 2 - Homme										
		Centre ETFP 3										
		Centre ETFP 3 - Femme										
		Centre ETFP 3 - Homme										
		Centre ETFP 3										
		Centre ETFP 4 - Femme										
		Centre ETFP 4 - Homme										
Résultat	Formation dispensée en milieu de travail ou en environnement réel	Total	Pourcentage	Niveau						50	**50**	N/A
		Centre TP								50	**50**	
		Centre ETFP 2								50	**50**	
		Centre ETFP 3								50	**50**	
		Centre ETFP 4								50	**50**	
Résultat	Autonomie Budgétaire	Total	Pourcentage	Niveau						AD	**AD**	N/A
		Centre TP								AD	**AD**	
		Centre ETFP 2								AD	**AD**	
		Centre ETFP 3								AD	**AD**	
		Centre ETFP 4								AD	**AD**	

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur	Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Résultat	Obtention de l'accréditation de l'EFTP pour les centres d'EFTP soutenus par le Compact	Nombre	Cumulatif	0 (2019)					3	**3**	N/A
Produit	Infrastructures éducatives construites ou réhabilitées	Nombre	Cumulatif	0 (2019)					3	**3**	N/A
Produit	Mise en place d'un système de boucle de rétroaction	Date	Date			AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
Processus	Pourcentage décaissé des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	Pourcentage	Niveau	0 (2019)		AD	AD	AD	100	**100**	N/A
Processus	Valeur décaissée sur les contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement	US Dollars	Cumulatif	0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
Processus	Valeur des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements d'enseignement signé	US Dollars	Cumulatif	0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Sous - Activité Systèmes de gestion de qualité et de responsabilisation de l'ETFP												
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Produit	Développement du système d'accréditation de l'EFTP		Date	Date					AD	AD	**AD**	N/A
Produit	Études de suivi réalisées dans des centres d'EFTP soutenus par le Compact		Nombre	Cumulatif	0 (2019)					3	**3**	N/A
Produit	Développement d'un système d'études de suivi		Date	Date					AD	AD	**AD**	N/A
Projet Abidjan Transport												
Résultat	Durée du temps de trajet	Total	Minutes	Niveau								À collecter par la firme A&E (données attendues en décembre 2019)
		Boulevard VGE			AD					AD	**AD**	
		Boulevard du Port /Vridi			AD					AD	**AD**	
		Boulevard du Petit Bassam			AD					AD	**AD**	
		Boulevard de la Paix			AD					AD	**AD**	
		Voie Express Yopougon			AD					AD	**AD**	
Résultat	Trafic quotidien annuel moyen (AADT)	Total	Nombre	Niveau								À collecter par la firme A&E (données attendues en décembre 2019)
		Boulevard VGE			AD					106 302	**106 302**	
		Boulevard du Port /Vridi			AD					36 092	**36 092**	
		Boulevard du Petit Bassam			AD					54 081	**54 081**	
		Boulevard de la Paix			AD					62 154	**62 154**	
		Voie Express Yopougon			AD					87 016	**87 016**	

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Ratio du flux de capacité	Total	Ratio	Niveau								À collecter par la firme A&E (données attendues en décembre 2019)
		Boulevard VGE			AD					0,72	**0,72**	
		Boulevard du Port /Vridi			AD					0,44	**0,44**	
		Boulevard du Petit Bassam			AD					0,66	**0,66**	
		Boulevard de la Paix			AD					0,77	**0,77**	
		Voie Express Yopougon			AD					0,6	**0,6**	
Résultat	Rugosité	Total	Mètre par Kilomètre	Niveau								À collecter par la firme A&E (données attendues en décembre 2019)
		Boulevard VGE			AD					2,5	**2,5**	
		Boulevard du Port /Vridi			AD					2,5	**2,5**	
		Boulevard du Petit Bassam			AD					2,5	**2,5**	
		Boulevard de la Paix			AD					2,5	**2,5**	
		Voie Express Yopougon			AD					1,8	**1,8**	
Résultat	Décès par accidents de la route	Total	Nombre	Niveau	AD							À collecter par la firme A&E (données attendues en décembre 2019)
		Femme			AD							
		Femme - Occupant de véhicule			AD							
		Femme - Piéton			AD							
		Femme - Autre			AD							
		Homme			AD							
		Homme - Occupant de véhicule			AD							
		Homme - Piéton			AD							
		Homme - Autre			AD							

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Résultat	Réduction du nombre d'accidents de la route	Total	Nombre	Niveau	AD							À collecter par la firme A&E (données attendues en décembre 2019)
		Boulevard VGE			AD							
		Boulevard du Port /Vridi			AD							
		Boulevard du Petit Bassam			AD							
		Boulevard de la Paix			AD							
		Voie Express Yopougon			AD							
Résultat	Évaluation de la sécurité routière iRAP	Total	Pourcentage	Niveau								Rapport iRAP d'avril 2017, basé sur des vidéos des segments de route pertinents produites par un consultant en Due Diligence fin 2016.
		Boulevard VGE										
		Boulevard VGE - Occupant de véhicule			61 (2016)		81				**81**	
		Boulevard VGE - Motocycliste			0 (2016)		76				**76**	
		Boulevard VGE - Piéton			0 (2016)		91				**91**	
		Boulevard VGE - Cycliste			0 (2016)		0				**0**	
		Boulevard du Port /Vridi										
		Boulevard du Port /Vridi - Occupant de véhicule			61 (2016)		93				**93**	
		Boulevard du Port /Vridi - Motocycliste			38 (2016)		87				**87**	
		Boulevard du Port /Vridi - Piéton			2 (2016)		41				**41**	
		Boulevard du Port /Vridi - Cycliste			20 (2016)		39				**39**	
		Boulevard du Petit Bassam										

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
						Aou-19 à Juin-20	Juil-20 à Juin-21	Juil-21 à Juin-22	Juil-22 à Juin-23	Juil-23 à Aou-24		
		Boulevard du Petit Bassam - Occupant de véhicule			0 (2016)		79				**79**	
		Boulevard du Petit Bassam - Motocycliste			0 (2016)		53				**53**	
		Boulevard du Petit Bassam - Piéton			0 (2016)		0				**0**	
		Boulevard du Petit Bassam - Cycliste			0 (2016)		0				**0**	
		Boulevard de la Paix										
		Boulevard de la Paix - Occupant de véhicule			96 (2016)		98				**98**	
		Boulevard de la Paix - Motocycliste			85 (2016)		97				**97**	
		Boulevard de la Paix - Piéton			8 (2016)		20				**20**	
		Boulevard de la Paix- Cycliste			1 (2016)		28				**28**	
		Voie Express Yopougon										
		Voie Express Yopougon - Occupant de véhicule			78 (2016)		100				**100**	
		Voie Express Yopougon - Motocycliste			38 (2016)		87				**87**	
		Voie Express Yopougon - Piéton			0 (2016)		100				**100**	
		Voie Express Yopougon - Cycliste			0 (2016)		0				**0**	

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Activités d'Infrastructures de Transport												
Résultat	Kilomètres de routes complétés	Total	Kilomètres	Cumulatif	0 (2019)				30	30	**30**	N/A
		Boulevard VGE			0 (2019)				8,7	8,7	**8,7**	
		Boulevard du Port /Vridi			0 (2019)				5,6	5,6	**5,6**	
		Boulevard du Petit Bassam			0 (2019)				1,9	1,9	**1,9**	
		Boulevard de la Paix			0 (2019)				6,3	6,3	**6,3**	
		Voie Express Yopougon			0 (2019)				7,5	7,5	**7,5**	
Processus	Emplois temporaires générés par la construction de routes	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)							N/A
		Femme			0 (2019)							
		Homme			0 (2019)							
Processus	Kilomètres de routes sous contrat de travaux		Kilomètres	Cumulatif	0 (2019)		30	30	30	30	**30**	N/A
Processus	Pourcentage décaissé des contrats de construction de routes		Pourcentage	Niveau	0 (2019)		AD	AD	AD	100	**100**	N/A
Processus	Valeur décaissée sur les contrats de construction de routes		US Dollars	Cumulatif	0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
Processus	Valeur des contrats de construction de routes signés		US Dollars	Cumulatif	0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
Processus	Kilomètres de routes en cours de conception		Kilomètres	Cumulatif	0 (2019)	30	30	30	30	30	**30**	N/A

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Processus	Pourcentage décaissé des contrats de faisabilité et de conception des routes		Pourcentage	Niveau	0 (2019)	43	100	100	100	100	**100**	N/A
Processus	Valeur décaissée des contrats de faisabilité et de conception des routes		US Dollars	Cumulatif	0 (2019)	6 662 482	15 506 313	15 506 313	15 506 313	15 506 313	**15 506 313**	N/A
Processus	Valeur des contrats de faisabilité et de conception de routes signés		US Dollars	Cumulatif	0 (2019)	15 506 313	15 506 313	15 506 313	15 506 313	15 506 313	**15 506 313**	N/A
Activité de gestion et de planification des transports												
Résultat	Kilomètres de routes achevées dans le district d'Abidjan conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité	Total	Kilomètres	Cumulatif	0 (2019)					AD	**AD**	N/A
		Primaire			0 (2019)					AD	**AD**	
		Secondaire			0 (2019)					AD	**AD**	
		Tertiaire			0 (2019)					AD	**AD**	
Résultat	Kilomètres de routes dans le district d'Abidjan sous contrats de travaux conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité	Total	Kilomètres	Cumulatif	0 (2019)				AD	AD	**AD**	N/A
		Primaire			0 (2019)				AD	AD	**AD**	
		Secondaire			0 (2019)				AD	AD	**AD**	
		Tertiaire			0 (2019)				AD	AD	**AD**	
Résultat	Kilomètres de routes dans le district d'Abidjan en cours de conception conformément à la liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité	Total	Kilomètres	Cumulatif	0 (2019)				AD	AD	**AD**	N/A
		Primaire			0 (2019)				AD	AD	**AD**	
		Secondaire			0 (2019)				AD	AD	**AD**	
		Tertiaire			0 (2019)				AD	AD	**AD**	

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Sous-Activité de Priorisation des routes et de la sécurité à Abidjan												
Résultat	La liste d'investissement pour la préservation des chaussées et la priorisation de la sécurité pour le district d'Abidjan est approuvée		Date	Date				30-Juin-22			**30-Juin-22**	N/A
Résultat	Création d'une base de données d'inventaire des actifs routiers pour le district d'Abidjan		Date	Date				31-Janv-22			**31-Janv-22**	N/A
Résultat	Élaboration du manuel de préservation et de réhabilitation des chaussées pour le district d'Abidjan		Date	Date			AD				**AD**	N/A
Résultat	Création d'une base de données sur la sécurité routière pour le district d'Abidjan		Date	Date				31-Janv-22			**31-Janv-22**	N/A
Sous - Activité Programme d'Études Supérieures en Infrastructures												
Résultat	Diplômés des activités d'éducation soutenues par le MCC	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	N/A
		Femme			0 (2019)							
		Homme			0 (2019)							
Résultat	Étudiants participants à des activités éducatives soutenues par le MCC	Total	Nombre	Cumulatif	0 (2019)		AD	AD	AD	AD	**AD**	N/A
		Femme			0 (2019)							
		Homme			0 (2019)							
Processus	Programme d'études supérieures en infrastructure soutenu par le Compact opérationnel		Date	Date			30-nov-20					N/A
Processus	Conclusion d'un accord de partenariat pour le programme d'Etudes Supérieures en Infrastructure soutenu par le Compact		Date	Date								N/A

Niveau de l'Indicateur	Libellé de l'Indicateur		Unité de mesure	Classification de l'Indicateur	Valeur de Référence	Année 1 Aou-19 à Juin-20	Année 2 Juil-20 à Juin-21	Année 3 Juil-21 à Juin-22	Année 4 Juil-22 à Juin-23	Année 5 Juil-23 à Aou-24	Valeur cible à la fin du Compact	Source de la valeur de référence
Sous Activité du Fonds d'entretien routier												
Produit	Montant du financement pour l'entretien des routes obtenu grâce au fonds de contrepartie incitatif	Total	US Dollars	Cumulatif	0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	N/A
		MCC			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
		Gouvernement de Côte d'Ivoire			0 (2019)			AD	AD	AD	**AD**	
Produit	Participation des associations d'usagers de la route au Conseil d'Administration du FER		Pourcentage	Cumulatif	AD	100	100	100	100	100	**100**	AD
Produit	Augmentation de l'allocation budgétaire au FER		Pourcentage	Niveau		10	10	10	10	10	**10**	AD
Produit	Réduction en pourcentage du montant de la dette contractée par le FER		Pourcentage	Niveau			AD	AD	AD	100	**100**	N/A
Sous Activité Centre de stationnement et de logistique des camions												
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Résultat	AD		AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	AD	**AD**	AD
Produit	TPLC achevé		Date	Date						31-Juil-24	**31-Juil-24**	N/A
Produit	Convention financière pour un PPP pour le TPLC		Date	Date		AD	AD	AD			**AD**	N/A

Annexe III : Modifications du plan de S&E

Taux brut de scolarisation bruts dans les établissements scolaires du premier cycle dans le Gbêkê				
Projet :	Projet de compétences pour l'employabilité et la productivité			
Activité :	Education Secondaire			
Dec-19	**Description de la modification :**	Modification de la Données de base		
		Femme	Homme	Total
	Donnée de base revue	81.2 (2018)	91.4 (2018)	86.5 (2018)
	Donnée de base précédente	AD[17]	AD	AD
	Justification :	« AD » remplacé par la valeur des données de base		
	Description de la justification :			

Taux brut de scolarisation bruts dans les établissements scolaires du premier cycle à San Pedro				
Projet :	Projet de compétences pour l'employabilité et la productivité			
Activité :	Education Secondaire			
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la Données de base		
		Femme	Homme	Total
	Donnée de base revue	62.5 (2018)	72.4 (2018)	67.7 (2018)
	Données de base précédente	AD	AD	AD
	Justification :	« AD » remplacé par la valeur de la donnée de base		
	Description de la justification :			

Enseignants formés		
Projet :	Projet de compétences pour l'employabilité et la productivité	
Activité :	Education Secondaire	
Sous-Activité :	Amélioration et extension de la formation des enseignants	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la Données de base
	Données de base revue	0
	Donnée de base précédente	400 (Abidjan)
	Justification :	Corrections des données erronées
	Description de la justification :	Cet indicateur mesure le nombre d'élèves-enseignants ayant reçu une formation soutenue par le Compact. Après un examen plus approfondi de la définition, il est devenu évident que la valeur de la donnée de base de cet indicateur est 0.

[17] AD : A déterminer

Elèves bénéficiant d'un enseignement amélioré		
Projet :	Projet de compétences pour l'employabilité et la productivité	
Activité :	Education Secondaire	
Sous-Activité :	Amélioration et extension de la formation des enseignants	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre
	Valeur cible revue	AD
	Valeur cible précédente	4,000 (2025)
	Justification :	Corrections des données erronées
	Description de la justification :	La valeur cible fournie dans le Compact est pour un an après la clôture du Compact. Le plan de S&E ne définit pas d'objectifs post-compacts et aucun objectif n'est actuellement disponible pour 2024.

Autonomie Budgétaire		
Projet :	Projet de compétences pour l'employabilité et la productivité	
Activité :	Enseignement Technique et Formation Professionnelle	
Sous-Activité :	Nouveau modèle d EFTP dirigé par le secteur privé	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre
	Valeur cible revue	AD
	Valeur cible précédente	10
	Justification :	Corrections des données erronées
	Description de la justification :	Cet objectif a été estimé sur la base de la conception initiale de l'activité au moment de la signature du Compact. Cependant, entre la signature du Compact et l'entrée en vigueur, l'activité a évolué de telle sorte qu'il a été déterminé qu'une conception supplémentaire de la sous-activité était nécessaire avant qu'un objectif approprié puisse être défini.

Etudes de suivi d'insertion menées dans des centres d'EFTP soutenus par le Compact		
Projet :	Projet de compétences pour l'employabilité et la productivité	
Activité :	Enseignement Technique et Formation Professionnelle	
Sous-Activité :	Systèmes de gestion de qualité et de responsabilisation des EFTP	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre
	Valeur cible revue	3
	Valeur cible précédente	AD
	Justification :	« AD » remplacé par la valeur de la cible
	Description de la justification :	

Kilomètres de route construites							
Projet :	Abidjan Transport						
Activité :	Infrastructures de Transport						
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre					
		Blvd VGE	Blvd Port Vridi	Blvd Pet. Bas.	Blvd Paix	You. Express	Total
	Valeur cible revue	8.7	5.6	1.9	6.3	7.5	30
	Valeur cible précédente	8.7	5.6	1.9	6.1	7.6	29.9
	Justification :	Corrections des données erronées					
	Description de la justification :	Des valeurs des cibles plus précises ont été définies grâce à des travaux de conception supplémentaires de la part de la firme d'ingénierie.					

Valeur des contrats de construction de routes signés		
Projet :	Abidjan Transport	
Activité :	Infrastructures de Transport	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre
	Valeur cible revue	AD
	Valeur cible précédente	$171,885,038
	Justification :	Corrections des données erronées
	Description de la justification :	La valeur de la cible était préalablement établie sur la base du budget prévisionnel des activités. Le MCC a depuis apporté des clarifications selon lesquelles la valeur cible devrait être établie sur la base des contrats de travaux finalisés et signés.

Valeur des contrats de construction de routes décaissés		
Projet :	Abidjan Transport	
Activité :	Infrastructures de Transport	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre
	Valeur cible revue	AD
	Valeur cible précédente	$171,885,038
	Justification :	Corrections des données erronées
	Description de la justification :	La valeur de la cible était préalablement établie sur la base du budget prévisionnel des activités. Le MCC a depuis apporté des clarifications selon lesquelles la valeur cible devrait être établie sur la base des contrats de travaux finalisés et signés.

Programme d'études supérieures en infrastructure soutenu par le Compact opérationnel		
Projet :	Abidjan Transport	
Activité :	Gestion et Planification du Transport	
Sous-Activité :	Études supérieures en infrastructure	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre
	Valeur cible revue	30-Nov-2020
	Valeur cible précédente	2022 (Compact - Année 3)
	Justification :	Corrections des données erronées
	Description de la justification :	Date provisoire fixée précédemment. Nouvelle cible basée sur le plan de travail mis à jour pour la sous-activité.

Signature de l'accord de partenariat pour le programme d'études supérieures en infrastructure soutenu par le Compact		
Projet :	Abidjan Transport	
Activité :	Gestion et Planification du Transport	
Sous-Activité :	Études supérieures en infrastructure	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre
	Valeur cible revue	N/A
	Valeur cible précédente	2021 (Compact -Année 2)
	Justification :	Mise à jour du Plan d'Action
	Description de la justification :	Les progrès sur cet indicateur ont été plus rapides que prévu et la cible sera atteinte avant la finalisation du plan de S&E. En tant que tel, aucun objectif n'est établi, mais les résultats réels seront inclus dans les rapports trimestriels MCA-Côte d'Ivoire.

Montant du financement pour l'entretien des routes obtenu grâce au fonds de contrepartie incitatif		
Projet :	Abidjan Transport	
Activité :	Gestion et Planification du Transport	
Sous-Activité :	Fonds d'entretien routier	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la Données de base
	Données de base revue	0 (2019)
	Donnée de base précédente	AD
	Justification :	« AD » remplacé par la valeur de la donnée de base
	Description de la justification :	

Convention financière pour un PPP pour le TPLC		
Projet :	Abidjan Transport	
Activité :	Gestion et Planification du Transport	
Sous-Activité :	Centre de stationnement et de Logistique pour camions	
Déc-19	**Description de la modification :**	Modification de la valeur de la cible à atteindre
	Valeur cible revue	AD
	Valeur cible précédente	2022 (Compact - Année 3)
	Justification :	Corrections des données erronées
	Description de la justification :	Cette Date a été estimée sur la base de la conception initiale de l'activité au moment de la signature du Compact. Cependant, entre la signature du Compact et l'entrée en vigueur, l'activité a évolué de telle sorte qu'il a été déterminé qu'une conception supplémentaire de la sous-activité était nécessaire avant qu'un objectif approprié puisse être défini.

Annexe IV : Tableau des indicateurs d'évaluation

CI Code	Niveau de l'indicateur	Résultat à atteindre	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Type de désagrégation	Désagrégation	Source de données primaire	Responsable de collecte	Fréquence de rapportage	Information additionnelle	Valeur de référence	Valeur cible
Projet de Compétences pour l'employabilité et la productivité													
Activité d'Education Secondaire													
	Résultat	Acquisition améliorée de compétences de base recherchées	Résultats d'apprentissage des élèves dans les écoles soutenues par le MCC	Des stratégies d'évaluation spécifiques seront utilisées pour suivre les améliorations des résultats d'apprentissage des élèves dans les écoles bénéficiant de l'appui du Compact par des évaluations nationales de l'enseignement secondaire du premier cycle ou par d'autres évaluations d'apprentissage pertinentes.	Nombre	Région Sexe Sujet	Gbêkê, San Pedro Femme, Homme Lecture, écriture, mathématiques, sciences	AD	Cabinet d'évaluation	AD		0 (2019)	0.2 SD (2029)
	Résultat	Application de méthodes d'enseignement améliorées	Amélioration du contenu de la connaissance des enseignants par rapport au score de base	Des stratégies d'évaluation spécifiques seront utilisées pour évaluer les connaissances des enseignants formés dans des domaines pertinents d'enseignement.	AD	AD	AD	AD	Cabinet d'évaluation	AD		AD	AD
	Résultat	Application de méthodes d'enseignement améliorées	Application de méthodes d'enseignement améliorées en classe par les enseignants, telles que définies par l'activité de formation compact	Des stratégies d'évaluation spécifiques seront utilisées pour évaluer l'application des méthodes améliorées d'enseignement par les professeurs formés.	AD	AD	AD	AD	Cabinet d'évaluation	AD		AD	AD

CI Code	Niveau de l'indicateur	Résultat à atteindre	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Type de désagrégation	Désagrégation	Source de données primaire	Responsable de collecte	Fréquence de rapportage	Information additionnelle	Valeur de référence	Valeur cible
	Résultat	Accès amélioré : 1. Amélioration des taux de scolarisation et de transition des filles 2. Amélioration des taux de scolarisation et de transition. 3. Meilleur accès au premier cycle de l'enseignement secondaire	Distance pour atteindre les écoles secondaires du premier cycle pour les élèves des zones de recrutement des écoles secondaires appuyées par Compact	Des stratégies d'évaluation spécifiques seront utilisées pour évaluer le changement dans la distance parcourue par les élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire dans les zones de recrutement.	AD	Région Sexe	Gbêkê, San Pedro Femme, Homme	AD	Cabinet d'évaluation	AD		AD	AD
Activité d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle													
	Résultat	Acquisition améliorée de compétences techniques recherchées	Qualité et pertinence des compétences techniques des diplômés des centres ETFP soutenus par le MCC	Des stratégies d'évaluation spécifiques seront utilisées pour évaluer la qualité et la pertinence des compétences techniques des diplômés des centres ETFP soutenus par le Compact.	AD	AD	AD	AD	AD	Autre		N/A	AD
	Résultat	Centres d'EFTP durables qui répondent et s'adaptent de manière appropriée aux changements du marché du travail et de l'économie	Centres d'EFTP durables qui répondent et s'adaptent de manière appropriée aux changements du marché du travail et de l'économie	Des stratégies d'évaluation spécifiques seront utilisées pour évaluer la durabilité des centres d'EFTP ainsi que les mécanismes et processus employés par chaque centre d'EFTP soutenu par Compact pour adapter ses programmes de formation aux changements du marché du travail et de l'économie ivoirienne.	AD	AD	AD	AD	AD	AD		N/A	AD

CI Code	Niveau de l'indicateur	Résultat à atteindre	Libellé de l'Indicateur	Définition	Unité de mesure	Type de désagrégation	Désagrégation	Source de données primaire	Responsable de collecte	Fréquence de rapportage	Information additionnelle	Valeur de référence	Valeur cible
Projet Abidjan Transport													
	Résultat	Économies de coûts d'exploitation du véhicule	Changements des coûts d'exploitation du véhicule	Changements des coûts d'exploitation du véhicule par kilomètre	US Dollars	Route	1. Boulevard VGE 2. Boulevard du Port /Vridi 3. Boulevard du Petit Bassam 4. Boulevard de la Paix 5. Voie Express Yopougon	AD	AD	Autre	L'évaluation mesurera directement la variation des coûts d'exploitation des véhicules au lieu de la dériver comme une statistique sommaire produite par le modèle HDM-4 pour chacun des segments de route.	AD (2019)	AD
	Résultat	Meilleure intégration des modalités de transport	Intégration des modalités de transport	Des stratégies d'évaluation spécifiques seront utilisées pour évaluer l'amélioration de l'intégration des modalités de transport	AD	AD	AD	AD	AD	AD		N/A	AD

MILLENNIUM
CHALLENGE ACCOUNT
CÔTE D'IVOIRE

6, Rue des Sambas, Plateau Indénié Im. *Le Workshop*
Abidjan, Côte d'Ivoire
www.mcacotedivoire.ci / info@mcacotedivoire.ci
+225 20 23 89 44 / 20 23 89 47